



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2021

secours-catholique.org

 [caritasfrance](https://twitter.com/caritasfrance)
 [Secours Catholique-Caritas France](https://www.facebook.com/Secours-Catholique-Caritas-France)
 [@caritasfrance](https://www.instagram.com/caritasfrance)



**ENSEMBLE,
CONSTRUIRE
UN MONDE JUSTE
ET FRATERNEL**

SOM- MAIRE

UNE DYNAMIQUE À LA HAUTEUR DES ENJEUX	3
ILS SONT LE SECOURS CATHOLIQUE	4
RÉTROSPECTIVE 2021	6
FAIRE VIVRE LE LIEN SOCIAL, LA FRATERNITÉ ET LA DIMENSION SPIRITUELLE	8
Lutter contre l'isolement et retisser le lien social	9
Un bus pour rompre l'isolement	11
Permettre la participation et l'expression de la parole des plus pauvres	13
Faire vivre la spiritualité	14
Renforcer les liens spirituels	15
Un hameau innovant, écologique et solidaire	17
COMBATTRE LA PRÉCARITÉ PAR L'ACCÈS AUX DROITS POUR TOUS	18
Faire émerger des priorités de plaidoyer	19
Faire évoluer l'aide aux personnes	20
Innover pour répondre aux besoins	22
Une année tout en projets et initiatives	23
Défendre le droit à une alimentation durable et de qualité	24
L'épicerie participative La Marguerite	27
Lutter contre la précarité énergétique	28
Favoriser l'accès au logement	29
Défendre l'accès au travail et à des revenus décents	31
Développer l'économie sociale solidaire et durable	34
Défendre les droits des étrangers	36
Défendre le droit aux vacances pour tous	38
Lutter contre la traite des êtres humains	39
Un séjour pour lâcher prise	41
Défendre les droits des détenus	42
Faire face aux situations d'urgence	43
France et international : une communauté de destin	44
DANS LE MONDE, POURSUIVRE UN DÉVELOPPEMENT DURABLE	46
L'après	47
Reboisement au nord de l'Amazonie brésilienne	49
La défense des droits et des libertés	50
Transition écologique et justice sociale	54
L'émergence d'une société civile forte	56
Du soutien d'urgence à l'accompagnement dans le temps	57
426 projets soutenus dans le monde	58
L'appui aux partenaires et la posture d'accompagnement	60
La convergence France et international	61
Femmes agricultrices, des savoirs à faire fructifier	63
UNE ORGANISATION POUR RÉPONDRE AUX ENJEUX	64
Les défis du bénévolat et de l'engagement	65
Une gouvernance et des modes d'action revisités	66
Communication	68
Publications	69
Générosité et finances	70
Réseau Caritas France	72
GOVERNANCE ET CONTRÔLE AU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE	75
IDENTITÉ	76

UNE DYNAMIQUE À LA HAUTEUR DES ENJEUX

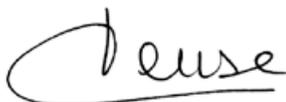
Au cours de 2021, après deux années de crise sanitaire, la précarité s'est durcie. Les mesures ponctuelles prises par les pouvoirs publics ne permettent pas aux plus précaires de s'en sortir durablement. Les dépenses contraintes, celles notamment de l'énergie, pèsent de plus en plus lourd dans le budget des ménages les plus pauvres, en raison notamment de la hausse des prix de l'énergie. Notre plaidoyer pour une transition écologique juste montre toute sa pertinence. Nous le partageons avec nos partenaires internationaux qui nous font toujours plus prendre conscience de la communauté de destin qui nous lie et qui nous oblige à penser l'après-crise au niveau local et global.

Dans ce contexte, les contraintes liées à la pandémie ont pour une large part donné le *tempo* de cette année 2021 pour les équipes du Secours Catholique, avec ce que cela a supposé de résilience et d'inventivité de la part de nos équipes. Elles n'en ont pas manqué, ajustant leur action aux contraintes et imaginant de nouvelles manières de faire en réponse aux pauvretés révélées par la crise : l'isolement dans lequel nos sociétés abandonnent les plus fragiles, les difficultés à se nourrir, que rencontrent 10 % de la population française, dont beaucoup de jeunes et d'enfants !

Preuve de cette créativité, partout en France, des projets sont nés pour aller vers les personnes, retisser du lien, inventer une aide alimentaire conforme à notre projet national, c'est-à-dire respectant la dignité et la participation des personnes tout en mobilisant les acteurs locaux d'une alimentation de qualité. Le soutien de l'appel à projets France relance et la générosité de nos donateurs ont permis de dégager les moyens nécessaires à leur mise en œuvre. Et les Belles Retrouvailles en septembre ont témoigné des belles pousses issues de ces initiatives. Par leur foi en la vie face aux grandes difficultés qu'ils traversent, les plus pauvres sont nos maîtres en spiritualité. Notre ancrage chrétien nous porte à les accueillir dans leur globalité et donc également dans leur spiritualité, quelle qu'elle soit. Cette réalité profonde de notre action a été définie et réaffirmée en 2021, par l'adoption d'un texte repère, fruit de la réflexion de tous, mais aussi par le travail que nous avons mené avec le réseau Saint-Laurent pour accompagner vingt groupes de personnes en situation de précarité à l'assemblée plénière de la Conférence des évêques de novembre 2021, sur le thème « Clameur de la terre et clameur des pauvres ». C'est une vraie rencontre qui a eu lieu, de celles qui transforment, comme en a témoigné le discours de clôture du président de la Conférence sur la place des pauvres dans la dimension synodale. Les évêques ont entendu cette sagesse des pauvres qui nous appellent à prendre soin de la terre et de nos frères.

Ce que nous avons vécu en 2021 nous tourne aussi vers l'avenir. Nous pouvons témoigner du fait que la rencontre avec ceux qui se sentent rejetés par notre société transforme le regard de chacun. Elle nous appelle à reconnaître dans chaque homme un frère qui doit être accueilli et avec lequel il faut cheminer. Elle nous appelle à nous engager pour construire une société plus juste et plus fraternelle. ■

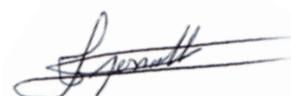
Véronique Devise
Présidente nationale



Vincent Destival
Délégué général



Hervé Perrot
Aumônier général



ILS SONT LE SECOURS CATHOLIQUE

“ NICOLE

« FAIRE DES RENCONTRES, AVOIR DES PROJETS. CELA M'A BEAUCOUP AIDÉE. »



XAVIER SCHWABEL / SCOF

Nicole a eu plusieurs vies : une première de mannequin, une autre d'épouse et de mère, puis une vie d'aidante auprès d'un mari affaibli par la maladie. « Après son décès, j'ai eu besoin de rompre avec la solitude, confie-t-elle. En 2015, une personne m'a guidée vers le Secours Catholique. » Nicole devient alors bénévole au sein d'une boutique solidaire. C'est une renaissance. « Faire des rencontres, avoir des projets, participer à des formations, me sentir utile... Cela m'a beaucoup aidée », témoigne-t-elle. Ainsi, quand elle se voit proposer la responsabilité de l'équipe locale du Secours Catholique, elle n'hésite pas. « Ma priorité a été de trouver un lieu plus adapté pour notre boutique, jusque-là petite et mal située, dit-elle. Mais nous n'avons pas seulement une jolie boutique. Nous jouons un vrai rôle social. »

“ ODILE

« ELLES ME DISENT : "ON VEUT ALLER AU TABLEAU !" LE TRAVAIL EN COMMUN DEVIENT UN JEU. »



ELODIE PERRIOT / SCOF

Pendant sa vie professionnelle, Odile dirigeait sa propre société de conseils en stratégie éditoriale. Aujourd'hui retraitée, elle fréquente encore des colloques de chefs d'entreprise, des contacts qui s'avèrent utiles dans sa nouvelle vie de bénévole au Secours Catholique dans le 11^e arrondissement de Paris. Elle y fait du soutien scolaire et de l'accompagnement vers l'emploi. À la demande de l'institutrice de Bamby, une fillette qu'elle épaula depuis trois ans, Odile a inclus Kadidia dans les séances de soutien scolaire, une très proche de Bamby qui se débrouille bien à l'école. « Depuis qu'elles sont toutes les deux, c'est beaucoup mieux. Il y a une émulation. Elles me disent : "On veut aller au tableau !" Le travail en commun devient un jeu. »

“ AYMAN

« JE DONNE UN COUP DE MAIN À LA BOUTIQUE SOLIDAIRE, OU POUR MONTER LE STAND LES JOURS DE MARCHÉ. »



XAVIER SCHWABEL / SCOF

Parti du Soudan en 2014, Ayman a suivi le parcours de bien des migrants : Libye, Lampedusa, la Sicile, Rome, Vintimille, puis la France, en 2016. C'est à Paris, où il dort sous tente, qu'on lui dit qu'à Calais, des bus partent pour toute la France deux fois par semaine. « J'y suis allé. On nous montrait une carte de France, mais je ne connaissais pas la France. On m'a donné un ticket : Ussel. » Il y obtient ses papiers, suit une formation, prend des cours de français, trouve du travail chez un électricien. « J'ai continué les cours de français, avec des bénévoles. Et je suis devenu bénévole au Secours Catholique. Je donne un coup de main à la boutique solidaire, ou pour monter le stand les jours de marché. » Désireux d'apprendre et d'avancer, il envisage une formation en alternance dans une grande entreprise, ou une formation en électricité industrielle.

“ DANS MA FUTURE VIE PROFESSIONNELLE, JE SERAI RICHE DE TOUT CE QUE J'APPRENDS AU SECOURS. ”

**“ SANTIAGO
« J'AI RÉALISÉ QUE JE DEVAIS PRENDRE LE RELAIS. »**



ANNAIS PACHABEZIAN / SCSF

Né dans une communauté awajun, au cœur de la forêt amazonienne, Santiago Manuin a fait de sa vie un combat pour la défense de l'Amazonie et de son peuple. Un combat qui commence en 2009, avec le massacre de Bagua, une manifestation violemment

réprimée, où son père est grièvement blessé. « J'ai réalisé que je devais prendre le relais », explique-t-il. À 24 ans, il se forme à l'école des leaders des peuples autochtones, puis suit une formation sur les droits de l'homme avec l'ONU. Car il en est convaincu, pour mieux se battre, il faut utiliser la voie du dialogue et du droit, ce qu'il fait au sein de Saipe (Service agricole pour la recherche et la promotion économique), partenaire du Secours Catholique.

« Nous sommes désormais un caillou dans la chaussure de l'État péruvien », observe Santiago, qui porte en permanence sa couronne en plumes de toucan et ses boucles d'oreilles reçues des grands chefs awajuns, qui l'ont reconnu comme leader.

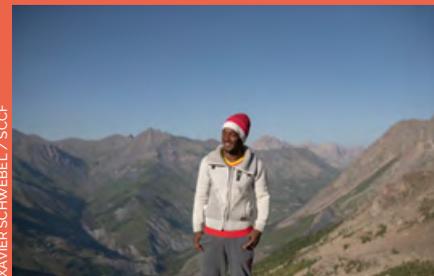
**“ THUN SARAY
« J'AI SACRIFIÉ MA VIE PERSONNELLE POUR LE CAMBODGE. »**



DENIS MARTIN / SCSF

C'est en 1991, à la suite de la guerre civile au Cambodge, que Thun Saray fonde l'ONG Adhoc (Association pour les droits de l'homme et le développement au Cambodge), dont le Secours Catholique est partenaire. Son engagement remonte à son expérience de prisonnier, tout d'abord dans les camps des Khmers rouges où il est enfermé pour avoir étudié les sciences économiques, ce qui fait de lui un « petit bourgeois », puis dans les prisons du nouveau régime, pour s'être rapproché du parti social-démocrate libéral. « J'ai été jeté dans une cellule minuscule et obscure dans laquelle je devais manger, dormir et faire mes besoins, avec une chaîne aux pieds. » Aujourd'hui exilé au Canada, Thun Saray poursuit son engagement, mais songe à passer la main à la jeune génération. « J'ai sacrifié ma vie personnelle pour le Cambodge, j'aspire à des jours plus relaxants et calmes. »

**“ SOULEYMANE
« MES PARENTS NOUS ONT ÉDUQUÉS DANS UN ESPRIT DE SOLIDARITÉ, DE GÉNÉROSITÉ. »**

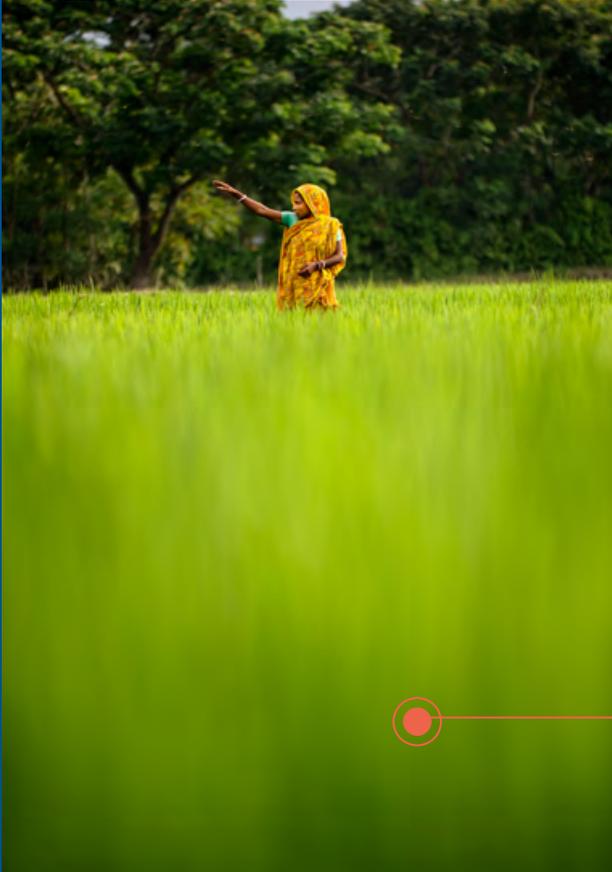


XAVIER SCHWIBEL / SCSF

Arrivé en France à 16 ans, Souleymane a passé son bac, commencé puis arrêté des études de commerce, puis a été recruté à 22 ans par un club de foot, qu'il a fini par quitter,

déçu. C'est alors qu'il a pris un nouveau départ en s'engageant comme bénévole au Secours Catholique de Seine-et-Marne. « Mes parents nous ont éduqués dans un esprit de solidarité, de générosité. C'est aussi ce que m'enseigne l'islam. » Souleymane trouve rapidement sa place auprès des Young Caritas avec qui il fait des maraudes dans un camp de fortune de jeunes migrants en attente de papiers. « C'est précieux pour moi d'avoir retrouvé un environnement où je peux me développer : je me découvre des compétences, on me fait confiance. Dans ma future vie professionnelle, je serai riche de tout ce que j'apprends au Secours. »

RÉTROSPECTIVE 2021



GAEL KERBAOL / SCCF



VINCENT BOISOT / SCCF

9 MAI

À Paris, le Secours Catholique défile parmi les manifestants de « La marche d'après », pour dénoncer le manque d'ambition des pouvoirs publics face à l'urgence écologique et climatique, au lendemain de l'adoption à l'Assemblée nationale de la loi Climat.

18 FÉVRIER

Publication d'une étude menée à partir de 2019 par le Secours Catholique-Caritas France auprès des peuples autochtones de six pays d'Asie et d'Amérique latine afin de rendre compte de leurs modes de vie et de la gestion de leurs territoires au prisme de l'écologie intégrale telle que définie par le pape François dans l'encyclique Laudato si'.

ET AUSSI...

JANVIER 19. Publication de la seconde édition du baromètre d'alerte sur la situation des droits humains au Brésil, établi par les dix-sept organisations de la coalition Solidarité Brésil, que le Secours Catholique a cocrée suite à l'élection de Jair Bolsonaro. **FÉVRIER** 3. Véronique Fayet, présidente du Secours Catholique, et Mgr Leborgne, évêque d'Arras, se rendent à Calais à la rencontre des exilés qui survivent dans des conditions extrêmement difficiles. **MAI** 1. Afin de maintenir l'élan que l'appel à projets France relance a donné à ses délégations, le Secours Catholique-Caritas France lance un appel à initiatives internes doté d'un fonds de 6 millions d'euros. **JUIN** 15. L'assemblée générale du Secours Catholique adopte un texte repère sur la dimension spirituelle au pas des plus pauvres. **JUILLET** 20. Le groupe de travail auquel le Secours Catholique a participé dans le cadre du pacte pour l'enfance « Lutter contre les violences faites aux enfants 2020-2022 » présente au gouvernement ses recommandations sur la prostitution des mineurs. **AOÛT** 10. Un groupe de 350 personnes en situation de précarité venu à l'initiative du réseau Saint-Laurent et issu des délégations du Secours Catholique et de plusieurs associations partenaires anime la célébration de la Saint-Laurent à la grotte de Lourdes. 14. Un séisme ravage l'île d'Haïti. Répondant à l'appel de Caritas Haïti, les pôles Urgences internationales et Amérique latine-Caraïbes du Secours Catholique débloquent une aide de 30 000 euros pour la distribution de



GAËL KERBAOL / SCGF

15 JUIN

Véronique Fayet quitte ses fonctions de présidente nationale du Secours Catholique, qu'elle a exercées pendant sept ans. Elle transmet le flambeau à Véronique Devise, experte du terrain social à travers ses engagements tant professionnels que bénévoles.



SÉBASTIEN LE CLÉZIO / SCGF

24-29 AOÛT

Les Young Days, qui remplacent les universités d'été des Young Caritas, réunissent 200 jeunes venus de toute la France et d'Europe ; un grand temps de partage interculturel et interreligieux.



LOUIS WITTER / LE PICTORIUM

11 OCTOBRE

Face à la répétition des manquements graves aux droits fondamentaux des personnes en situation de migration sur le littoral britannique, le père Philippe Demeestère et deux jeunes militants entament une grève de la faim.

kits alimentaires et sanitaires. **SEPTEMBRE** Du 20 au 23, 350 acteurs du Secours Catholique se réunissent à Lourdes pour une session nationale : des Belles retrouvailles après plus d'un an de pandémie. **NOVEMBRE** 3, 20 groupes de personnes ayant l'expérience de la précarité viennent à la rencontre des évêques réunis en assemblée plénière à Lourdes afin de témoigner de la « mystérieuse sagesse des pauvres » (exhortation apostolique *La Joie de l'Évangile*, 2013) et de faire entendre comment la clameur de la terre et la clameur des pauvres se rejoignent. Du 12 au 28. Le rêve de faire un voyage en Terre sainte se réalise à nouveau pour deux groupes de personnes en situation de très grande précarité. 18. Le Secours Catholique-Caritas France publie son rapport statistique annuel « État de la pauvreté » en France : un ensemble de constats et d'analyses issus de l'observation de plus de 38 800 situations, avec un focus particulier sur la précarité alimentaire. **DÉCEMBRE** 1. Un décret publié au Journal officiel du 1^{er} décembre 2021, revalorise de 100 euros le montant du chèque énergie au titre de 2021, répondant ainsi à une demande du Secours Catholique. 2. La Coordination d'actions inter-acteurs aux frontières intérieures (CAF), créée par le Secours Catholique-Caritas France, Médecins sans frontières, Médecins du monde, Amnesty France et la Cimade, organise un séminaire à l'Assemblée nationale en vue de débattre du rapport de la commission d'enquête parlementaire créée à sa demande. 15. Le Sénat adopte un amendement proposé par le Secours Catholique qui concerne les mineurs non accompagnés (MNA).

FAIRE VIVRE LE LIEN SOCIAL, LA FRATERNITÉ ET LA DIMENSION SPIRITUELLE

LES CONFINEMENTS DE L'ANNÉE 2020 ont rendu plus cruel encore l'isolement dans lequel nos sociétés laissent les plus fragiles : les personnes seules, âgées ou non, celles en situation de précarité, de logement indigne, les sans-papiers... Face à cette détresse, le Secours Catholique-Caritas France a fait évoluer ses pratiques pour aller davantage vers ceux qui, par ignorance ou pudeur, ne viennent pas frapper aux portes de nos accueils. C'est ainsi qu'ont été lancés les Fraternibus, dont le modèle a été repris par une vingtaine de délégations en 2021, permettant de retisser du lien dans certaines zones rurales et dans certains quartiers à la périphérie des villes où les occasions de rencontre ont disparu peu à peu. La fraternité a pu se vivre en présentiel en 2021, dans les Maisons des familles qui ont rouvert, lors d'activités créatives et culturelles qui ont vu le jour dans toutes les délégations, ou à travers des actions comme l'accueil familial de vacances et l'aide aux devoirs, qui contribuent à briser les barrières sociales pour faire naître de nouveaux possibles. L'année 2021 a également pu apporter des réponses au fort besoin de sens exprimé par les personnes que nous accompagnons. Les « visitations » ont repris à Lourdes, avec les membres du réseau Saint-Laurent, de même que les voyages en Terre sainte, le rêve d'une vie pour des personnes en situation de très grande précarité. À signaler aussi les grandes retrouvailles des Young Caritas, réunis pour quelques jours à la cité Saint-Pierre à l'été 2021, avec cette générosité à l'autre, de toutes les origines et religions, qu'ils savent si bien nous insuffler.



LUTTER CONTRE L'ISOLEMENT ET RETISSER LE LIEN SOCIAL

DÉVELOPPER LA DÉMARCHE FRATERNELLE DE L'ALLER VERS

Le Secours Catholique, qui fait majoritairement de l'accueil, sort de ses murs pour aller vers les personnes en développant le concept de Fraternibus. Ce mode d'action innovant dont la pertinence s'est confirmée à la suite des confinements de 2020 était déjà à l'œuvre dans l'association sous forme d'expérimentations locales. Ainsi, c'est au Secours Catholique de l'Eure qu'a germé il y a quatre ans l'idée du premier Fraternibus (voir reportage p. 11). Alain-Benoît Dimier, animateur au Secours Catholique de l'Eure (2016-2019), puis du Rhône, raconte : « Quand je suis arrivé dans le sud de l'Eure, en 2016, un accueil du Secours Catholique venait de fermer. Une cinquantaine de communes, plus aucun lieu d'accueil. Ma mission ? Ramener une présence de l'association sur ce territoire. J'ai commencé par m'immerger dans cette vallée, pour

me coller à la réalité des habitants. Au bout de six mois, les gens m'avaient fait part de beaucoup de problèmes de mobilité – des lignes de bus et de train avaient fermé – et d'isolement. Quel sens cela aurait-il eu d'ouvrir une antenne et d'attendre des personnes qui ne peuvent pas se déplacer ? Nous nous sommes orientés vers une mobilité inversée : aller vers les gens, là où ils sont. Le premier objectif, c'était de se mettre à l'écoute des gens. Beaucoup ne se sentent pas légitimes pour parler. Il s'agit aussi de faire émerger des collectifs citoyens. Que les gens se rencontrent et se parlent, qu'ils deviennent acteurs de leur vie et de leur territoire. Qu'ils se sentent légitimes pour interpeller leur mairie. Notre défi ? Ne pas devenir un lieu où on fait les choses pour les gens. Il faut savoir passer la main à ceux qui viennent. Ce sont eux qui créent le contenu de la rencontre. » En 2021, le modèle a été repris par une vingtaine de délégations, à la faveur des financements du plan France relance (voir p. 22).





EURE

TERRITOIRE

UN BUS POUR ROMPRE L'ISOLEMENT

Été comme hiver, les bénévoles du Secours Catholique vont à la rencontre des habitants du sud de l'Eure avec leur *Fraternibus*, un lieu d'écoute mobile qu'ils gèrent au marché de Damville le mardi et à celui de Breteuil le mercredi. Café, eau chaude, sachets de thé, chocolat en poudre, eau fraîche, sirop de grenadine, mais aussi un ordinateur, une table et quelques chaises... et déjà les conditions sont remplies pour qu'on puisse venir se confier, nouer des amitiés, s'informer sur ses droits. « *Dans un local fixe, explique Olivier, il n'y a que les gens qui frappent à la porte. Ici, on fait quelques pas vers eux.* » Être présents les jours de marché, c'est être visibles, et c'est fixer un rendez-vous hebdomadaire aux habitants. Christophe, un autre bénévole du *Fraternibus*, perçoit une pension d'invalidité et ne peut pas travailler. « *Ici, je me sens bien, dit-il. On n'est pas jugé. Ça me permet de faire quelque chose d'utile. Et parler devant plusieurs personnes à la fois m'aide à vaincre ma timidité.* » Denis, qui a mis sa passion pour la mécanique au service du projet, confirme : « *C'est étonnant, on a réussi à créer des liens plus forts que si on jouait aux boules.* » Ici se croisent tous les milieux sociaux. Mohamed, gérant d'une supérette, offre un panier rempli de bonbons destinés aux visiteurs du jour. « *Vous le rapporterez quand il sera vide !* » Mme Mutel, médecin généraliste à la retraite, aime rencontrer ceux qui venaient auparavant dans son cabinet. « *Ces liens donnent de l'importance aux personnes et cela a un effet bienfaisant* », observe-t-elle. Pour Bernadette, 75 ans, veuve depuis peu, venir aux rendez-vous du *Fraternibus* lui « *évite de penser au Covid et de le voir à la télé toute la journée* ». ■

CHRISTOPHE HARGOVES / SCCF



REPORTAGE COMPLET SUR LE SITE INTERNET
DU SECOURS CATHOLIQUE :
bit.ly/FratEureSC

TISSER DES LIENS DE SOLIDARITÉ ENTRE LES FAMILLES

Sortir les familles en situation de précarité de leur isolement, tisser des liens fraternels entre elles et autour d'elles, c'est tout le sens de plusieurs actions du Secours Catholique-Caritas France. Deux actions anciennes tout d'abord : l'accompagnement à la scolarité et les parrainages de proximité. Maintenus autant que possible en distanciel pendant les périodes de confinement dès 2020, ces activités ont pu reprendre et jouer pleinement leur double rôle en 2021 : éveiller la curiosité des enfants afin qu'ils puissent mieux s'investir dans les apprentissages, prendre confiance en eux et se découvrir d'autres intérêts et ressources, et tisser des liens de solidarité entre des familles de conditions sociales différentes.

Créées en 2009 avec Apprentis d'Auteuil, les Maisons des familles, fondées sur l'accueil inconditionnel, sont elles aussi de formidables catalyseurs d'entraide. Fin 2021, le réseau en comptait vingt et trois autres étaient sur le point d'ouvrir à Rennes, Rouen et Villeurbanne.

DES YOUNG DAYS À LA CITÉ SAINT-PIERRE

Les universités d'été Young Caritas, qui rassemblaient des centaines de jeunes bénévoles engagés au Secours Catholique-Caritas France, ont désormais fait place aux Young Days, destinés à se tenir tous les deux ans à la cité Saint-Pierre à Lourdes. Annulés en 2020 en raison de la pandémie, les premiers Young Days se sont tenus au mois d'août 2021. Deux cents Young Caritas de France et d'Europe étaient au rendez-vous, ainsi que, en distanciel, des Young Caritas

>>> EN BREF >>>

CÔTES-D'ARMOR : UNE ESCALE POUR LES FAMILLES



GAËL KERBAOL / SCCF

Quatre jours par semaine, l'Escale des familles, à Saint-Brieuc offre aux foyers en difficulté la possibilité de se doucher, de laver leur linge, de se restaurer et de se reposer. Dans ce grand appartement qui peut accueillir jusqu'à cinquante personnes (quand les conditions sanitaires le permettent), enfants et parents découvrent une ambiance familiale où ils peuvent jouer, cuisiner, déjeuner et parler avec d'autres personnes en difficulté, souvent migrantes, ainsi qu'avec les bénévoles qui animent le lieu. « Les enfants veulent tout le temps venir ici. Ils le réclament. Cela me fait

plaisir de les voir jouer. Et cela me fait du bien de voir du monde », témoigne un père de famille.

LA RÉUNION : « KOZ KAFÉ », DES INVITATIONS À ROMPRE L'ISOLEMENT

Sur les hauts plateaux de l'île de La Réunion vivent de nombreuses personnes pauvres et isolées n'ayant jamais osé demander d'aide. Aussi les équipes locales du Secours Catholique organisent-elles depuis quelques mois des animations festives intitulées « Koz Kafé » où, comme leur nom l'indique, on offre un café et on invite à parler. En privilégiant les « hauts » de l'île, où l'aide est moins accessible que dans les villes du bord de mer, ces animations attirent de nombreuses personnes qui, le temps d'une journée, se sentent moins seules. En plus de proposer une écoute et un échange verbal, ces manifestations sont l'occasion de se procurer des livres et des vêtements de seconde main ou encore de participer à des ateliers de transformation de vieux tissus.

La présidente du Secours Catholique de La Réunion se félicite de cette initiative en expansion parce que, observe-t-elle, « il y a vraiment une solitude et un besoin qui vont au-delà de l'alimentaire. Les gens ont besoin d'une relation fraternelle ».

LOT-ET-GARONNE : CAFÉ MOBILE AUX ENVIRONS DE MARMANDE

L'équipe du Secours Catholique de Marmande cherche à soutenir les habitants des villages environnants, isolés, vivant de peu et dont la mobilité est très réduite. Depuis juillet 2021, quatre à cinq bénévoles vont à leur rencontre. En lien étroit avec les élus de trois petites communes dont celle de Cocumont, ils installent deux matinées par semaine un « salon d'extérieur » à proximité de la salle des fêtes, pour se ménager une possibilité de repli en cas de mauvais temps. Autour de ces tables et chaises colorées, offrant tout simplement café et petits biscuits, ils invitent à la conversation et à la rencontre de ceux qui souhaitent rompre leur solitude.

d'Haïti et des représentants de nos partenaires en Côte d'Ivoire, en Guinée et au Honduras. Chaque journée était ponctuée d'animations, de grands moments interreligieux et interculturels, ainsi que d'excursions, notamment au mont Béout et à la grotte de Lourdes. Cet événement à taille humaine a bien rempli sa mission : permettre aux Young Caritas de partager

leur expérience (les réussites comme les difficultés), de s'interroger sur leur engagement auprès des plus pauvres et de développer leur sentiment d'appartenance. Il a permis d'aller plus loin que les universités d'été, en termes de sens et de vérité, et de créer des liens qui puissent se maintenir jusqu'au grand rendez-vous de 2023. ■

PERMETTRE LA PARTICIPATION ET L'EXPRESSION DE LA PAROLE DES PLUS PAUVRES

ANIMATION DU CHANGEMENT SOCIAL LOCAL

Dans son projet associatif, le Secours Catholique-Caritas France affirme sa volonté d'agir pour transformer la société, en partant des plus pauvres, de là où ils vivent et des préoccupations qui sont les leurs. Depuis plusieurs années, nos délégations animent des démarches dans les territoires avec une perspective de changement social.

En 2021, nous avons souhaité revenir sur ces expériences afin de mesurer concrètement en quoi l'animation des acteurs de terrain fait bouger les lignes de la pauvreté, en donnant aux personnes la possibilité d'être des actrices de leurs territoires, de retrouver de la confiance en soi, d'être reconnues au travers de leurs actions. Ce travail de capitalisation a été mené en septembre et octobre à Aurillac, Rennes, Versailles et Alès, auprès d'une quarantaine d'acteurs. Il donnera lieu à un document à paraître en 2022, qui reprendra et analysera les savoir-faire repérés chez les acteurs des quatre expériences visitées.

PARTAGE DE PRATIQUES ARTISTIQUES, CRÉATIVES ET CULTURELLES

Écriture, théâtre, dessin, danse, musique, arts plastiques, photos, contes, clown, couture, cuisine... les nombreuses propositions créatives, artistiques et culturelles qui se vivent dans les différents lieux du Secours Catholique-Caritas France donnent du souffle et de la joie, renforcent le pouvoir d'agir des personnes et permettent de créer des dynamiques collectives. Dans la continuité du travail qui a abouti en 2018 à la publication du document « La culture avec tous »,



SEBASTIEN LE CLÉZIO / SCCF

une première rencontre nationale « Partager pour agir » consacrée aux pratiques artistiques, créatives et culturelles a été organisée à l'été 2021 à Lourdes. Soixante personnes venues d'une quinzaine de délégations étaient présentes pendant trois jours de partage et d'expérimentations, l'occasion pour chacun de faire découvrir à d'autres de nouvelles expériences créatives, mais aussi d'exprimer la confiance et la fierté que ces démarches apportent aux personnes vivant dans la précarité. ■

“ LA CRÉATIVITÉ ME DONNE DE L'ÉNERGIE ET ME REND JOYEUSE. J'EXISTE. JE SORS DE LA TRISTESSE QUAND J'Y SUIS. ”

>>> EN BREF

SEINE-SAINT-DENIS
DESSINER POUR SE RESSOURCER

STEVEN WASSENAAR / SGGF

Tous les mercredis, une dizaine de participants se retrouvent pour dessiner et peindre au Secours Catholique de Rosny-sous-Bois. Cette activité est indispensable pour oublier un quotidien parfois lourd à porter. « *C'est comme si on partait à un endroit où on peut se détendre, se concentrer et... se ressourcer* »,

témoigne Pauline. Pour Sophie, « *toujours prise* » par les rendez-vous médicaux à la suite d'un triple pontage cardiaque, dessiner permet de trouver le calme. Radha, qui n'est jamais allée à l'école, est fière de voir que ses tableaux plaisent. Ghislaine se répète les encouragements de Ginette, qui anime bénévolement cet atelier : « *Il faut oser. Il faut oser !* »

BOUCHES-DU-RHÔNE
À LA DÉCOUVERTE DE LA BEAUTÉ
DU MONDE

Mireille et Nasser, bénévoles engagés à la Ruche, l'un des espaces du Secours Catholique de Marseille, proposent aux personnes qui s'y présentent des sorties récréatives. Culturelles, ces escapades s'organisent en concertation

et selon les événements, tantôt vers une exposition du Mucem, tantôt vers un spectacle, un concert, au théâtre ou dans la rue, l'été. Les habitués, majoritairement des femmes de toutes générations, se rendent ensemble en transport en commun dans ces lieux de culture, commentant leurs découvertes dans ces moments d'évasion et de « réveil » à la beauté. Ces visites sont suivies d'un partage des impressions, des ressentis, et de ces signaux qui montrent un éveil croissant à l'expression artistique. Dans cette démarche d'ouverture au monde, Mireille et Nasser proposent un samedi par mois une journée d'évasion et entraînent le groupe à la découverte de la beauté environnante, celle des alentours de Marseille, à quelques stations de métro.

FAIRE VIVRE LA SPIRITUALITÉ

VALIDATION D'UN TEXTE DE RÉFÉRENCE
SUR LA DIMENSION SPIRITUELLE DU SECOURS
CATHOLIQUE

La question de la prise en compte de la dimension spirituelle du Secours Catholique-Caritas France a évolué ces dernières années, et s'est fortement imposée au moment de la crise sanitaire où les équipes ont exprimé le besoin de disposer d'un texte de référence sur le sujet. Il importait que celui-ci soit le fruit d'une réflexion commune associant tous les acteurs de l'association. C'est ce qui a été fait en 2021, où environ 600 personnes ont participé à 17 agoras organisées dans toute la France, en vue d'amender et de s'approprier la proposition élaborée avec les délégations. Le texte final a été adopté par notre Assemblée générale en juin 2021. Il s'agit d'un texte court. Il sera diffusé dans le cadre d'un livret pédagogique intégrant les récits et la parole des personnes en précarité et éclairé par 12 fiches précisant les notions abordées (la dimen-

sion interculturelle, la laïcité, notre lien à l'Église, la doctrine sociale de l'Église...). Le texte définitif et les outils pédagogiques seront diffusés à partir de 2022, avec la mise en place d'un dispositif de pilotage pour assurer la communication interne et l'étude de son impact sur le quotidien de l'association.

LES GROUPES DU RÉSEAU SAINT-LAURENT
EN « VISITATION » À LOURDES

Le réseau Saint-Laurent, coordonné par le Secours Catholique-Caritas France qui en est cofondateur, a été créé à l'occasion du 50^e anniversaire de la cité Saint-Pierre à Lourdes. Il s'agissait alors de répondre à la volonté de personnes en situation de très grande précarité de se regrouper pour partager leur foi à partir des évangiles et de se retrouver tous les deux ans à Lourdes pour des « visites », c'est-à-dire des occasions de s'annoncer de bonnes nouvelles.

En 2020, sur 150 groupes qui composent le réseau, 350 personnes ont pu se retrouver à Lourdes sur deux sessions en raison de la pandémie et des mesures de distanciation sociale, dont 60 mineurs qui composent le « Joyaume », une organisation faite pour eux ! En août 2021, les visitations ont pu reprendre avec les personnes qui n'avaient pas pu partir l'année précédente. Le groupe comptait 350 personnes venues de nos délégations des Hauts-de-Seine, de Lyon, d'Angers, de Vannes et des Yvelines, ou encore d'associations partenaires comme Aux captifs la libération, l'association Lazare, la Pierre d'angle, le Sappel, la Fraternité Saint-Laurent et d'autres encore. Lors de ce pèlerinage, les groupes ont animé la célébration de la Saint-Laurent le 10 août à la grotte de Lourdes, événement qui a été diffusé mondialement sur le site du Sanctuaire, un moment précieux pour ces personnes seules et ces familles ayant vécu des périodes de confinement particulièrement éprouvantes. Le Secours Catholique et la cité Saint-Pierre sont fiers d'avoir su relever le défi d'une telle rencontre, dans le respect des consignes de sécurité sanitaire.

REPRISE DES VOYAGES EN TERRE SAINTE

Pour les croyants les plus pauvres, faire le voyage en Terre sainte semble de l'ordre de l'impossible. Ce rêve n'avait pu se vivre en 2020, en raison de la pandémie. Il s'est réalisé à nouveau en 2021 : du 12 au 21 novembre pour un premier groupe de 38 personnes et du 21 au 28 pour un autre, de 36 personnes, soit à l'occasion de la courte période pendant laquelle Israël avait rouvert ses frontières. Logés par le Secours Catholique-Caritas France à la Maison d'Abraham, un lieu d'hospitalité situé au cœur de Jérusalem et destiné à l'accueil des plus pauvres du monde entier, les pèlerins ont marché « sur les pas de Jésus, venu annoncer la Bonne Nouvelle aux pauvres ». Le père dominicain Guy Tardivy, aumônier de la Maison d'Abraham, leur a servi de guide tout au long du séjour. Grâce à lui, les personnes ont pu aller à la rencontre de l'autre : des Bédouins, des communautés chrétiennes locales, d'associations engagées auprès des plus pauvres. Ils ont également partagé des temps de réflexion, notamment sur la question du mur, celui qu'il faut détruire en nous et entre nous.

Ces voyages en Terre sainte sont l'aboutissement de toute une année ponctuée de week-ends de rencontres pour se préparer au mieux à ce qui serait vécu sur place, et aussi pour financer le projet, grâce à l'organisation de ventes dans les paroisses ou de cagnottes en ligne. Une dizaine d'autres groupes sont prêts à partir en 2022 et 2023, si les circonstances sanitaires le permettent. ■



VINCENT BOISOT / SCSF

RENFORCER LES LIENS SPIRITUELS

La prise en compte de la dimension spirituelle des personnes est au cœur des actions du Secours Catholique. Des moments de rencontre, de prise de recul, de prière et de partage sont organisés régulièrement, comme ici, en Indre-et-Loire, où une cinquantaine de personnes ont vécu la joie de retrouvailles lors d'une « halte spirituelle ».

« Avec la pandémie, j'ai eu l'impression qu'on construisait un monde individualiste. Je suis soulagée de voir que chacun souhaite se retrouver », se réjouit Michelle.

« Une journée comme celle-ci me permet de me recentrer et de vivre des temps de prière avec les autres, témoigne Maryse. On échange aussi sur notre façon de vivre notre foi au quotidien. C'est un partage vivant ! »

En petits groupes, autour de l'évangile selon saint Marc qui relate la présentation des enfants à Jésus, ce sont en effet des expériences de vie qui se disent. Jacqueline désigne Babeth, assise à ses côtés : « Elle est aphasique depuis quinze ans. Elle m'a tendu la main à un moment où j'en avais besoin. Aujourd'hui, je lui rends la pareille. »

« Quelle émotion ! » confie Jocelyne, dont l'existence a changé quand, lors d'un voyage de l'Espérance, elle a pu mettre des mots sur des années de maltraitance. « Maintenant, j'avance sur ce grand chemin-là, de l'absolu, de la vie. Avant, je me détestais. Aujourd'hui, sans oublier, j'ai pardonné et je peux avancer. »

Pour Justine, sans-papiers hébergée en hôtel et arrivée d'Angola il y a un an, cette halte spirituelle était une première. « Je marche avec la Bible à chaque instant, mais intégrer ce groupe me donne plus de force. »





TERRITOIRE

UN HAMEAU INNOVANT,
ÉCOLOGIQUE
ET SOLIDAIRE

Draguignan compte un nouveau quartier, l'éco-hameau solidaire Saint-François, qui a vu le jour grâce à Mireille, une dame sans descendance ayant fait don de sa propriété au diocèse pour qu'y soient accueillis des blessés de la vie. Confiée à l'Union diaconale du Var en lien avec le Secours Catholique, la propriété a permis de créer ce lieu de vie qui regroupe une trentaine de logements sociaux, une maison d'accueil pour hôtes de passage et un champ d'oliviers où une équipe de scouts compagnons vient camper tous les étés. Les résidents sont associés au fonctionnement et à la vie du hameau. Carole s'occupe du poulailler, à une centaine de mètres de son appartement. Après avoir ramassé les œufs, elle conduit sa fille Perrine, 15 ans, née handicapée, sur la placette au centre du hameau, où se retrouvent pour le petit déjeuner Patricia, l'autre Carole, Méline, Mélissa, Claudine, Jonathan, David, Lucien et les autres.

De son côté, Mireille, la donatrice restée dans les lieux, anime l'atelier « Marmiton » dans sa grande maison. Des habitants et des bénévoles de l'épicerie solidaire de l'équipe diocésaine, située en ville, s'y retrouvent autour d'une longue table où ont été déposés des produits du jardin, de l'épicerie solidaire, ou donnés par des commerçants.

« *Quand je suis venue vivre ici, tout a changé pour moi* », confie Carole, qui vit désormais avec ses enfants à proximité de son ancien mari avec lequel elle a gardé de bons rapports. Même chose pour Méline, 25 ans, qui a obtenu un CDI dans un métier d'aide à la personne depuis qu'elle habite le hameau. Après des débuts difficiles (elle a été SDF) et une maternité précoce (son fils Timéo a 7 ans), elle dit avoir trouvé son équilibre. « *Ici, on ne nous parle pas comme à des cas sociaux. On nous parle comme à des adultes. On s'accepte tels qu'on est, on se connaît tous et si l'un ne va pas bien, l'autre lui remonte le moral.* » ■



COMBATTRE LA PRÉCARITÉ PAR L'ACCÈS AUX DROITS POUR TOUS

LA CRISE SANITAIRE DE 2020 nous a brutalement mis face à l'urgence d'inventer un monde plus juste, fraternel et durable pour tous. Dès la fin de l'année, le Secours Catholique-Caritas France a saisi cette invitation à penser l'après, en vue de valider, au mitan de son projet national, les orientations à donner à son plaidoyer. Ce travail, mené avec les personnes que nous accompagnons, mais aussi avec nos partenaires internationaux et nos équipes afin de croiser les sources et les expériences, a donné lieu à une publication en 2021. Les thématiques qui s'en dégagent nous confortent dans nos engagements : engagement en faveur d'un droit à une alimentation de qualité et durable, modèle que nous avons expérimenté avec succès au niveau local et que nous portons à l'échelon national dans le cadre d'un programme lancé en 2021 ; engagement en faveur de l'accès à l'emploi et à un revenu digne pour tous qui nous a amenés à regarder de près le déploiement du Service public de l'insertion et à nous impliquer dans des initiatives innovantes comme Territoires zéro chômeur de longue durée et différents modèles d'activité valorisés ; engagement en faveur de la rénovation des passoires thermiques et de solutions pour une mobilité durable, afin de mettre en œuvre la transition écologique juste que nous appelons de nos vœux ; et engagement, porteur en 2021, à défendre les droits des réfugiés trop souvent bafoués à nos frontières et dans nos rues. France relance, l'appel à projets annoncé fin 2020 par le gouvernement, et la générosité de nos donateurs nous ont permis de booster nombre de nos actions dans ces différents domaines, et de mettre toutes les idées et les énergies en ordre de projets.



FAIRE ÉMERGER DES PRIORITÉS DE PLAIDOYER

CINQ AXES DE PLAIDOYER POUR PENSER L'APRÈS

Dès le printemps 2020, la crise du Covid-19 a mis nos sociétés face à ses dysfonctionnements structurels et ses profondes inégalités. Pour le Secours Catholique-Caritas France, il fallait se saisir de ce moment inédit pour *penser le monde d'après* et définir nos priorités de plaidoyer des années à venir. Cette réflexion a été alimentée par les contributions de cinq sources : les personnes en situation de précarité qui nous ont fait part de leur vécu et de leurs attentes, l'Église et ses enseignements, notamment les encycliques *Laudato si'* et *Fratelli tutti*, nos délégations, nos partenaires internationaux et nos directions nationales.

Cette réflexion, commencée en 2020, a été ponctuée par des réunions virtuelles, des agoras réunissant pendant une journée des acteurs du Secours Catholique et des personnes ayant l'expérience de la précarité. Le texte final compte vingt propositions réparties en cinq grandes thématiques : l'accès à l'emploi et à un revenu minimum garanti, le droit à une alimentation digne et durable, l'enjeu du droit à

un logement décent et de la rénovation thermique des logements, l'accueil des migrants, la défense des libertés et des droits fondamentaux mis à mal par la crise chez nos partenaires du Sud, mais aussi en France.

Affinées au cours des trois agoras, ces vingt propositions ont été présentées dans le cadre d'une demi-journée sur le plaidoyer au moment de nos Belles Retrouvailles auxquelles participaient les bureaux de délégation, des cadres du siège et des personnes en situation de précarité. Chaque participant pouvait voter pour quatre des vingt propositions, une manière d'entrer dans le texte et de se l'approprier. Des amendements ont été proposés à cette occasion et le texte définitif, présenté en décembre 2021 à notre conseil d'administration, a été approuvé. Diffusé début 2022, il a vocation à assurer la cohérence des messages que nous souhaitons faire passer dans le cadre des élections présidentielle et législatives, première occasion de promouvoir ce *monde d'après* que nous appelons de nos vœux.

PUBLICATION SUR LE NON-RECOURS

Le rapport statistique sur la pauvreté en France publié chaque année par le Secours Catholique-Caritas France met en évidence l'importance du non-accès aux droits, notamment au revenu de solidarité active (RSA), puisqu'un tiers des personnes accueillies qui pourraient y prétendre ne le touchent pas. Ce constat appelait une étude plus détaillée sur les raisons et les enjeux du non-recours. Celle-ci a été menée en 2021, en partenariat avec l'Observatoire des non-recours aux droits et services (Odenore), référence nationale en la matière.

Une double enquête a été menée : quantitative d'abord, en partant des fiches de notre base de données pour dessiner le profil des personnes en situation de non-recours ; qualitative ensuite, à travers d'une part des questionnaires (125 au total) qui ont été remplis par des membres de six de nos délégations, et d'autre part une trentaine d'entretiens plus approfondis rendant compte de leur parcours de vie.

Le rapport tiré de cette enquête a été publié en mars 2021. Il confirme le caractère massif du non-recours et montre que les personnes les plus à risque sont aussi les plus isolées, surtout les hommes, avec des ruptures de parcours, et en situation de logement précaire. Plusieurs facteurs entrent en jeu : la complexité et la dématérialisation des démarches, ainsi que la discontinuité des droits, souvent consécutive

à une expérience conflictuelle avec l'administration. Des propositions ont été tirées de cette enquête, à destination de nos équipes d'abord, pour qu'elles veillent à mieux repérer les personnes à accompagner dans l'accès à leurs droits, mais aussi des pouvoirs publics auxquels nous demandons une simplification des démarches et la mise en place de Territoires zéro non-recours aux prestations sociales. Cette dernière proposition, qui suppose une mobilisation de tous les acteurs concernés à l'échelle d'un territoire : mairie, centres communaux d'action sociale (CCAS), acteurs associatifs, conseil départemental et caisse d'allocations familiales (CAF), a été reprise dans la stratégie de lutte contre la pauvreté. ■



RÉUSSITES DE PLAIDOYER

- **UNE PROPOSITION DE LOI INSPIRÉE PAR NOTRE RAPPORT « SANS CONTREPARTIE ».**

Publié en octobre 2020, notre rapport « Sans contrepartie » a largement inspiré une proposition de loi défendue au Sénat en juin 2021 et portant sur l'instauration d'un revenu minimum garanti.

- **ADOPTION DU PROJET SUR LE NON-RECOURS**

Après avoir dénoncé un amendement visant à renforcer le contrôle des allocataires du RSA, le Secours Catholique-Caritas France obtenait l'adoption de sa proposition de Territoires zéro non-recours.

FAIRE ÉVOLUER L'AIDE AUX PERSONNES

DES AIDES FINANCIÈRES AUX VÉRITABLES « COUPS DE POUCE »

La rencontre fraternelle et la transformation sociale sont les fondamentaux de l'action du Secours Catholique-Caritas France. Mais cet accompagnement commence bien souvent par une aide financière ou matérielle. Notre décision, au printemps 2020, de remettre des chèques-service aux ménages les plus fortement fragilisés par le confinement nous a amenés à réaffirmer que ce type d'aide fait pleinement partie de nos modes d'accompagnement des personnes. En 2021, une réflexion a été menée avec les délégations sur la place de l'aide et les modalités de

cette pratique. Celle-ci confirme que les aides financières doivent être accordées avec discernement et de manière collective, et qu'elles sont indissociables de l'accueil fraternel, c'est-à-dire l'écoute, mais aussi l'accompagnement vers l'accès aux droits et l'encouragement à l'action collective. Une note de repères sur la politique des aides a été coconstruite et va être diffusée. La part des aides significatives (entre 500 et 4 000 euros), qui ne représentent encore que 2 % de la totalité des aides financières remises par le Secours Catholique, va être augmentée. Il s'agit de véritables coups de pouce permettant de financer des projets grâce auxquels les personnes peuvent se projeter dans l'avenir.

LES APPELS À COUPS DE POUCE

Messages, le magazine trimestriel du Secours Catholique-Caritas France, permet aux délégations de publier des appels à dons pour financer des projets porteurs. Petit florilège.

COUP DE POUCE DE 2 900 EUROS pour Fabienne, 45 ans, qui a besoin d'un véhicule pour faire ses stages de dernière année de formation d'infirmière, un rêve d'enfance !

COUP DE POUCE DE 4 000 EUROS pour Thibault, pour financer le reste à charge de la rénovation thermique de son habitat.

COUP DE POUCE DE 2 500 EUROS à Michèle, aide à domicile, pour remplacer son véhicule sans lequel elle ne pourrait pas garder son emploi.

COUP DE POUCE DE 1 500 EUROS pour Adeline, mère de quatre enfants, pour acquérir un véhicule d'occasion qui lui permettrait d'obtenir un CDI dans un centre de gérontologie.

COUP DE POUCE DE 1 912 EUROS à Mariette, pour régler le remplacement de sa chaudière et éviter de sombrer dans la précarité.

PLAN NUMÉRIQUE POUR TOUS

Au vu de l'ampleur de la fracture numérique et de l'illectronisme révélés par la crise sanitaire début 2020, plusieurs délégations du Secours Catholique-Caritas France ont répondu à l'appel à projets concernant le numérique dans le cadre du plan France relance. Explication avec Axel Haentjens du Secours Catholique en Île-de-France.

« Dès l'obtention de la subvention de 100 000 euros, l'équipe du projet a recensé les besoins de nos 377 antennes en matériel informatique à l'usage des personnes accueillies. Fin 2021, 87 PC fixes, 181 PC portables et 84 smartphones ont notamment été achetés auprès des ateliers du Bocage, une société coopérative d'intérêt collectif experte dans le tri et le réemploi de matériel informatique. Ce programme a fait apparaître des disparités entre les délégations et de gros besoins en matière de formation des personnes en situation de précarité et des bénévoles. Pour y remédier, nous avons passé un partenariat avec Emmaüs Connect qui a commencé par des formations dispensées en juin et juillet dans le cybercafé créé à Puteaux. Une autre initiative a été lancée à Chanteloup-les-Vignes avec un prestataire externe. Deux mécénats de com-

pétence sont arrivés à l'automne pour coordonner le déploiement du plan dans le 78 et le 92.

Le Plan numérique pour tous en Île-de-France a vocation à être répliqué dans d'autres régions. Des échanges de bonnes pratiques ont déjà eu lieu avec les délégations de Franche-Comté, dans la Haute-Loire et dans la région de Lyon.

La fracture numérique est un vrai sujet, un sujet politique, surtout dans le cadre du projet de dématérialisation à 100 % des démarches administratives d'ici 2022. »

ACCOMPAGNEMENT ET FORMATION DES 1 500 BÉNÉVOLES MANDATÉS DANS LES CCAS

Le Secours Catholique-Caritas France souhaitait renforcer sa représentation dans les conseils d'administration des centres communaux et intercommunaux d'action sociale (CCAS et CIAS). C'est chose faite depuis 2020, où 1 500 des bénévoles proposés pour cette mission ont été retenus par les maires. Siéger dans ces instances en charge de l'action sociale nous permet de peser concrètement, tant sur les politiques sociales des communes que sur leur mise en œuvre. Les mandatés ont en effet la possibilité de porter nos positions concernant la lutte contre la pauvreté, de faire remonter des observations de terrain et d'amener les élus à rencontrer les plus défavorisés de leurs administrés, afin qu'ils mesurent mieux les difficultés rencontrées et ajustent les politiques en conséquence. Les délégués, animateurs et bénévoles chargés d'animer le réseau des mandatés dans leur délégation, se forment et échangent régulièrement. En 2021, nous avons proposé aux mandatés eux-mêmes des formations en visioconférence pour les éclairer sur les décisions à prendre, les tenir au courant des sujets portés par l'association et les faire monter en compétences, par exemple sur la lecture et la compréhension d'un budget de CCAS. En janvier 2021, les mandatés des grandes villes ont participé également à une formation d'une journée réalisée en partenariat avec une formatrice de l'Union nationale des CCAS et CIAS (Unccas). ■

“ LA FRACTURE NUMÉRIQUE EST UN VRAI SUJET, UN SUJET POLITIQUE, SURTOUT DANS LE CADRE DU PROJET DE DÉMATÉRIALISATION À 100 % DES DÉMARCHES ADMINISTRATIVES. ”

FOCUS

INNOVER POUR RÉPONDRE
AUX BESOINS

Après une année où le pays était resté quasiment à l'arrêt, le gouvernement français décidait d'un plan de relance sur deux ans intitulé France relance. Pour le Secours Catholique-Caritas France et ses délégations, cet appel à projets a été l'accélérateur d'une nouvelle façon de penser l'action en termes de projets et d'initiatives.



XAVIER SCHWEBEL / SCSF

Un élan donné par l'appel à projets France relance. En novembre 2020, après une année de crise sanitaire, le gouvernement français annonçait le plan de relance économique France relance 2020-2022. Le Secours Catholique-Caritas France a répondu au volet Lutte contre la pauvreté et a obtenu le financement de quarante projets de restructuration des accueils de jour, d'alimentation saine et durable, d'accès au numérique et de développement de Fraternibus.

Sur le plan régional, la majorité de nos délégations se sont investies elles aussi dans cette démarche, nouvelle pour certaines, de solliciter des subventions *via* des appels à projets. Afin de maintenir cet élan, nous avons annoncé en mai 2021 un appel à initiatives internes doté d'un fonds de 6 millions d'euros. Celui-ci a atteint son but : libérer les énergies, puisque trente-trois projets ont été financés dans ce cadre. Au total, le montant de ces différents projets s'élève à plus de 11 millions d'euros dont 5,8 millions apportés par d'autres financeurs que le Secours Catholique. Pour répondre à notre appel à initiatives internes, les délégations ont pu s'appuyer sur une nouvelle instance du Secours Catholique, la Commission accompagnement des projets (CAP), créée début 2020, qui facilite la mobilisation des compétences utiles et les procédures de validation nécessaires pour les projets locaux financés par notre siège. Ce nouveau mode de fonctionnement nous a permis, en 2021, de passer d'une démarche projet à une logique programme, avec la mise en réseau des délégations portant le même type d'initiatives. Nous pouvons avoir ainsi une vision globale des projets en réflexion, développer un positionnement stratégique sur les thématiques proposées, et adapter les niveaux de financement et de ressources d'accompagnement à mettre en face.

UNE ANNÉE TOUT EN PROJETS ET INITIATIVES



CHRISTOPHE HARGOUES / SCCF

Retisser du lien dans certains territoires ruraux cumulant pauvreté, vieillissement de la population, absence de services : c'est dans cet objectif que la délégation de Marne-Ardenne s'est emparée de l'appel à projets France relance pour financer une épicerie solidaire itinérante et participative. Lieu d'échanges, de partage et de mixité sociale, cette épicerie a vu le jour en 2021. Le concept de **Fraternibus** a été imaginé en 2020, sur la base d'expérimentations existantes, quand il s'est agi de maintenir le lien social et fraternel que les périodes de confinement mettaient à mal, surtout dans les territoires ruraux et dans les quartiers pauvres à la périphérie des villes. Cette forme nouvelle pour le Secours Catholique, consistant à aller vers les personnes en difficulté, a très vite conquis les délégations. Ce sont vingt-quatre projets qui ont été proposés et financés en 2021 dans le cadre de France relance (voir reportage p. 11).

La **fracture numérique et l'illectronisme** font partie des grands enjeux de société que les confinements de 2020 ont mis en lumière. Face à ce défi, un groupe régional d'Île-de-France s'est organisé pour travailler des pistes d'action et de plaidoyer en lien avec le siège national et les équipes déjà engagées dans la lutte contre la fracture numérique. Son objectif : soutenir des dynamiques de projets et permettre aux équipes de se mettre en réseau pour partager des besoins. En 2021, huit projets ont émergé dans ce domaine (voir témoignage p. 21).

L'achat des fournitures scolaires pèse lourd dans le budget des ménages les plus pauvres. La délégation de Seine-Saint-Denis le sait bien et a reconduit un projet lancé en 2020 : des **boutiques éphémères dédiées à la rentrée**, où les familles peuvent se procurer des fournitures neuves, de qualité, à tout petit prix. En 2021, le montant du projet a été revu à la hausse pour permettre de contribuer au paiement d'une licence sportive auprès d'un club.

« Mes filles sont en CE2 et en cinquième et elles avaient hâte d'avoir tout ce qui est demandé sur la liste, d'être comme les autres élèves. »

La crise sanitaire a mis à mal les étudiants les plus précaires, dont certains ont accumulé des impayés de loyer et risquaient le non-renouvellement de leur bail. L'équipe de Villeneuve-d'Ascq a ouvert **une permanence** à proximité des campus, pour apporter un soutien financier, mais aussi moral. Le projet a été financé *via* un appel à dons dans la presse locale et le réseau des paroisses et un soutien dans le cadre de l'appel à initiatives internes.

Né dans le sud du Jura en 2020, le concept de **paniers solidaires**, composés de produits frais issus de l'agriculture biologique, est une alternative au modèle distributif classique. Il permet aussi de soutenir des agriculteurs locaux, de maintenir le lien social et d'encourager le partage des savoirs autour de l'alimentation. En 2021, quarante-neuf projets de paniers solidaires ont été proposés et financés dans le cadre de l'appel à initiatives internes (voir également p. 25).



VINCENT BOISOT / SCCF

DÉFENDRE LE DROIT À UNE ALIMENTATION DURABLE ET DE QUALITÉ



XAVIER SCHWABEL / SCCF

UN PROGRAMME AMBITIEUX EN FAVEUR DU DROIT À UNE ALIMENTATION DURABLE ET DE QUALITÉ

L'engagement du Secours Catholique-Caritas France en faveur d'un accès digne à une alimentation durable et de qualité – possibilité pour les personnes de choisir leur alimentation et d'avoir accès à des produits frais de qualité, locaux et/ou bio – a montré toute sa pertinence avec la crise sanitaire, quand la fragilité des modèles traditionnels d'aide alimentaire et la problématique de la résilience des territoires ont été mises en évidence. Face à ces enjeux, début 2021, nous avons entamé un important programme national intitulé « Ensemble, bien vivre, bien manger », dont l'ambition est de contribuer à des changements structurels significatifs à l'horizon 2025. Le programme comprend quatre axes : adapter nos pratiques et développer des projets d'accès digne à une alimentation durable et de qualité ; soutenir les mobilisations pour des systèmes alimentaires

résilients ; sensibiliser le grand public à la notion de droit universel à l'alimentation ; plaider auprès des pouvoirs publics le changement de réponse aux problèmes de précarité alimentaire.



RÉUSSITES DE PLAIDOYER

• LOI CLIMAT, DES AVANCÉES ET DES DÉCEPTIONS

Très en dessous des enjeux climatiques, la loi adoptée en septembre 2021 à partir du travail de la Convention citoyenne pour le climat contient quelques avancées, notamment sur le prêt mobilité à taux zéro, proposition que nous défendons avec le réseau Action climat.

• L'ONU RECONNAÎT UN DROIT À UN ENVIRONNEMENT SAIN

Après plus de dix ans de plaidoyer auquel le Secours Catholique a contribué, le Conseil des droits de l'homme a adopté une résolution historique reconnaissant le droit humain à un environnement propre, sain et durable.

Plusieurs de ces axes ont été travaillés en 2021. Nous avons renforcé notre soutien à des solutions concrètes comme les quarante-neuf projets de paniers frais solidaires développés dans vingt-quatre délégations. Grâce à un financement de France relance, nous avons engagé l'évolution de nos 139 épiceries solidaires en privilégiant le modèle des épiceries ouvertes à toutes et tous, et non aux seules personnes en situation de précarité, afin de lutter contre la stigmatisation.

En vue de faire évoluer les pratiques et politiques alimentaires à l'échelle des territoires, nous avons lancé, avec un consortium de partenaires (le réseau de Cogne, le réseau Civam¹, le réseau Vrac et l'Ugess²) un projet intitulé « Territoires à vivre » à Lyon, Toulon, Montpellier et Aix-Marseille.

« Faim de dignité », notre rapport statistique 2021 sur la pauvreté en France, paru en novembre 2021,

comprend une étude sur les personnes ayant bénéficié de l'aide alimentaire pendant la pandémie. Il présente notre analyse des politiques de lutte contre la précarité alimentaire et notre plaidoyer national pour les élections 2022.

Le Secours Catholique siège par ailleurs au sein du Comité de coordination national de lutte contre la précarité alimentaire (Cocolupa) depuis sa création en septembre 2020. Nous y pilotons un groupe de travail sur la participation et l'inclusion des personnes en situation de précarité. ■

1 Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural.

2 Union des groupements des épiceries sociales et solidaires.

>>> EN BREF

GARD PANIER FRAIS ET FOUR À PAIN FÉDÉRATEURS

À Vauvert, le Secours Catholique déploie une gamme d'actions en lien avec l'alimentation et s'inscrivant dans la lutte contre le repli sur soi des populations en difficulté financière. L'équipe a commencé la distribution de paniers de fruits et légumes frais. Elle vient aussi de se doter d'un four à pain itinérant pour proposer aux habitants des quartiers populaires de descendre de leurs immeubles pour faire cuire ensemble leur pain, leur pizza, leur pita ou leur bretzel. Financé par une subvention des collectivités locales et conçu par un ingénieur local, le four a été construit avec l'aide de quatre jeunes issus d'une association d'insertion.

CHER ET INDRE DES PANIER FRAIS QUI CRÉENT DES LIENS

Dans le Berry, vingt ménages accompagnés par le Secours Catholique

bénéficient de produits frais en circuit court, sous la forme de paniers solidaires. Plusieurs familles ont souhaité rencontrer le maraîcher partenaire de l'initiative. Adultes et enfants ont découvert le travail de la terre et participé à la cueillette et à la constitution des paniers. Le groupe a également passé une matinée chez l'éleveur qui fournit la viande. Les plus jeunes ont appris à nourrir les animaux et un riche échange a eu lieu autour d'une terrine maison. « *Les familles sont fières car leurs paniers contribuent à faire vivre ces agriculteurs* », explique Brigitte, bénévole. Des liens amicaux sont également nés de cette journée.

HAUTE-SAÛNE LES JARDINS DE GRAY CULTIVENT LA CONVIVIALITÉ

La commune de Gray, en Haute-Saône, abrite les plus anciens jardins partagés du Secours Catholique. Depuis 2007, quinze ménages y travaillent la terre, font pousser



XAVIER SCHWIBEL / SCOF

fruits, légumes et fleurs en culture biologique, une manière de bien manger tout en soulageant le portefeuille, lorsqu'on est en recherche d'emploi ou jeune retraité. Mais si les jardiniers se retrouvent chaque semaine, c'est aussi pour rompre avec l'isolement. Tous les vendredis, on échange des conseils de jardinage, on se réunit autour d'un bon café et d'un déjeuner. Aux jardins de Gray, on cultive tout, même la convivialité.





XAVIER SCHWIBEL / SCCF



TERRITOIRE

L'ÉPICERIE
PARTICIPATIVE
LA MARGUERITE

Située dans l'une des étroites rues médiévales qui composent le cœur de Riom, à 15 km de Clermont-Ferrand, la devanture de La Marguerite attire l'œil et le chaland. L'épicerie, ouverte par le Secours Catholique en janvier 2021, compte déjà plus de 350 adhérents dont un tiers qui, en raison de difficultés financières, bénéficient de tarifs préférentiels calculés en fonction de leurs ressources, alors que les adhérents « solidaires » paient 100 % du prix des produits.

Annabelle, mère de famille s'occupant seule de ses cinq enfants, est une habituée du lieu. « Jusqu'à présent, je n'avais pas eu besoin d'aide, confie-t-elle. Mais là, je paie un gros loyer dans le privé. C'est difficile. » Annabelle bénéficie donc de tarifs préférentiels, ce qui ne l'empêche pas d'avoir accès, comme n'importe quel autre adhérent de l'épicerie, à des produits variés et de qualité : fruits et légumes frais, viandes et fromages issus de productions locales. « Je fais toutes mes courses ici. Je trouve de tout, explique-t-elle. Et puis c'est gai, on ne se sent pas reclus, on vient avec plaisir. »

« Ici, je peux choisir ce que j'achète. Et puis on passe à la caisse ! Symboliquement, c'est important ! » souligne une autre habituée, Patricia, mère de sept enfants, dont trois encore à charge. Beya, préposée à la caisse justement, bénéficie comme Annabelle et Patricia d'un tarif préférentiel. Avec son mari, elle a participé aux travaux d'aménagement du local et assure le fonctionnement de l'épicerie aux côtés de la trentaine de bénévoles, en situation de précarité ou non, séduits par le projet. ■



REPORTAGE COMPLET SUR LE SITE INTERNET
DU SECOURS CATHOLIQUE :
bit.ly/LaMargueriteSC

LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

L'ONPE SOUFFLE SA DIXIÈME BOUGIE ET LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE S'ENRACINE DANS LE PAYS

L'Observatoire national de la précarité énergétique (ONPE) fêtait ses dix ans en 2021. Dix années de suivi de l'évolution quantitative et qualitative de la situation des personnes en situation de précarité énergétique. Cette instance, dont le Secours Catholique-Caritas France fait partie, a profité de cet anniversaire, célébré dans le cadre de la première édition de la Journée nationale contre la précarité énergétique, pour publier

un rapport sur une décennie d'action publique contre ce fléau social, sanitaire et environnemental. Le bilan montre que les objectifs que s'était fixés l'État sont loin d'être atteints. En effet, le nombre de ménages en situa-

tion de précarité énergétique n'a pas baissé malgré les efforts de rénovation réalisés et la montée en puissance des politiques d'aide à la rénovation énergétique des logements : 12 millions de personnes, soit un Français sur cinq, sont concernées.

UN SECOND CHÈQUE ÉNERGIE : UNE PREMIÈRE RÉPONSE POUR LES MÉNAGES FACE À LA FLAMBÉE DES PRIX

Dans son bilan, l'ONPE faisait observer que la crise sanitaire et sociale, conjuguée à l'inflation inédite des prix de l'énergie, avait encore accentué la précarité énergétique. Le Secours Catholique a donc mené un plaidoyer dès le mois de mai pour demander l'octroi d'un second chèque énergie aux personnes concernées, un plaidoyer en partie entendu, puisqu'un chèque a été versé en décembre aux 5,8 millions de ménages éligibles, mais d'un montant de 100 euros seulement, alors que la facture réelle des ménages

oscille entre 1 400 euros et 2 100 euros annuels. Autre motif de satisfaction : le Secours Catholique réclame depuis longtemps une protection contre les coupures d'énergie *via* le chèque énergie, proposition qui est aujourd'hui en passe d'être adoptée.

PLAIDOYER POUR LA RÉNOVATION DES PASSOIRES THERMIQUES DANS LA LOI CLIMAT ET RÉSILIENCE

Aux côtés d'ONG sociales et environnementales partenaires, le Secours Catholique-Caritas France s'est invité dans le débat parlementaire sur l'élaboration de la loi Climat et résilience adoptée le 22 août 2021. Ce plaidoyer a permis d'obtenir quelques avancées, comme l'adoption d'un nouveau diagnostic de performance énergétique, désormais opposable ; la mise en place du nouveau dispositif « Mon accompagnateur Rénov », dont le volet social est fortement inspiré par l'expérimentation « 1DigneToit » portée par le Secours Catholique et le Réseau éco-habitat (REH) dans les Hauts-de-France ; et enfin l'interdiction progressive de la mise en location de passoires thermiques. À partir de 2023, un logement trop énergivore sera considéré comme non décent et donc non louable. En revanche, la mobilisation se poursuit pour obtenir l'instauration d'une obligation de rénovation pour tous les propriétaires, qu'ils soient bailleurs ou occupants, pour autant qu'un dispositif d'accompagnement financier, technique et au besoin social leur soit proposé, avec un reste à charge nul pour les plus modestes.

TROIS DÉLÉGATIONS LAURÉATES DE L'APPEL À PROJETS « CHAUFFETOI »

Né dans l'Oise à l'initiative des délégations du Secours Catholique-Caritas France de Picardie et du REH, le programme « 1DigneToit » a vite fait la preuve de son utilité pour accompagner les propriétaires les plus pauvres vers la rénovation de leur logement. Aujourd'hui, le programme s'essime dans le cadre d'un partenariat entre REH et AG2R La Mondiale. Le lancement de l'appel à projets « Chauffetoi » a

ALAIN, EN SITUATION DE PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE ET ACCOMPAGNÉ PAR LE SECOURS CATHOLIQUE

« J'AI BESOIN DE BOIRE LA NUIT [...]. LES MATINS D'HIVER, MA BOUTEILLE D'EAU, POSÉE SUR LE PLANCHER À CÔTÉ DU LIT, ÉTAIT GELÉE. »



CHRISTOPHE HARGOUËS / SCCF

permis de récompenser les initiatives de dix lauréats, dont les trois premiers sont les délégations du Secours Catholique de Bourgogne, du Maine-et-Loire et du Poitou. Toutes ont démontré leur volonté et leur capacité à s'en-

gager pour un habitat sain et durable aux côtés des ménages concernés et en lien avec des artisans locaux. Elles bénéficient désormais d'un soutien financier et d'une formation sur les dispositifs d'aide à la rénovation. ■

FAVORISER L'ACCÈS AU LOGEMENT

PUBLICATION DU GUIDE PRATIQUE DE L'HÉBERGEMENT

En moyenne, au niveau national, une demande d'hébergement sur deux au 115 n'est pas satisfaite, au point que plus des trois quarts des personnes à la rue n'appellent même plus. Telle est la réalité à laquelle sont confrontées au moins 300 000 personnes sans-abri en France et les équipes du Secours Catholique-Caritas France qui les accompagnent. Parce que nos bénévoles se sentent souvent démunis face à la grande détresse des personnes et à la saturation des dispositifs d'hébergement, les différentes parties prenantes du Secours Catholique-Caritas France

ont coconstruit un guide pratique sur l'accès et le maintien dans l'hébergement. Testé et amélioré en 2021, il sera déployé dans les délégations à partir de 2022 dans le cadre de temps d'échanges et de formations.

Les procédures d'accompagnement, les droits et les dispositifs à activer diffèrent en fonction des besoins des personnes et du type de public rencontré (personnes seules, familles avec enfants de moins de trois ans, demandeurs d'asile, personnes sans titre de séjour, etc.). Le guide passe en revue tous ces cas de figure afin de guider les équipes dans les démarches à réaliser avec les personnes en lien avec les services sociaux compétents. Il com-



VINCENT BOISOT / SCCF

prend également des préconisations sur les recours possibles si aucune solution n'est trouvée, et des illustrations de la palette des mobilisations et plaidoyers à conduire pour rappeler aux préfets comme aux élus locaux leur responsabilité dans l'application du droit à l'accès et au maintien à l'hébergement.

aux préfets soit respectée dans tous les territoires. Le 6 septembre 2021, le bilan de ce travail a été présenté lors d'une conférence de presse commune. Le collectif reste vigilant sur le respect de l'inconditionnalité et de la continuité de l'accueil en hébergement, comme droit fondamental à disposer d'un logement décent.

DES ASSOCIATIONS MOBILISÉES POUR ÉVITER LES MISES À LA RUE

Fragilisées par la crise sanitaire et sociale, les personnes menacées par les expulsions locatives ou par les ruptures sèches d'hébergement avaient obtenu un sursis en 2020, la trêve hivernale ayant été prolongée jusqu'à l'été grâce à la mobilisation du CAU dont le Secours Catholique-Caritas France fait partie. Face à la vague de mises à la rue qui était à craindre à la fin de l'hiver 2021, le collectif a mis en place une cellule de veille, coanimée par le Secours Catholique-Caritas France, à laquelle signaler les risques de fermeture de centres d'hébergement, les évacuations de squats ou de bidonvilles et les menaces d'expulsion. Les alertes recueillies dans le cadre de ce dispositif ont alimenté des interpellations régulières de la ministre en charge du Logement, afin que la consigne de prévention des expulsions locatives et de non-remise à la rue passée

ACCÉDER AU LOGEMENT SOCIAL : LE PARCOURS DU COMBATTANT DES PLUS PAUVRES EN FRANCE ET DANS DOUZE MÉTROPOLIS

Les plus pauvres ont plus de difficultés à accéder au logement social que les autres, comme le Secours Catholique-Caritas France et cinq autres associations l'ont démontré dans une étude publiée en 2020. Afin que le droit au logement des ménages à très faibles ressources soit respecté, le collectif a promu en 2021 la synthèse de ses constats et propositions auprès des parlementaires dans le cadre de l'élaboration de la loi 3DS promulguée le 21 février. Pour mieux appréhender les réalités contrastées du logement selon les territoires, le collectif a poursuivi ses recherches par une analyse comparée des conditions d'accès au logement social dans les douze principales métropoles françaises hors Paris.

DES MOYENS SUPPLÉMENTAIRES POUR LA DOMICILIATION, MAIS UN DROIT TOUJOURS PAS EFFECTIF

Le droit à la domiciliation auprès des CCAS ou CIAS est garanti à toute personne ayant un lien avec la commune et ne disposant pas d'une adresse stable. Dans les faits, certains CCAS ne remplissent pas leur obligation de domiciliation, notamment par manque de moyens. Alors le Secours Catholique-Caritas France est amené à suppléer, dans plusieurs de ses accueils de jour, aux carences de l'action publique en domiciliant lui-même des milliers de personnes. En 2021, le document de positionnement du Secours Catholique et des outils pratiques ont été mis à disposition des bénévoles engagés dans ce service.

Fort de cette expérience et en lien avec la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS), le Secours Catholique demande un meilleur financement de ce service public essentiel pour accéder à ses démarches et à ses droits. Ce plaidoyer a permis d'obtenir en 2021 une enveloppe de 15 millions d'euros pour financer la domiciliation durant deux ans. Il s'agit toutefois d'un succès partiel, car ce financement s'adresse aux seules associations agréées pour la domiciliation en complément des CCAS, sans régler la question des ressources de ces derniers.

RÉUSSITES DE PLAIDOYER

• VERS L'ACCÈS À L'EAU D'UN BIDONVILLE DE ROSNY-SOUS-BOIS

En 2021, le Secours Catholique de Seine-Saint-Denis et ses partenaires ont déposé un référé liberté concernant l'accès à l'eau dans un bidonville de Rosny-sous-Bois : un succès, puisqu'en mars, le tribunal ordonnait l'installation d'un point d'eau, de toilettes et de douches.

• FIN DE LA GESTION DES PLACES D'HÉBERGEMENT AU THERMOMÈTRE

En septembre 2021, le Secours Catholique et ses partenaires obtenaient de la ministre du Logement la mise en place d'une programmation pluriannuelle permettant d'éviter la fermeture des places d'hébergement d'urgence ouvertes uniquement en hiver.

Par ailleurs, l'octroi des fonds est conditionné à une domiciliation plus importante et plus rapide, incompatible avec l'amélioration de la qualité de l'accompagnement des personnes sans domicile. Tout en poursuivant son action dans ce domaine, le Secours Catholique n'a donc pas souhaité répondre à l'appel à projets. Il a en revanche participé au groupe de travail de la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) pour définir les critères d'attribution de ces crédits en adéquation avec les besoins. ■

DÉFENDRE L'ACCÈS AU TRAVAIL ET À DES REVENUS DÉCENTS

SUIVI DE DÉPLOIEMENT DU SERVICE PUBLIC DE L'INSERTION ET DE L'EMPLOI

Le Service public de l'insertion et de l'emploi (Spie) est un des axes retenus par le gouvernement pour renforcer l'accompagnement vers l'emploi des personnes qui en sont le plus éloignées. En 2021, le Secours Catholique-Caritas France a participé, en tant que représentant du collectif Alerte, au premier Conseil national de suivi de la mise en place du Spie qui se déploie sur les territoires volontaires. Cela a été l'occasion pour nous d'exprimer d'importants sujets de préoccupation : la baisse des fonds alloués à l'insertion dans les départements (- 12 %

entre 2013 et 2018 selon notre rapport « Déconfiner la solidarité »), les difficultés liées à la dématérialisation des démarches et notre souhait de mettre en place des assemblées départementales de l'insertion avec la participation de personnes en situation de précarité pour recueillir leurs besoins et leurs propositions d'amélioration de l'accompagnement socio professionnel. Autre motif de satisfaction : le Secours Catholique est clairement identifié comme acteur contribuant, grâce à son accompagnement fraternel, à l'insertion professionnelle. Cet atout nous permettra de coopérer avec les acteurs des territoires pour favoriser le retour à l'emploi des personnes que nous accueillons.

>>> EN BREF

RHÔNE

COACHING FRATERNEL VERS L'EMPLOI DANS LE RHÔNE

« Les barrières dans la recherche d'un emploi sont nombreuses, observe Vincent, 31 ans, bénévole au Secours Catholique de Lyon. Quand on a un emploi, on a surmonté ces obstacles. Partager notre expérience peut être un accélérateur pour d'autres personnes. » De ce constat est né « Passerelles », dont le principe est la constitution de binômes fraternels demandeur d'emploi-accompagnant. « L'accompagnement est flexible, explique Vincent. On se rencontre pour se connaître, puis le suivi peut se faire par téléphone ou mail. L'accompagnant est un coach qui motive et aide à lever les difficultés tout au long de la recherche d'emploi ou de formation. » Vincent a ainsi épaulé Michael. « Chaque fois que j'avais un interlocuteur de Pôle emploi au téléphone, j'appelais Vincent pour mieux comprendre, témoigne ce dernier. Je lui ai fait relire mes brouillons de lettres ; il m'a aidé à créer mon profil LinkedIn. Dès que je suis bloqué, je l'appelle. » Des premiers binômes font route, d'autres devraient suivre.

MOBILISATION CONTRE LA RÉFORME DE L'ASSURANCE CHÔMAGE

La réforme de l'assurance chômage avait été annoncée en 2019 dans le cadre de la loi Avenir professionnel, puis mise en sommeil pendant la crise sanitaire. Début 2021, le gouvernement annonçait sa mise en œuvre dès la rentrée de septembre. Avec un collectif d'associations et de syndicats, le Secours Catholique-Caritas France s'est mobilisé contre cette réforme décrite comme « absurde, injuste et indécente » dans une tribune commune parue dans *Le Monde* en mai. Deux des mesures mises en œuvre pénalisent en effet les plus précaires : le nouveau mode de calcul du montant de l'allocation, très défavorable aux personnes alternant les périodes de chômeurs et d'emploi, et le durcissement des conditions d'accès au chômage qui exigent que la personne ait travaillé six mois au lieu de quatre. Notre importante mobilisation n'a hélas pas empêché que la réforme soit adoptée à l'automne. Nous allons désormais mener une enquête pour en mesurer l'impact en termes de revenus, mais aussi de découragement des personnes.

NOUVELLES EXPÉRIMENTATIONS TERRITOIRES ZÉRO CHÔMEUR DE LONGUE DURÉE

Le Secours Catholique-Caritas France est membre fondateur depuis 2016 de l'initiative Territoires zéro chômeur de longue durée (TZCLD) dont la pertinence se confirme d'année en année. Ce dispositif fondé sur le volontariat permet aux personnes accompagnées d'être employées en CDI par des entreprises de l'économie sociale et solidaire dites entreprises à but d'emploi (EBE), pour des activités et services non couverts par les entreprises des bassins d'emploi concernés. Il a largement fait ses preuves, en termes de nombre de créations d'emplois pour des personnes qui en étaient très éloignées (1 240 emplois depuis le début de l'expérimentation, dont 913 en 2021), mais aussi de dynamisation des territoires. Signé en 2021, un décret d'application de la loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation TZCLD a permis de mettre en œuvre une nouvelle étape d'expérimentations qui intègre certains des ajustements proposés par le Secours Catholique. Deux nouveaux territoires ont été habilités fin 2021, les premiers des plus de cinquante qui sont attendus dans les trois années à venir. Nos délégations



CHRISTOPHE HARGOUËS / SCCF



CHRISTOPHE HARGOUËS / SCCF

du Morbihan et du Cantal-Puy-de-Dôme, notamment, sont très impliquées dans le développement de ces expérimentations, et beaucoup d'autres s'y intéressent. Il s'agit en effet de projets très concrets pour redonner du pouvoir d'agir aux personnes conformément aux ambitions de notre projet national.

LES ACCORDERIES FÊTENT LEURS DIX ANS

Les Accorderies fonctionnent selon un principe d'échange de services entre personnes qui s'évaluent en unités de temps. Elles se sont développées en France grâce à la fondation Macif, au Secours Catholique-Caritas France et à la Caisse des dépôts et consignations. En 2021, le réseau de quarante et une Accorderies agréées a fêté ses dix ans. En tant que cofondateur, le Secours Catholique le soutient

très activement et encourage ses délégations à le développer. Les Accorderies permettent en effet de lutter contre la pauvreté en donnant la possibilité aux plus pauvres d'accéder à des services et de valoriser leurs savoirs et talents au sein d'un collectif.

L'INSERTION PROFESSIONNELLE PAR L'ENTREPRENARIAT SALARIÉ

La coopérative d'activité et d'emploi Cités coop a été cofondée fin 2020 par le Secours Catholique-Caritas France et Cités Caritas, mais c'est en 2021 qu'elle a commencé son activité. De telles structures existent en France depuis la loi du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire. Leur principe : abriter l'activité et assurer la gestion administrative des entrepreneurs qu'elles rémunèrent en salaire. C'est la liberté d'entreprendre sans les risques financiers. L'originalité de Cités coop est de donner accès à cette solution d'emploi à des personnes en situation de précarité qui ont un projet entrepreneurial, mais qui ont besoin d'être accompagnées dans sa mise en œuvre. L'objectif affiché est qu'au moins 70 % des entrepreneurs hébergés à Cités coop soient des personnes très éloignées de l'emploi. Le dispositif leur permet de réaliser leur rêve, de rencontrer d'autres



REUSSITES DE PLAIDOYER

• UN GESTE DU GOUVERNEMENT EN FAVEUR DES JEUNES

Reprenant très partiellement le plaidoyer du Secours Catholique, le Premier ministre annonçait en octobre 2021 la création d'un contrat d'engagement jeunes. Notre participation aux réunions de mise en œuvre d'un sous-dispositif envers les jeunes plus fragiles nous fait espérer des avancées à venir.



CHRISTOPHE HARGOUËS / SCOF

entrepreneurs et de bénéficier d'un accompagnement socioprofessionnel. Cités coop est situé à Paris, avec une antenne en

Gironde. Plusieurs de nos délégations s'y intéressent dans la perspective d'ouvrir de nouveaux débouchés à des personnes éloignées de l'emploi.

Cités coop peut également héberger des coopératives éphémères, un outil d'insertion professionnelle qui s'appuie sur un projet entrepreneurial collectif limité dans le temps. C'est un outil de remobilisation professionnelle, d'acquisition de savoir-faire et de savoir-être, de réassurance qui permet en outre de tester une activité économique dans un cadre collectif avant de se lancer dans un projet individuel. C'est aussi un outil à la disposition des délégations. Celle des Charentes a développé une telle coopérative en 2021.

PREMIERS PROJETS D'ACTIVITÉS VALORISÉES

Les Oacas (organismes d'accueil communautaires et d'activités solidaires) font partie, comme les coopératives éphémères, de ces activités valorisées que le Secours Catholique-Caritas France souhaite expérimenter afin d'offrir une solution de revenus et d'insertion à des personnes éloignées de l'emploi ou à qui il est interdit de travailler du fait de leur statut. En 2021, notre délégation Nord-Lille a été la première à lancer, avec l'association Abej solidarité, un projet d'Oacas appelé à se déployer en 2022. ■

DÉVELOPPER L'ÉCONOMIE SOCIALE SOLIDAIRE ET DURABLE

DU VESTIAIRE À LA BOUTIQUE ÉCOSOLIDAIRE

Les très nombreux vestiaires et boutiques du Secours Catholique-Caritas France ont vocation à poursuivre leur évolution vers des boutiques écosolidaires dans les années à venir, comme lieu d'accueil et de convivialité ouvert à tous et comme espace de réemploi soucieux des enjeux écologiques.

En 2021, plusieurs outils et webinaires ont été proposés aux délégations pour les accompagner dans cette transformation étape par étape, en tenant compte des besoins au niveau local. Pour assurer une gestion écoresponsable des flux, nos délégations sont invitées à communiquer davantage auprès des donateurs sur notre mission de réemploi solidaire, à se rapprocher des recycleries présentes

localement, à développer des solutions innovantes pour réutiliser les vêtements abîmés, *via* des ateliers de couture ou en partenariat avec des structures de l'emploi (chantiers d'insertion, EBE, coopérative éphémère...), et enfin à repérer les enseignes responsables dont les invendus neufs pourraient être récupérés.

De nouveaux modèles permettant une approche territoriale ont commencé à être recherchés : boutique mobile pour *aller vers* des personnes en situation de précarité ou isolées, boutique éphémère pour cibler des besoins ponctuels, boutique internet pour activer le *click and collect* en cas de crise sanitaire, ou encore boutique tiers lieux proposant des ateliers ou d'autres services avec des acteurs partenaires.

VERS UN ACCÈS À UNE MOBILITÉ DURABLE POUR TOUS

Les zones à faibles émissions se développant à juste titre, pour freiner la pollution de l'air et des poumons, il devient urgent de donner aux personnes en situation de précarité les moyens d'acheter des véhicules propres et d'avoir des alternatives à la voiture quand cela est possible. C'est tout le sens du plaidoyer du Secours Catholique-Caritas France pour une transition qui ne se fasse pas au détriment des plus pauvres.

La fédération Solidarauto, créée et présidée par le Secours Catholique, avec laquelle nous avons signé une nouvelle convention de partenariat triennale en 2021, accompagne les garages dans leur transition vers cet objectif d'un accès à la mobilité durable pour tous. Les garages, dont le modèle repose sur le don de véhicules, proposent également des nouveaux services innovants tels que le développement de la location longue durée, l'accompagnement vers les aides financières existantes et la création de fonds pour les personnes n'y ayant pas droit.

Le Secours Catholique mène par ailleurs un plaidoyer portant sur une solution alliant le microcrédit

et la valorisation des primes à la conversion, afin de favoriser l'accès à des véhicules classés Crit'Air 1. Ce plaidoyer a porté ses fruits en 2021. Le gouvernement a en effet proposé un tel dispositif, lequel s'est toutefois heurté à la frilosité des banques.

Dans le cadre des débats autour de la loi Climat et résilience, nous avons également lancé l'idée d'un prêt à taux zéro pour l'achat d'un véhicule propre. Là encore, nous avons été entendus, mais l'expérimentation est annoncée pour 2023. ■



XAVIER SCHWEBEL / SCCF

>>> EN BREF

ILLE-ET-VILAINE MOBILITÉ PARTAGÉE

À Redon, les transports manquent pour desservir les communes rurales environnantes. « *Nous sommes sollicités par des personnes qui n'ont pas les moyens d'avoir une voiture. C'est un problème par exemple pour chercher un emploi ou se rendre chez le médecin*, explique Mireille Naudin, responsable de l'équipe locale du Secours Catholique. *Des personnes isolées nous contactent aussi car elles ne peuvent plus rendre visite à leurs enfants.* » Pour résoudre ces difficultés, l'équipe lance, en partenariat avec la Croix-Rouge et avec le soutien du conseil départemental, une initiative de mobilité partagée. Une vingtaine de conducteurs bénévoles et trois

coordinateurs assurent par roulement le service de prêt de deux véhicules, l'un hybride pouvant être conduit par un bénévole, l'autre électrique, sans permis. Le véhicule est prêté pour quarante-huit heures maximum et dans un rayon de 100 km. « *C'est un projet d'avenir très fédérateur* », se réjouit Mireille Naudin.

CÔTES-D'ARMOR LES PIGNONS DÉJANTÉS AU SERVICE DE LA MOBILITÉ

Le Secours Catholique de Lamballe (13 000 habitants), ayant constaté le manque de moyens de déplacement de certaines personnes, notamment des migrants, a créé avec deux autres associations locales un atelier de répa-

ration de vélos, baptisé Les Pignons déjantés par les bénévoles enthousiastes. Ouvert en 2020, l'atelier répare les vélos donnés par les Lamballais. Remis en état de marche, ces derniers sont offerts ou prêtés aux personnes dont le manque de mobilité a été constaté. Lorsque le nombre de vélos réparés est plus important que celui des bénéficiaires, les deux-roues sont confiés à une recyclerie qui se charge de les vendre. La somme obtenue permet à l'atelier de couvrir en partie les frais du local, le coût des outils et des fournitures. Tout cycliste, en situation de précarité ou non, peut venir réparer lui-même son vélo à l'atelier : il trouvera à sa disposition des outils et les conseils des bénévoles.

DÉFENDRE LES DROITS DES ÉTRANGERS

UN SUCCÈS DE PLAIDOYER DE LA CAFI

En 2017, le Secours Catholique-Caritas France, avec Médecins sans frontières, Médecins du monde, Amnesty France et la Cimade, créait la Coordination d'actions interacteurs aux frontières intérieures (Cafi), en vue de mieux organiser l'assistance et la défense des droits des personnes migrantes dans les zones frontalières avec l'Italie, le Royaume-Uni et l'Espagne. Rejetée en 2020, notre demande de création d'une commission d'enquête parlementaire pour établir un diagnostic des nombreuses atteintes aux droits a finalement abouti en mai 2021.

Il s'agit d'un important succès de plaidoyer qui nous a permis d'en faire avancer d'autres sur le sujet. Tout au long de l'année, nous avons contribué aux travaux de la commission, fournissant des notes thématiques, participant aux différentes auditions et favorisant les déplacements de ses membres afin qu'ils puissent

échanger avec les personnes concernées sur leur lieu de (sur)vie. Sorti mi-novembre, le rapport de la commission reprend certains de nos constats et demandes, notamment concernant les pratiques observées sur le littoral calaisien et à la frontière franco-italienne, mais diverge sur d'autres sujets comme celui des MNA ou de l'apprentissage du français. Souhaitant débattre de leurs propositions et des nôtres, la Cafi a organisé le 2 décembre à l'Assemblée nationale un séminaire réunissant les principaux parlementaires impliqués, de différentes familles politiques, et les représentants de nos associations. Compte tenu du contexte électoral, les recommandations de la commission ont peu de chances d'être suivies d'effets dans l'immédiat. Elles constituent toutefois une base intéressante pour le plaidoyer que nous aurons à mener devant l'Assemblée issue des élections législatives de 2022. L'expérience en elle-même représente une avancée. Elle nous a permis de montrer qu'il est possible d'aborder ces sujets et d'y apporter des solutions concrètes en discutant ouvertement entre associations et parlementaires.



XAVIER SCHWEBEL / SCCF

TENSIONS SUR LE LITTORAL BRITANNIQUE

Face à la répétition des manquements graves aux droits fondamentaux des personnes en situation de migration sur le littoral britannique, et malgré les dénonciations de la Défenseure des droits, de la CNCDH et de Human Rights Watch, le père Philippe Demeestère et deux jeunes militants ont pris la décision, le 11 octobre 2021, de mener une grève de la faim. Fortement médiatisée, cette action a mobilisé les réseaux associatifs à travers des actions de soutien, des interpellations, des tribunes et des pétitions largement signées, et remis ainsi la question des droits fondamentaux des personnes exilées sur le devant de la scène. Suite à cette mobilisation et à une interpellation d'Emmanuel Macron lors d'une visite à Montbrison, Didier Leschi, directeur de l'Office français de l'intégration des immigrés (Ofii), a été désigné comme médiateur. Disposant d'une très étroite marge de manœuvre, celui-ci a fait des propositions *a minima* (ouverture d'un sas de mise à l'abri), lesquelles ont été abandonnées dès la fin de l'action des grévistes de la faim. Les évacuations quotidiennes et les pratiques brutales ont rapidement repris. L'écho important qu'a



XAVIER SCHWEBEL / SCOF

occasionné cette grève ouvre cependant quelques perspectives. La plateforme de services aux migrants qui rassemble les associations présentes sur le littoral mène un travail de fond en vue d'une démarche de type « convention citoyenne ». En interne, un groupe de représentants du siège et des délégations, de Dunkerque à la Normandie, s'est réuni pour définir une stratégie commune quant aux actions de terrain et de plaidoyer à mener.

ALÉAS DU REFUGE SOLIDAIRE À BRIANÇON

Depuis plusieurs années, les personnes exilées qui franchissent les cols des Alpes et arrivent en France dans un état d'épuisement et de fragilité extrême peuvent bénéficier d'un accueil de quelques jours au Refuge solidaire, un dispositif associatif dont le Secours Catholique-Caritas France fait partie. En octobre 2021, les personnes présentes ayant largement dépassé la jauge de quatre-vingts, au-delà de laquelle les conditions de sécurité ne sont plus réunies, le refuge a dû fermer. Les demandes à la préfecture pour que les pouvoirs publics ouvrent un espace supplémentaire ont été rejetées sans qu'aucune discussion soit possible. En décembre, suite à une baisse des arrivées, le refuge a pu rouvrir. Un soutien important des associations, dont un

apport significatif de notre délégation des Alpes et de l'équipe Urgences France, assure sa pérennité, du moins pour quelque temps.

REUSSITES DE PLAIDOYER

• SUCCÈS DE LA MOBILISATION « BOUGE TA PRÉFECTURE »

Dans les Hauts-de-Seine, face à l'impossibilité d'obtenir un rendez-vous en préfecture pour les titres de séjour, la délégation du Secours Catholique et ses partenaires ont déposé dix-huit référés dont dix-sept ont débouché sur un rendez-vous pour les personnes et un dédommagement pour leurs frais de justice.

• LA DÉMATÉRIALISATION DES PROCÉDURES ADMINISTRATIVES JUGÉE « ILLÉGALE »

En novembre 2021, le collectif interassociatif dans lequel le Secours Catholique est engagé a obtenu que la dématérialisation imposée et sans alternative des prises de rendez-vous en préfecture soit jugée « illégale » par le tribunal administratif de Guyane.

• AMENDEMENT DU SÉNAT DANS LE CADRE DU PROJET DE LOI PROTECTION DE L'ENFANCE

En décembre, après avoir auditionné le Secours Catholique et ses partenaires, un groupe écologiste au Sénat a déposé quarante-quatre amendements issus de nos propositions. L'un d'eux, concernant les MNA, a été adopté.

SE POSITIONNER SUR LES MNA

Face à la situation de plus en plus préoccupante des MNA, le Secours Catholique-Caritas France a créé en 2019 un groupe de travail national réunissant des acteurs de délégations et du siège. Son objectif : définir notre positionnement sur la question de ces jeunes migrants et fournir aux équipes des outils pour les accompagner au mieux. Ralenti en 2020 en raison de la crise sanitaire, le travail du groupe, enrichi par des rencontres avec des jeunes concernés sur le terrain, a repris en 2021 et abouti à la publication d'un document où sont rappelés les principes que nous défendons : protection aux frontières, désignation d'un tuteur pour accompagner le jeune dès son arrivée, présomption de minorité, interdiction des pratiques de fichage, d'enfermement ou de sortie sèche des hébergements au moment où les jeunes atteignent 18 ans. Ce document va permettre aux délégations de porter notre plaidoyer auprès des départements, qui ont la charge de l'aide sociale à l'enfance et donc de l'accueil des MNA. Au niveau national, nous défendons le principe selon lequel la prise en charge de ces enfants et jeunes est du ressort de la protection de l'enfance et ne bascule pas vers la politique migratoire pilotée par l'État, en affirmant, *via* des



XAVIER SCHWEBEL / SCOF

communiqués de presse, des débats, des travaux autour de divers projets de loi... que les MNA sont des enfants à protéger avant d'être des migrants à contrôler. ■

DÉFENDRE LE DROIT AUX VACANCES POUR TOUS

DES VACANCES POUR LES ENFANTS ET LES JEUNES

Fortement ralenti en 2020 du fait des craintes de transmission du Covid, l'accueil familial de vacances a pu reprendre presque normalement en 2021. Plus



VICTORINE ALISSE / SCOF

de 1 000 enfants ont ainsi bénéficié de cette parenthèse de ressourcement et d'enrichissement réciproque qu'offrent ces séjours en famille, une des plus anciennes actions du Secours Catholique-Caritas France. En 2021, nous avons également poursuivi le partenariat noué avec l'Union nationale des centres sportifs de plein Air (UCPA), la maison de Courcelles et l'association Berry-Tudy, permettant à 194 enfants et adolescents de partir en camp, avec une innovation : offrir à de jeunes adultes la possibilité de partir eux aussi en séjour UCPA pour passer un brevet d'aptitudes aux fonctions d'animateur (Bafa). Pour ces jeunes qui ont particulièrement souffert des confinements de 2020, il s'agit d'une formidable occasion de changer d'horizon, de se rendre utiles envers les plus jeunes et d'acquérir un sésame pour de futurs boulots d'été. ■

PLAIDOYER POUR UN ACCÈS AUX VACANCES POUR TOUS



La crise sanitaire a mis en évidence le point auquel partir en vacances n'est pas un luxe mais une véritable nécessité en

termes d'équilibre psychique et physique, d'autant plus pour des personnes en situation de précarité dont la plupart ont vécu les périodes de confinement dans des conditions de logement s'y prêtant particulièrement peu. Le plaidoyer que le Secours

Catholique-Caritas France mène avec d'autres organisations en faveur d'un égal accès aux vacances pour tous s'en est trouvé renforcé en 2021. Nous le portons au niveau de l'État, des régions, des conseils départementaux et des communes ainsi que des CAF pour qu'elles allouent les moyens nécessaires à l'effectivité de ce droit.

Grâce aux 412 000 euros remis par l'Agence nationale des chèques vacances (ANCV) en 2021, nous avons pu pour notre part faire partir en vacances 2 700 personnes, des familles comme des personnes seules. ■

LUTTER CONTRE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

UNE AVANCÉE IMPORTANTE DANS LA LUTTE CONTRE LA TRAITE, L'ESCLAVAGE ET LE TRAVAIL FORCÉ

En tant que coordinateur du collectif Ensemble contre la traite des êtres humains qui réunit vingt-huit associations, le Secours Catholique-Caritas France s'est imposé comme un acteur majeur de la lutte contre le travail des enfants, le travail forcé, la traite des êtres humains et l'esclavage contemporain. Tout au long de l'année 2021, nous avons contribué à la mise au point d'une stratégie nationale d'accélération de la lutte contre ces fléaux, stratégie qui a permis à la France d'accéder en novembre 2021 au statut de pays pionnier dans ce domaine. L'Hexagone rejoint ainsi l'Alliance 8.7, un partenariat mondial qui a pour objectif la mise en œuvre du point 8.7 des objectifs de développement durable de l'ONU. Désormais partenaire officiel de l'Alliance 8.7, nous jouissons d'une vraie force pour faire avancer les causes que nous défendons dans ce domaine en mobilisant conjointement les différents acteurs concernés.

CONTRIBUTION SUR LE PLAN NATIONAL À L'ACTION CONTRE LA PROSTITUTION DES ENFANTS

En France, 7 000 à 10 000 mineurs sont concernés chaque année par la prostitution, un nombre qui a tendance à augmenter. En 2021, le Secours

Catholique-Caritas France a participé à un groupe de travail sur ce grave sujet dans le cadre du pacte pour l'enfance « Lutter contre les violences faites aux enfants 2020-2022 » promu par Adrien Taquet, secrétaire d'État à la protection de l'enfance et des familles. Le 20 mai 2021, le groupe de travail, piloté par madame la procureure générale de Paris, a présenté ses recommandations au gouvernement sur la prostitution des mineurs. Le rapport de restitution de nos travaux, dans lequel nous avons exposé nos constats, les bonnes pratiques que nous avons identifiées ainsi que nos préconisations, a été remis

“ EN FRANCE, 7 000 À 10 000 MINEURS SONT CONCERNÉS CHAQUE ANNÉE PAR LA PROSTITUTION, UN NOMBRE QUI A TENDANCE À AUGMENTER. ”

fin juin à Adrien Taquet, et présenté aux médias le 13 juillet 2021 lors d'une rencontre avec le secrétaire d'État en charge de l'enfance et des familles auprès du ministre des Solidarités et de la Santé. Partant des éléments produits, le gouvernement a établi un plan de travail contre la prostitution des mineurs qui a été présenté le lundi 15 novembre. ■





SOULAINES-DHUYS

TERRITOIRE

UN SÉJOUR POUR LÂCHER PRISE

Les bénévoles du Secours Catholique organisent tout au long de l'année des séjours de vacances avec les familles accompagnées. En mai, plusieurs d'entre elles ont passé quelques jours dans le village de Soulaïnes-Dhuys, à l'initiative de la délégation de l'Aube. Sans avoir besoin de parcourir des kilomètres, elles ont profité de cette escapade tant attendue pour souffler et casser la routine.

« Cela fait des mois qu'on espère ce séjour et, quand on voit tous ces sourires, on se dit que ça vaut la peine. » Animatrice du Secours Catholique de l'Aube, Perrine ne cache pas son enthousiasme en arrivant à proximité du lac de Der, où petits et grands s'apprêtent à pique-niquer. Au total, vingt-quatre personnes qui ont répondu présent pour ce week-end au grand air viennent de France, du Kosovo, d'Albanie, du Cameroun ou de Côte d'Ivoire. Certaines d'entre elles s'impliquent régulièrement dans les activités de l'association, donnent un coup de main quand c'est possible.

Après avoir partagé le goûter avec les cygnes, le groupe se dirige vers l'observatoire des oiseaux. Bessim, sa femme Fahrije et leurs deux fils ont quitté le Kosovo pour la France il y a huit ans. Après des années de procédure, ils ont été déboutés de l'asile. « Nous habitons chez mes parents, nous n'avons pas le droit de travailler et nous risquons l'expulsion si nous nous déplaçons, raconte Bessim. C'est simple, nous ne sommes pas sortis de la ville de Troyes depuis que nous vivons ici. »

« Notre mère a été gravement malade, hospitalisée pendant plusieurs mois en 2020, racontent Lola et Mélissa, les deux filles de Sandra, qui se rend depuis quelques semaines à l'épicerie sociale du Secours Catholique. En ajoutant à ça le contexte sanitaire, les occasions d'être ensemble ont été vraiment rares... Ce séjour nous permet donc de rattraper le temps perdu ! »

VINCENT BOISOT / SCQF



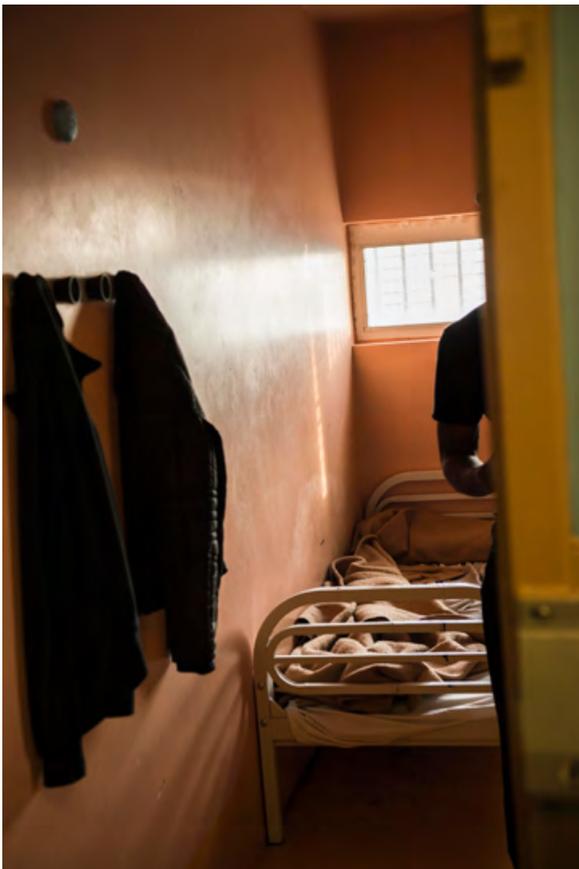
REPORTAGE COMPLET SUR LE SITE INTERNET
DU SECOURS CATHOLIQUE :
bit.ly/VacancesAubeSC

DÉFENDRE LES DROITS DES DÉTENUS

UNE ÉTUDE INÉDITE SUR LA PAUVRETÉ EN PRISON

Le Secours Catholique-Caritas France et Emmaüs France ont une longue expérience de l'accompagnement des personnes sous main de justice. Témoins de la façon dont les liens entre prison et pauvreté se construisent et s'alimentent, les deux associations ont souhaité objectiver et documenter cette réalité. De mars à octobre 2020, elles ont mené une enquête qualitative et quantitative, en partant de la parole de plus de 1 000 personnes détenues et de leurs familles. Publiée en septembre 2021 et présentée le 21 octobre à la commission d'enquête parlementaire sur la politique pénitentiaire, cette étude, la première en vingt ans, met en évidence la pauvreté des personnes détenues dans sa dimension économique mais aussi sociale, professionnelle, culturelle et spirituelle. Elle se place dans une perspective plus large que le temps de l'incarcération en s'intéressant également aux conditions de vie des personnes avant et après la prison.

Les constats sont sans surprise. Les pauvres sont massivement surreprésentés en détention, ce qui interroge sur le rôle de la justice pénale dans un processus qu'on pourrait qualifier de *criminalisation de la misère*. Telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, la prison est un véritable accélérateur de la précarité, engendrant chez les personnes une perte du pouvoir d'agir sur leur vie. Les conditions de sortie, manquant de préparation et de progressivité, exposent les plus vulnérables à une précarité accrue. Les politiques pénales menées actuellement ne permettent pas d'enrayer cet engrenage. C'est l'un des constats de cette étude qui débouche sur une série de vingt-cinq recommandations concrètes, inspirées par les propositions des personnes détenues elles-mêmes, qui visent à faire de la lutte contre la pauvreté en prison, devenue structurelle, un axe majeur des politiques pénales et carcérales.



PLAIDOYER CONTRE LA CRIMINALISATION DE LA PAUVRETÉ

Le Secours Catholique-Caritas France et Emmaüs France ont été entendus en 2021 par Jean-Marc Sauvé, président du comité des états généraux de la justice décidés par Emmanuel Macron, Dominique Simonnot, contrôleure générale des lieux de privation de liberté, la CNCDH, Marine Jeantet, déléguée interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté et Claire Hédon, Défenseure des droits. Cela était l'occasion pour nous de présenter notre étude sur la pauvreté en prison et d'exprimer nos inquiétudes sur le fonctionnement actuel de la justice pénale utilisée comme un véritable outil de gestion de la pauvreté. ■

PAROLE DE PERSONNE ANCIENNEMENT DÉTENUE

“ LA VRAIE PRISON A COMMENCÉ QUAND JE SUIS SORTI. ”

FAIRE FACE AUX SITUATIONS D'URGENCE



CHRISTOPHE HARGOUES / SCCF

CONTINUITÉ DES DISPOSITIFS EN COURS

L'équipe Urgences du Secours Catholique-Caritas France a intégré, dès les débuts de la pandémie en 2020, le groupe Covid, créé au niveau national avec des membres des services ressources humaines, juridique et plaidoyer. Sa mission consistait à décliner les décrets gouvernementaux en protocoles applicables aux différentes actions pour s'assurer qu'elles puissent se poursuivre dans le respect des règles sanitaires. Depuis la fin 2020 et tout au long de l'année 2021, deux personnes référentes du service Urgences ont poursuivi cette activité pour ajuster les protocoles pour la sécurité des équipes et des personnes accueillies, conformément aux règles sanitaires dictées par le gouvernement au fur et à mesure de l'évolution de la pandémie.

Début 2021, l'équipe Urgences a par ailleurs pu reprendre et poursuivre, en accompagnement de la délégation des Alpes-Maritimes, le dispositif d'assistance aux sinistrés mis en place après le passage de la tempête Alex dans les vallées de La Roya et de la Vésubie, dispositif qui avait dû être interrompu au moment du deuxième confinement.

RENFORCEMENT DE L'ENCADREMENT DES ÉQUIPES D'URGENCE

En 2018, le Secours Catholique-Caritas France avait fait le constat que son département Urgences France manquait de personnes formées à l'encadrement des bénévoles lors de la mise en place de dispositifs d'intervention. Un plan de formation sur quatre ans avait alors été mis en place. Malgré la pandémie, celui-ci a pu être mené à bien et, au mois d'octobre 2021, l'ensemble des personnes formées à l'encadrement des équipes s'est retrouvé à la cité Saint-Pierre. L'équipe de professionnels de la post-urgence compte désormais trente nouvelles personnes capables de chapeauter des équipes de quarante ou cinquante bénévoles sur le terrain. Cela porte à quarante-deux le nombre de personnes en capacité d'encadrement et à quatre le nombre de dispositifs que nous sommes désormais en mesure de mener simultanément. ■

FOCUS



GAELE KERBAOL / SCSF

BENOÎT-XAVIER LORIDON
DIRECTEUR ACTION ET PLAIDOYER
INTERNATIONAUX



GAELE KERBAOL / SCSF

JEAN MERCKAERT
DIRECTEUR ACTION ET PLAIDOYER
FRANCE EUROPE

FRANCE ET INTERNATIONAL : UNE COMMUNAUTÉ DE DESTIN

« Une communauté de destin », c'est sous ce titre qu'a été publiée la synthèse de l'étude menée auprès de nos partenaires internationaux à la fin 2020. Il traduit bien la raison pour laquelle le Secours Catholique-Caritas France est de plus en plus appelé à penser sa lutte contre la pauvreté au niveau global et local. Développement avec Benoît-Xavier Loridon, directeur Action et plaidoyer internationaux et Jean Merckaert, directeur Action et plaidoyer France Europe.

Pourquoi l'enjeu global-local est-il si fort pour le Secours Catholique ?

Benoît-Xavier Loridon : La conscience que nous partageons une communauté de destin avec le reste du monde est dans les gènes du Secours Catholique depuis que Jean Rodhain, dans les années 1960, a ouvert l'association sur l'international. Le travail réalisé depuis des années et, récemment, la crise sanitaire nous montrent à quel point les enjeux sont devenus planétaires. Les encycliques *Laudato si'* et *Fratelli tutti* nous invitent elles aussi à nous emparer du sujet écologique et social comme d'un sujet global.

Jean Merckaert : Nos partenaires internationaux nous alertent sur les problèmes de déforestation, de perte de souveraineté alimentaire et d'appauvrissement des sols qui trouvent leur source dans nos modes de consommation. Je pense aux importations massives de soja qui nourrissent nos animaux d'élevage et mettent en danger les terres des peuples autochtones d'Amérique latine avec lesquels nous travaillons, ou à notre dépendance au gaz et au pétrole, des énergies qui sont néfastes pour le climat et entretiennent des formes de pouvoir auxquels nos partenaires se heurtent. Les enjeux sociaux et environnementaux sont liés. C'est pour cela que nous avons choisi, dès 2015, de nous engager dans la COP 21, avec nos partenaires internationaux et les Caritas du monde entier.

Comment cette conception est-elle mise en œuvre concrètement ?

J. M. : Notre vision commune des enjeux a des traductions très concrètes. Le Secours Catholique est membre du réseau Action climat, fédération d'associations qui lutte contre les causes des changements climatiques à l'échelle tant internationale que locale. Nos deux directions y défendent des positions et objectifs communs, notamment pour que les politiques climatiques soient à la fois ambitieuses et équitables, par exemple concernant la mobilité qui doit être à la portée de tous, mais moins énergivore. Autre exemple : nos partenaires internationaux sont fortement engagés dans l'agroécologie, qui trouve un écho ici, dans notre plaidoyer pour un droit universel à une alimentation de qualité et durable.



ÉLODIE PERRIOT / SCGF

B.-X. L. : Nous faisons se rencontrer et échanger les acteurs des délégations et nos partenaires internationaux, par exemple lors des universités d'été, où nous avons fait intervenir Caritas Europa sur notre communauté d'action. Également pendant les rencontres apprenantes, qui ont pu reprendre en 2021, où la délégation des Hauts-de-France a reçu un partenaire israélien et un autre du Mexique sur la thématique des migrations. Ce sont des espaces de partage d'expérience qui permettent d'appréhender les réalités vécues de part et d'autre.

De quelles transformations peut-elle être porteuse pour le Secours Catholique ?

J. M. : Notre plaidoyer pour un plancher social et un plafond écologique est une traduction des objectifs du développement durable (ODD) qui visent à éradiquer la grande pauvreté et à préserver la planète. Avec l'ODD n° 1, l'objectif d'éradiquer la grande pauvreté, fixé à 2030, n'est plus réservé aux pays pauvres, car nos pays riches n'ont pas de leçons à donner en la matière ! En France, nous nous appuyons sur cet engagement international pour demander l'instauration d'un revenu minimum garanti de façon que personne n'ait à choisir entre se nourrir correctement et se chauffer.

B.-X. L. : Nous nous rejoignons sur un plaidoyer commun dont les cinq thématiques ont été définies grâce à un gros travail de recueil de la parole des personnes en situation de précarité en France et de nos partenaires internationaux, mais aussi d'analyse de la pensée de l'Église et de la capitalisation de nos actions. Aujourd'hui, nous nous retrouvons tous dans cette notion de communauté de destin, et face à l'urgence qu'il y a à s'ouvrir à l'autre.

J. M. : Le Secours Catholique regarde l'avenir avec espérance, mais une espérance concrète, non dénuée de la conscience des défis colossaux auxquels l'humanité doit faire face. C'est en vivant la fraternité au quotidien que nous trouvons la force d'affronter ces enjeux ensemble.

“ AUJOURD'HUI, NOUS NOUS RETROUVONS TOUS DANS CETTE NOTION DE COMMUNAUTÉ DE DESTIN, ET FACE À L'URGENCE QU'IL Y A À S'OUVRIRE À L'AUTRE. ”

DANS LE MONDE, POURSUIVRE UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

QUELLES LEÇONS TIRER DE L'IMPACT DE LA CRISE SANITAIRE en France et dans le reste du monde ? Le Secours Catholique-Caritas a eu à cœur de répondre à cette question, notamment à travers une enquête menée auprès de ses partenaires internationaux. Leurs analyses, qui rejoignent celles faites en France, mettent en évidence la « communauté de destin » qui nous lie. Elle nous invite à repenser nos modèles de développement en liant les enjeux environnementaux et sociaux. La convention de partenariat pluriannuel signée en 2021 avec l'Agence française de développement (AFD) va nous permettre de mettre en œuvre dans dix-huit pays, dont la France, notre vision d'une transition écologique juste comme réponse à ces enjeux. Le programme donne la priorité à nos principales thématiques d'action : l'agroécologie, modèle résilient qui a démontré sa pertinence face à l'insécurité alimentaire engendrée par la pandémie ; les migrations environnementales pour lesquelles nous demandons des voies sûres et légales dans le cadre de la mise en œuvre du Pacte mondial migration ; la défense des droits fonciers des autochtones face à un système prédateur dominant, sujet auquel nous avons consacré une étude en Amérique latine et en Asie. Désireux de soutenir une société civile forte et actrice des changements auxquels elle aspire, nous tendons à accompagner nos partenaires internationaux vers l'autonomisation, comme c'est le cas aujourd'hui en Afrique. Cela implique également que nous les soutenions face aux pressions accrues que de nombreux États exercent sur les libertés publiques et sur ceux qui les défendent.



ELODIE PERRIOT / SCOF

L'APRÈS

AVEC NOS PARTENAIRES FACE À NOTRE COMMUNAUTÉ DE DESTINS

Quelques mois après le début de la pandémie mondiale, le Secours Catholique-Caritas France a cherché à mieux comprendre quel en avait été l'impact en France comme à l'étranger, et à nourrir ainsi sa réflexion sur ses priorités de plaidoyer pour les années à venir. Dans le cadre de cette consultation, un questionnaire a été envoyé à des partenaires internationaux, des membres du réseau Caritas, des organisations d'Église et des acteurs de la société civile. Quarante-neuf d'entre eux, de quatre continents et trente-deux pays, ont répondu. Nous sollicitons leur analyse sur trois axes principaux : leur vision de la crise dans leur pays mais aussi sur la crise en Europe, leur regard sur des enjeux clés (migration, enjeux sociaux et environnementaux, droits et libertés), et l'impact sur les actions menées sur le terrain. Des réponses de nos partenaires se dégagent des idées fortes mais aussi des nuances. D'une très grande richesse, la synthèse de cette étude a fait l'objet d'une publication en juin 2021 à des fins de plaidoyer et de formation interne.

Bien que représentant la vision de nos partenaires à un temps T, entre août et septembre 2020, l'étude fait ressortir des constats et enjeux à long terme. Aggravant les inégalités et les injustices préexistantes, la crise a mis en évidence la vulnérabilité commune de nos sociétés et les limites

GAATW, INDE

“ AURONS-NOUS LA DÉTERMINATION ET VERRONS-NOUS L'URGENCE D'UN CHANGEMENT DE PARADIGME ? ”

des modèles économiques et agroalimentaires dominants. Elle nous place face à l'urgence de repenser nos sociétés et nos modèles de développement en liant les enjeux environnementaux et sociaux, et aussi de renforcer la solidarité internationale, du fait de cette « communauté de destin » qui nous lie. ■





TERRITOIRE

REBOISEMENT AU NORD
DE L'AMAZONIE
BRÉSILIENNE

Dans la forêt que Sergi Roberto Lopes a plantée lui-même il y a une trentaine d'années, les arbres atteignent parfois une vingtaine de mètres.

« Lorsque je suis arrivé ici en 1985, il y avait une forêt tropicale primaire, explique le sexagénaire. Comme beaucoup d'autres petits agriculteurs, j'ai d'abord déboisé pour développer des "cultures blanches" comme le riz, les haricots et le maïs. » Le gouvernement de l'époque encourageait les paysans originaires du sud du Brésil à migrer afin d'occuper ce territoire riche en ressources naturelles (minerais, pétrole...) convoitées par les grandes puissances. « Plus vite on déboisait, plus vite on obtenait un titre de propriété, se souvient Sergi Lopes. Mais les rendements étaient médiocres et il fallait détruire toujours plus de forêt pour assurer une production suffisante. » De quoi provoquer une prise de conscience. « Au bout de trois ans, nous avons compris qu'il fallait repenser notre relation avec la forêt. Par le biais de la Commission pastorale de la terre (CPT), nous avons été en contact avec les populations locales, notamment des dizaines d'anciens seringueiros qui connaissaient "l'agriculture de l'ombre" et la manière de tirer profit de la forêt. » Ensemble, en 1989, ils créent l'Alliance pour un reboisement économique dense (Reca), une coopérative destinée à organiser la production et la commercialisation des fruits de la forêt. Pour permettre la viabilité économique du projet, les paysans appliquent des systèmes agroforestiers, un type de culture qui associe des essences complémentaires afin qu'elles se protègent les unes les autres contre leurs parasites et favorisent leur développement mutuel. L'enjeu est de taille, car la déforestation ne cesse de battre des records au Brésil. Pour relever ce défi, les sociétaires du Reca comptent aussi sur l'éducation et ont créé l'École familiale agricole. ■

JEAN-CLAUDE GERREZ / SCSF



REPORTAGE COMPLET SUR LE SITE INTERNET
DU SECOURS CATHOLIQUE :
bit.ly/ReboiserAmazonieSC

LA DÉFENSE DES DROITS ET DES LIBERTÉS



ELODIE PERRIOT / SCCF

PRESSIONS ACCRUES SUR LES LIBERTÉS ET SUR CEUX QUI LES DÉFENDENT

Les pressions exercées par les gouvernements sur les défenseurs des droits et la liberté de parole des citoyens ne sont certes pas nouvelles dans de nombreux pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Europe orientale et du Moyen-Orient. Elles se sont toutefois considérablement accrues dès le mois de mars 2020, au prétexte de l'état d'urgence sanitaire décrété quasiment dans le monde entier, et qui a permis aux autorités de contrôler davantage l'espace public, de restreindre la liberté d'expression, le droit au rassemblement, l'usage des réseaux sociaux, la liberté de la presse, et parfois même de reporter des élections.

En 2021, le travail des partenaires du Secours Catholique-Caritas France a été très fortement impacté par des mesures visant à contrôler leur activité ou à bloquer les financements venant de l'étranger. Certains, en Russie et en Birmanie, à la suite du coup d'État de février 2021, ont dû fermer. D'autres, en Asie,

se trouvent dans l'impossibilité de mener des actions de plaidoyer, et beaucoup ont été emprisonnés ou tués, notamment en Amérique latine.

Face à ces pressions, notre soutien à nos partenaires comprend désormais un volet concernant leur protection. Dans la mesure du possible et selon la gravité des situations, nous leur apportons un soutien qui va de l'aide pour obtenir des visas Schengen au renforcement de la sécurité informatique en passant par le financement d'une aide juridique, une relocalisation ou une « retraite psychologique ». Nous nous montrons également très flexibles en adaptant les projets aux situations d'urgence qui se présentent (accès aux biens de première nécessité) et facilitons les envois de fonds.

UNE ANNÉE DE CONSOLIDATION DU PROGRAMME « VAMOS POR LA PAZ » EN COLOMBIE

Très impliqué en faveur de la mise en œuvre des accords de paix signés en 2016 entre le gouverne-

ment colombien et la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc), le Secours Catholique-Caritas France a contribué à élaborer le programme « Ensemble pour la paix » soutenu par l'AFD et porté par un consortium de vingt-trois organisations franco-colombiennes dont nous sommes chef de file depuis fin 2020.

En cette première année du programme, nous avons réalisé une cartographie des risques et des acteurs en présence dans les trois zones du projet : les zones rurales des départements du Cauca et du Chocó qui ont été les plus touchées par le conflit armé. Un fonds d'urgence a été créé pour apporter une aide juridique et psychologique aux défenseurs des droits humains en danger, et permettre leur relocalisation temporaire.

Nous avons également organisé une assemblée générale du consortium en présentiel à Bogota, et des rencontres clés avec l'ambassadeur de France en Colombie et les représentants des trois institutions de justice transitionnelle créées dans le cadre des accords de paix. L'année 2021 a été fortement marquée par la grève nationale qui a mobilisé le pays d'avril à juin, déclenchée en contestation d'un projet de loi fiscale, mais aussi en raison de la lenteur de la mise en place des accords de paix et de la reprise des violences. Nous nous sommes attachés à faire connaître, notamment auprès du ministre français des Affaires étrangères, les revendications des manifestants tout comme la violence avec laquelle la grève a été réprimée. Ce plaidoyer a été porté avec Caritas Colombie auprès des autorités locales.

SOUTIEN À LA RÉSISTANCE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE BRÉSILIENNE

En décembre 2018, le Secours Catholique-Caritas France et dix-sept autres organisations de solidarité internationale créaient la coalition Solidarité Brésil afin de faire écho aux craintes des organisations et mouvements sociaux, à la veille de l'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro. En janvier 2019, la coalition lançait la campagne « Le Brésil résiste. Lutter n'est pas un crime » avec la

première publication de la première édition de son baromètre d'alerte sur la situation des droits humains dans le pays. Deux ans plus tard, le 19 janvier 2021, paraissait la seconde édition (2020). Établi sur la base des informations et des données récoltées par nos partenaires sur le terrain, ce baromètre fait état de la résistance des acteurs sociaux qui, au quo-

“ FACE À CES PRESSIONS, NOTRE SOUTIEN À NOS PARTENAIRES COMPREND DÉSORMAIS UN VOLET CONCERNANT LEUR PROTECTION. ”

tidien, se mobilisent pour défendre la justice, les droits des populations et l'environnement. Dans le cadre de cette campagne de sensibilisation et de plaidoyer, nous avons diffusé sur les réseaux sociaux des témoignages vidéo de cinquante acteurs de terrain en « brésistance ». Une performance devant l'ambassade du Brésil a été organisée, avec l'appui de Green Peace, le jour de la publication du deuxième baromètre. Tout au long de l'année, nous avons sollicité des rendez-vous auprès des maires pour qu'ils émettent un vœu de non-signature des accords commerciaux entre l'Union européenne et le Mercosud, du moins tant que celui-ci ne comportera pas de garanties quant à la protection des droits humains et de l'environnement. Enfin, le 28 août, nous avons animé une journée de sensibilisation lors de l'université d'été de la société civile du Crid à Nantes.

OUVRIR DES VOIES SÛRES DE MIGRATION AUX MIGRANTS CLIMATIQUES

La première Revue mondiale de la mise en œuvre du Pacte mondial pour des migrations sûres se tiendra en mai 2022. En prévision de cette échéance, le Secours Catholique-Caritas France a entamé un travail d'analyse en 2021 avec des réseaux internationaux, afin de soutenir son plaidoyer en faveur d'une protection des migrants environnementaux.



GAEL KERBAOL / SCCF

Un des temps forts de ce travail préparatoire a été le lancement d'une étude de terrain pluri-acteurs menée sur trois continents, l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie, pour analyser la réalité des migrations environnementales, leur dimension multifactorielles et les besoins des personnes qu'elles concernent. Une de nos demandes fortes dans la mise en œuvre du pacte porte sur la nécessité d'établir des voies sûres et légales pour ces personnes, aucune protection juridique n'étant prévue aujourd'hui dans les cadres juridiques existants. Le Pacte mondial migrations offre la possibilité d'une telle évolution que nous souhaitons saisir. Les modifications environnementales (sécheresse, salinisation des terres, pollution des eaux...) liées au dérèglement climatique constituent un motif

légitime de migration qui doit être reconnu. L'étude lancée en 2021 se déroulera sur deux ans, sous la coordination du Secours Catholique.

SOUTIEN À UNE ORGANISATION DE MIGRANTS POUR LES MIGRANTS

Créée au Caire en 1979 en vue de fournir des cours d'arabe et d'anglais à des réfugiés, l'association StARS (Saint Andrew's Refugee Services), partenaire du Secours Catholique-Caritas France au Caire, a évolué vers un modèle de gouvernance participative depuis le départ de son dirigeant en juillet 2021. Association de réfugiés pour les réfugiés, elle est composée à 80 % d'anciens bénéficiaires et bénévoles répartis en plusieurs comités, tous impliqués dans la gestion de l'activité.

En 2021, nous avons décidé de soutenir financièrement la nouvelle équipe et de la renforcer grâce à des formations, afin qu'elle puisse former à son tour les organisations communautaires avec lesquelles elle travaille au Caire et dans sa banlieue.

La précarité des personnes migrantes n'ayant cessé de s'accroître depuis le début de la pandémie et la réduction de l'aide humanitaire fournie par le Programme alimentaire mondial et le Haut-

“ UN DES TEMPS FORTS A ÉTÉ LE LANCEMENT D'UNE ÉTUDE DE TERRAIN PLURI-ACTEURS MENÉE SUR TROIS CONTINENTS, L'AMÉRIQUE LATINE, L'AFRIQUE ET L'ASIE, POUR ANALYSER LA RÉALITÉ DES MIGRATIONS ENVIRONNEMENTALES. ”

Commissariat aux réfugiés, nous avons financé un nouveau projet Nexus visant à stabiliser davantage les conditions de vie des personnes migrantes dans le temps. Celui-ci comprend un volet humanitaire (distribution de colis alimentaires, de kits d'hygiène, et d'aides en espèces) ainsi qu'un volet développement consistant en une prise en charge psychosociale et de santé mentale.

UNE COORDINATION D'ONG D'AIDE AUX MIGRANTS FACE À LA CRISE SANITAIRE

La Russie est une terre de migration depuis toujours pour des personnes venant des pays voisins comme l'Arménie, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan. En 2017, le Secours Catholique-Caritas France avait lancé une coordination d'ONG présentes dans les pays de départ des migrants et d'une ONG basée en Russie, très active dans l'accompagnement des personnes, notamment sur le plan juridique. L'objectif était de faire circuler l'information sur l'évolution de la législation russe auprès des ONG de la coalition et de mettre à la disposition des migrants arrivants en Russie un numéro d'assistance juridique, joignable vingt-quatre heures sur vingt-quatre, ainsi qu'une application mobile, en langues ouzbèke et kirghize, avec quantité d'informations pratiques et juridiques. Dans le contexte de crise sanitaire mondiale de 2020 et 2021, cette coalition a été particulièrement efficace pour échanger informations et ressources sur les mesures sanitaires mises en place par le gouvernement russe.

RENFORCEMENT DE L'EMPLOYABILITÉ DES JEUNES ET DES FEMMES DES BALKANS

L'accès à l'emploi des jeunes et des femmes est l'axe de travail majeur du Secours Catholique-Caritas France dans les pays des Balkans, région où presque un tiers des moins de 25 ans sont au chômage. En 2021, nous avons soutenu plusieurs projets visant à relancer l'économie en renforçant l'employabilité des jeunes par des stages en entreprise, des sessions d'orientation professionnelle et des formations à l'entrepreneuriat, mais aussi celle des femmes, par le développement de l'entrepreneuriat, notamment dans le secteur de la transition écologique. La valeur ajoutée de ces projets est d'associer tous les acteurs, les entreprises comme les personnes en recherche d'emploi, afin de lever les préjugés qu'ils



ÉLODIE PERRIOT / SCOF

peuvent avoir les uns envers les autres, et qui sont un des freins à l'embauche. Un autre frein tient au manque d'accompagnement des personnes par les agences nationales pour l'emploi et au décalage entre les cursus scolaires et universitaires suivis par les jeunes et les besoins du marché, faute de conseillers d'orientation professionnelle dans les écoles et les universités. Nos partenaires mènent un travail de sensibilisation auprès des autorités des pays concernés pour leur faire prendre conscience de ces lacunes, l'objectif à terme étant que les États puissent assurer eux-mêmes cet accompagnement vers l'emploi.

RÉFLEXION ET PLAIDOYER AUTOUR DE LA POLITIQUE DE LA FRANCE AU SAHEL

Alors que les forces françaises s'apprêtaient à quitter le Mali après neuf années d'intervention, des voix se sont élevées pour constater l'inadaptation des stratégies principalement sécuritaires adoptées par la France dans la région. Le Secours Catholique-Caritas France, en partenariat avec TLP, Care France, le CCFD-Terre solidaire et Oxfam France, a lancé en avril 2021 un appel pour une refondation de la politique sahéenne de la France. Pour nourrir la réflexion, dès le mois d'octobre 2021, le collectif a organisé, en partenariat avec l'Iris (Institut de relations internationales et stratégiques), un cycle de débats réunissant des universitaires, des acteurs de la société civile du Sahel et de France, des membres de la diaspora sahéenne en France, des responsables politiques et des journalistes. Lors de ce cycle de quatre conférences-débats et deux ateliers, des thèmes complémentaires ont été abordés, comme l'articulation des approches de la France au Sahel,

les enjeux de développement, la gestion des crises, des droits humains, de la gouvernance et des opérations militaires dans la région. Les principaux constats et recommandations issus de ces débats ont servi à nourrir un manifeste commun paru en 2022 et destiné à servir de support à un plaidoyer dans le cadre de la campagne présidentielle.

PLAIDOYER POUR UN ACCÈS UNIVERSEL AUX VACCINS ET AUX SOINS

Dès l'apparition des premiers vaccins contre le Covid-19, le pape a appelé plusieurs fois à pallier les inégalités Nord-Sud en termes de santé, en rendant effectif l'accès universel aux vaccins et aux

soins. Le Secours Catholique-Caritas France, avec ses partenaires internationaux, a plaidé en 2021 pour une levée temporaire des brevets sur les vaccins auprès des membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Cette demande n'avait pas abouti fin 2021, faute d'un accord au niveau de l'Union européenne. Nous faisons partie du groupe de travail qui s'est constitué pour soutenir ce plaidoyer et qui réunit des représentants de Caritas Internationalis et de Caritas Europa. Nous nous sommes associés à d'autres organisations de santé et de solidarité en France pour rappeler que cette inégalité vaccinale est non seulement inacceptable parce qu'injuste, mais qu'elle empêche un règlement pérenne de la crise sanitaire. ■

TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET JUSTICE SOCIALE

CONCEVOIR ET PROMOUVOIR UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE JUSTE

En 2021, le Secours Catholique-Caritas France a signé une convention de partenariat pluriannuelle avec l'AFD pour les quatre prochaines années, la huitième conclue par l'agence avec une organisation de la société civile française. Elle va nous permettre de renforcer notre dialogue stratégique avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'AFD sur un sujet d'intérêt commun : la transition écologique juste.

“ LES BÉNÉFICIAIRES DIRECTS SONT VINGT-CINQ ORGANISATIONS PARTENAIRES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DE LA RECHERCHE, PRÈS DE 2 000 ORGANISATIONS LOCALES, ET PRÈS DE 200 000 CITOYENS DANS LES PAYS D'INTERVENTION. ”

L'ambition de ce programme, qui sera mis en œuvre dans dix-huit pays dont la France avec l'appui de vingt-cinq partenaires sur quatre continents, est de concevoir et de promouvoir collectivement une vision com-

mune de la transition écologique juste, autour de deux objectifs. Premièrement le renforcement des capacités des communautés vulnérables et des partenaires, et donc de leur pouvoir d'agir, afin de mettre en œuvre une vision systémique de la transition écologique à travers vingt-cinq expérimentations de terrain. Et deuxièmement, la promotion de cette vision.

Le programme aborde la transition écologique juste dans ses dimensions sociale, environnementale, économique, politique, culturelle et spirituelle, avec une priorité donnée aux thématiques suivantes : agroécologie, migrations environnementales, villes durables, défense des droits fonciers des autochtones et environnement.

Au-delà des expérimentations de terrain qui sont autant de réponses locales à une problématique globale, le programme ambitionne de passer de l'échelle locale à des changements systémiques et structurels au niveau national, régional et international. Il comprend des activités de renforcement de capacités, de production de connaissance et de diffusion, avec un volet important de capitalisation-recherche. Les bénéficiaires directs sont vingt-cinq organisations partenaires de la société civile et de la recherche, près de 2 000 organisations locales (associatives, paysannes, communales, publiques), 500 personnes de notre réseau en France et près de 200 000 citoyens dans les pays d'intervention.



SCCF

COMPRENDRE ET DÉFENDRE LES DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES D'ASIE ET D'AMÉRIQUE LATINE

Présentée pour la première fois lors de la 9^e édition du Fospa (Forum social panamazonien), l'étude menée à partir de 2019 par le Secours Catholique-Caritas France auprès des peuples autochtones de six pays d'Asie et d'Amérique latine a été publiée en février 2021. Intitulée « Tu ne laisserais pas mourir ta terre », elle rend compte d'un travail d'analyse des modes de vie des populations autochtones et de la gestion de leurs territoires au prisme de l'écologie intégrale telle que définie par le pape François dans l'encyclique *Laudato si'*, ainsi que de l'accompagnement de ces communautés par nos partenaires locaux.

L'étude comprend trois parties. Une première, sur les modes de vie des populations autochtones et leur gestion de leurs territoires face à un système prédateur dominant. La deuxième, sur la façon d'accompagner au mieux ces communautés, ce qui implique de réa-

liser au préalable un diagnostic holistique, d'adopter une démarche participative et une posture d'allié. Une troisième enfin sur nos recommandations et notre plaidoyer envers les États concernés et la communauté internationale. Si les contextes nationaux et locaux des villages visités sont très différents, les obstacles politiques rencontrés par les partenaires et les communautés sont largement partagés. Il est primordial que les États respectent le droit des peuples autochtones, tout en préservant le climat et la biodiversité, et qu'ils associent les populations à toutes les prises de décision qui les concernent.

PLAIDOYER SUR LA PROTECTION DU SECTEUR DES TERRES À LA COP 26

Reportée en 2020, la COP 26 a pu se tenir en présentiel à Glasgow, en novembre 2021. Le Secours Catholique-Caritas France y était présent en tant que membre de Caritas Internationalis et du réseau Action climat. Notre travail a porté plus particuliè-

rement sur la mise en œuvre de l'accord de Paris et sur les mécanismes de réduction des émissions de CO₂, avec un point d'attention : les marchés du carbone, dont nous demandons qu'ils n'incluent pas le secteur des terres. En effet, s'il faut une ambition climatique forte, celle-ci doit privilégier la réduction des émissions de gaz à effet de serre plutôt que les politiques de compensation et de stockage du carbone qui peuvent exercer une tension sur le secteur des terres. Nous avons obtenu quelques avancées dans ce domaine, notamment la mise en place d'un

mécanisme de dépôt de plaintes dont les peuples autochtones et les communautés locales pourront se saisir si les activités prévues dans le cadre du marché carbone impactaient leurs droits fonciers ou leur souveraineté alimentaire. Comme nous l'avons mis en évidence dans notre étude sur les peuples autochtones d'Amérique latine et d'Asie, ceux-ci jouent un rôle majeur dans la réduction des émissions de CO₂ et la protection des puits de carbone. La protection de leurs droits est donc importante à double titre. ■

L'ÉMERGENCE D'UNE SOCIÉTÉ CIVILE FORTE

PREMIÈRE EXPÉRIMENTATION DE L'APPROCHE ORIENTÉE CHANGEMENT AU TOGO

Le Secours Catholique-Caritas France souhaite acquérir pour ses partenaires internationaux des compétences en termes d'Approche orientée changement (AOC), un ensemble d'outils et de méthodes permettant de planifier, de suivre et d'évaluer des actions propres à mettre en œuvre des processus de changement social, en invitant les acteurs locaux impliqués à s'interroger sur leur vision d'un futur commun idéal et les changements que chacun d'eux peut réaliser pour atteindre cette vision. Cette méthode a été expérimentée par le Secours Catholique en 2021 au Togo, avec l'accompagnement d'une consultante extérieure.

Dans un premier temps, nous avons travaillé avec notre partenaire à l'identification de la thématique :



une problématique territoriale et environnementale de désertification du nord du pays. Sur la base de ce travail, dans le cadre d'une mission terrain en avril 2021, nous avons coconstruit un atelier et une méthode d'animation avec nos partenaires, qui ont ensuite animé un atelier de vision du changement auprès d'une communauté villageoise. L'objectif était de les amener à exprimer leur perception des composantes du changement climatique sur leur environnement, à envisager leur rôle, ce qu'ils pourraient faire pour encourager des améliorations à leur échelle, et leur vision des changements à mener dans l'ensemble du territoire. Le Secours Catholique accompagne dans la durée cette démarche au cours de missions de « suivi-encouragement », dont la première a eu lieu en septembre 2021. Il s'agit d'expérimenter l'impact des AOC pour renforcer le pouvoir d'agir des personnes par le développement de l'action collective et la gouvernance partagée, mais aussi d'acquérir l'expertise nécessaire pour mettre en œuvre cet outil dans d'autres contextes et zones géographiques.

MOBILISATION DES JEUNES À MADAGASCAR

Lancé en 2017 par un consortium de trois organisations malgaches et soutenu par le Secours Catholique-Caritas France et le CCFD-Terre solidaire, le projet « Jeunesse et citoyenneté » est entré dans sa deuxième phase courant 2020. Son objectif est de renforcer le pouvoir d'agir et la participation citoyenne de la jeunesse malagasy afin qu'elle

devienne un réel vecteur de transformation sociale, en cherchant à agir sur les causes structurelles des problèmes rencontrés par les jeunes, causes que les jeunes eux-mêmes ont identifiées au cours de la phase précédente.

En 2021, le projet a franchi une étape importante avec le lancement du Mouvement jeunesse et citoyenneté qui a vocation à prendre son autonomie et à s'élargir à d'autres organisations de jeunes. Celui-ci a déjà eu l'occasion de mener plusieurs actions. Par

exemple une école de l'écologie, travail dont est né l'appel à projets « Écologie et droits humains », auquel une dizaine d'associations de jeunes ont participé. La démarche d'appel à projets permet aux jeunes de se renforcer en termes d'élaboration et de formulation de projets et d'expression publique afin de devenir des acteurs de la société civile de demain. En outre, ils bénéficient de formations thématiques en fonction de leurs préoccupations : santé, droits humains, lutte contre la corruption... ■

DU SOUTIEN D'URGENCE À L'ACCOMPAGNEMENT DANS LE TEMPS

UNE RÉPONSE D'URGENCE ET DE DÉVELOPPEMENT À LA CRISE LIBANAISE

La grave crise politico-économique qui paralyse le Liban depuis 2019 s'est encore aggravée suite à l'explosion du port de Beyrouth, en pleine pandémie de Covid-19. En 2021, la pauvreté n'épargne là-bas presque plus personne, près de 78 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté (d'après un sondage des Nations unies). Les plus touchés sont les réfugiés syriens qui vivent, pour 90 % d'entre eux, sous le seuil de pauvreté extrême, et dans des conditions particulièrement difficiles en hiver, notamment dans les camps proches de la rivière Litani où de fréquentes inondations obligent les familles à évacuer leurs abris. Face à la hausse des tensions intercommunautaires que

naire House of Peace (Hope) : un projet Nexus (de huit mois à un an) visant à apporter une réponse rapide à l'urgence humanitaire avec toutefois des propositions de développement et de consolidation de la paix. Le volet urgence du projet a consisté à fournir des abris adaptés aux conditions hivernales pour les réfugiés syriens des camps de la vallée de la Bréca, et à distribuer des bons alimentaires dans la ville de Tripoli où a ouvert un centre proposant des formations professionnelles.

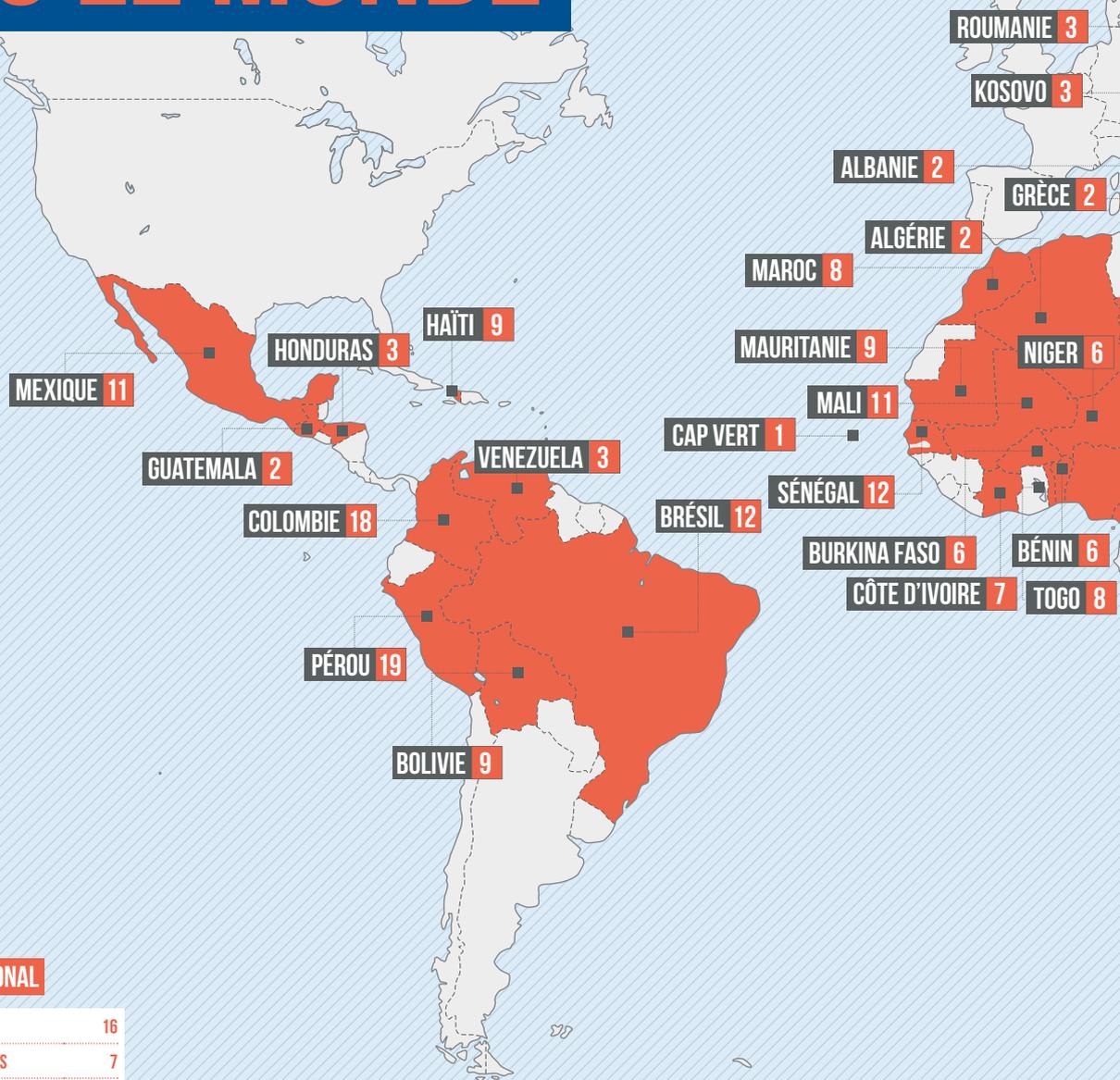
DES PÉPITES À SOUTENIR ET À EN METTRE EN RÉSEAU

Face à la terrible crise libanaise, le Secours Catholique-Caritas France a décidé en 2021 de soutenir directement des initiatives communautaires, des « pépites » parfois créées par une poignée de citoyens qui, lassés par la faiblesse des réponses de l'État libanais et la lenteur des processus des ONG, ont décidé d'agir par eux-mêmes. Cette attitude innovante de la société libanaise a suscité une posture innovante de la part de notre Direction de l'action et du plaidoyer international, en cohérence avec notre volonté de faire travailler le pôle Urgences et les pôles géographiques sur des projets de développement à temporalités plus longues. Une équipe de notre direction internationale s'est rendue une première fois sur place en novembre afin d'identifier quelques pépites dans l'objectif de les renforcer et de mettre en lien des bénévoles de tout le pays pour qu'ils puissent dialoguer et échanger sur leurs difficultés comme sur les pratiques qui fonctionnent.

“FACE À LA TERRIBLE CRISE LIBANAISE, LE SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE A DÉCIDÉ EN 2021 DE SOUTENIR DIRECTEMENT DES INITIATIVES COMMUNAUTAIRES, DES « PÉPITES » PARFOIS CRÉÉES PAR UNE POIGNÉE DE CITOYENS”

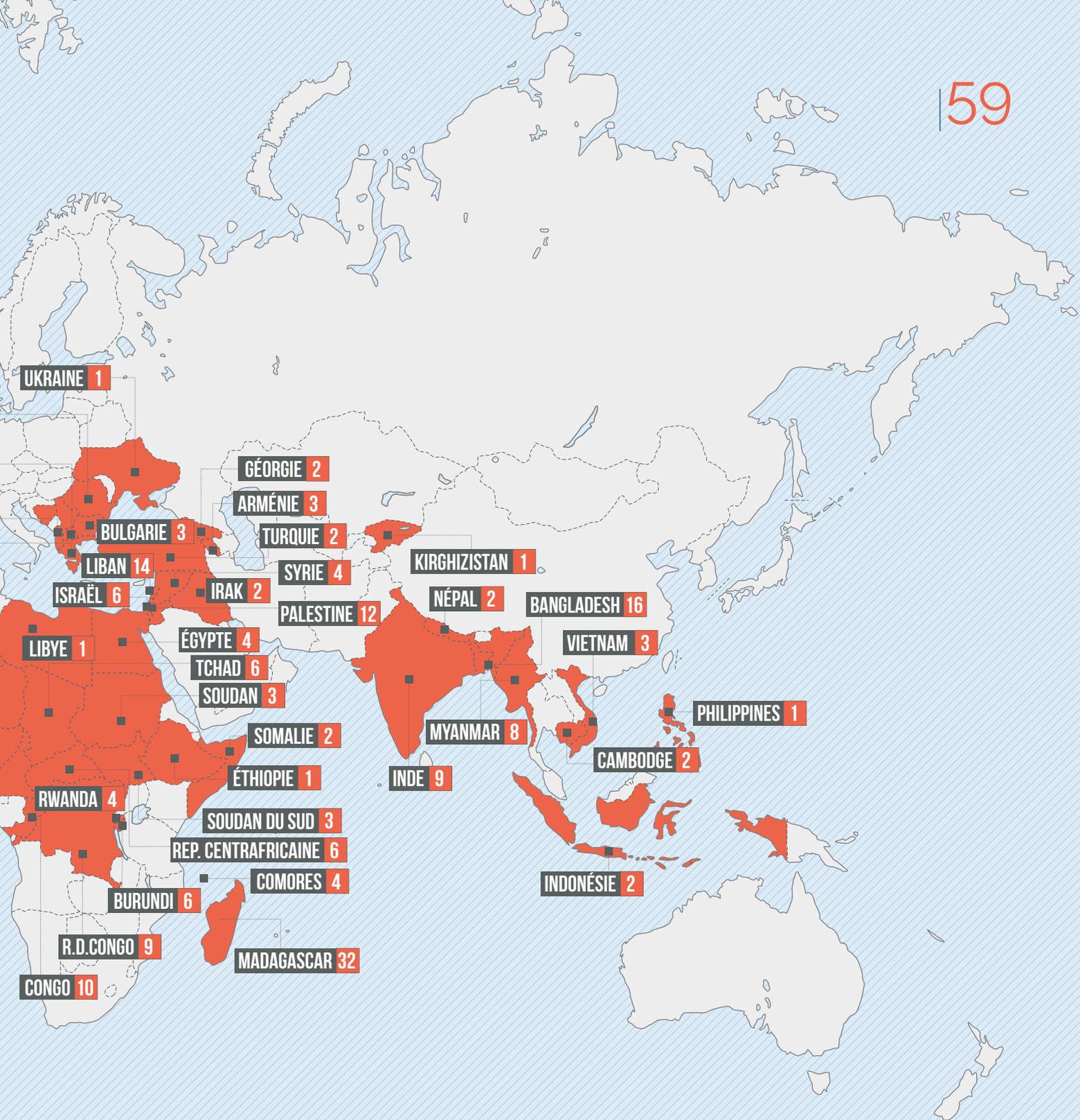
nourrit cette triple crise, le Secours Catholique-Caritas France a soutenu la réponse proposée par son parte-

426 PROJETS SOUTENUS DANS LE MONDE



PROJETS SOUTENUS PAR RÉGION / INTERNATIONAL

RÉGION AFRIQUE	16
RÉGION AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	7
RÉGION ASIE	5
RÉGION EUROPE	6
RÉGION MOYEN-ORIENT NORD-AFRIQUE	4
INTERNATIONAL	32



Une mission exploratoire de nos pôles Urgences internationales et Moyen-Orient est prévue en 2022 afin d'identifier d'autres initiatives intéressantes.

GÉRER L'URGENCE SUR LE COURT ET LONG TERME EN HAÏTI

En Haïti, le Secours Catholique-Caritas France soutient de longue date des projets d'agroécologie menés par Caritas Haïti et les diocèses. Leur enjeu est énorme compte tenu de la vulnérabilité du pays aux aléas climatiques : ouragans, inondations, érosion du sol, déforestation et fréquents tremblements de terre. Le 14 août 2021, au moment du nouveau séisme qui a ravagé l'île, Caritas Haïti a lancé un appel à toutes les Caritas et à ses partenaires. Nos pôles Urgences internationales et Amérique latine-Caraïbes ont aussitôt débloqué une aide de 30 000 euros pour la distribution de kits alimentaires et sanitaires.

Mais dans ce pays particulièrement éprouvé par les crises environnementales et sanitaires, auxquelles s'ajoute une instabilité politique qui a littéralement coupé le territoire en deux depuis l'assassinat du



CHRISTOPHE HARGOUES / SCCF

président Jovenel Moïse le 7 juillet 2021, notre préoccupation a surtout été d'apporter une réponse de moyen et long terme. Avec les architectes du Centre international de la construction en terre, qui étaient présents sur place, nous nous sommes engagés dans la reconstruction de maisons, en intégrant un volet d'agroforesterie qui permettrait à terme de fournir du bois de construction local. Pour financer ces projets environnementaux, une campagne d'ar-rondis à la caisse a commencé en novembre 2021, avec un objectif de collecte de 120 000 euros ■

L'APPUI AUX PARTENAIRES ET LA POSTURE D'ACCOMPAGNEMENT

FAVORISER L'AUTONOMISATION DES PARTENAIRES EN AFRIQUE

Après avoir contribué à mettre en place et à renforcer des réseaux de partenaires internationaux et à en assurer la coordination, le Secours Catholique-Caritas France a fait évoluer sa posture afin de les accompagner vers l'autonomisation tout en continuant à les soutenir sur le plan technique et financier ainsi que dans leurs démarches de plaidoyer et d'animation de leurs réseaux. En 2021, deux grandes dynamiques portées et directement coordonnées par le Secours Catholique-Caritas France depuis plusieurs années ont pris leur envol et sont aujourd'hui autonomes : le programme Approche (Diro), dont l'objectif est de renforcer dix-sept des quarante-six Caritas nationales d'Afrique pour qu'elles deviennent des acteurs reconnus et capables d'agir contre la pauvreté, et la campagne internationale TLP.

La constitution d'une équipe du programme Approche au sein de Caritas Africa a commencé en 2019, permettant un transfert effectif du pilotage depuis 2020. Bien qu'ayant connu du retard dans sa prise en main, en raison notamment de la crise sanitaire, l'équipe a su en 2021 s'emparer de l'outil numérique pour organiser des rencontres et webinaires avec l'ensemble des Caritas. L'évaluation à mi-parcours réalisée cette même année a montré que les Caritas mettent en œuvre le programme en tenant compte des acquis des phases précédentes. Une capitalisation du processus de renforcement et d'autonomisation mené depuis 2005 dans le cadre des différentes phases du programme Diro, puis Approche, est prévue en 2022.

Cocréé par le Secours Catholique à la suite d'une campagne de plaidoyer pour l'alternance démocratique lancée en 2014, le mouvement citoyen TLP,

devenu une association depuis 2020, a constitué son équipe et agit comme tête de réseau d'un mouvement continental composé de dix coalitions TLP dans dix pays d'Afrique francophone. En cette année marquée par des coups d'État au Tchad, au Mali et en Guinée, TLP a montré sa capacité à mobiliser son

réseau et ses membres pour mener des actions de plaidoyer, en France comme à l'international, afin de dénoncer ces atteintes à la démocratie, mais aussi le manque de redevabilité des États et de justice sociale, malgré les pressions exercées et les arrestations arbitraires de ses militants. ■

LA CONVERGENCE FRANCE ET INTERNATIONAL

ÉCHANGE DE PRATIQUES D'ANIMATION POUR LE CHANGEMENT SOCIAL LOCAL

L'Animation pour le changement social local (ACSL) est une démarche proche de l'AOC (voir p. 56) menée depuis plusieurs années par le Secours Catholique-Caritas France afin d'agir sur les conditions de vie des personnes que nous accompagnons par le pouvoir d'agir de ces personnes elles-mêmes. Un réseau s'est créé au niveau régional et national pour développer cette approche.

Dans le cadre de l'élaboration de l'ambitieux programme sur la transition écologique juste, pour lequel la direction internationale du Secours Catholique a signé une convention triennale avec l'AFD en 2021, nous avons cherché à mettre en regard les dynamiques de type ACSL menées par nos partenaires internationaux, sur le thème de la transition écologique juste, et celles expérimentées en France.



ÉLODIE PERRIOT / SCSF

En 2021, nous avons identifié une dizaine de partenaires qui montent des projets de ce type dont nos équipes en France pourraient s'inspirer. L'objectif n'est pas de dupliquer les projets qui dépendent du contexte local, mais de comprendre la pédagogie mise en place pour construire une vision partagée. Désormais le cadre des échanges est posé. Les premières rencontres commenceront en 2022, notamment avec la venue de partenaires du Togo, du Bangladesh et du Brésil. En parallèle, le réseau ACSL national réalise des podcasts pour mettre en récit les expériences menées en France et ailleurs, pour mobiliser les citoyens d'un même territoire, s'organiser, débattre et mener un plaidoyer au niveau local.

REPRISE DES RENCONTRES APPRENANTES

Les rencontres apprenantes ont été lancées par le Secours Catholique-Caritas France dans le cadre de la campagne globale Migration, afin de permettre à ses équipes de terrain et à ses partenaires internationaux d'échanger leurs pratiques et leurs expériences dans l'accueil des personnes migrantes. Suspendues en 2020, ces rencontres ont pu reprendre en 2021, où trois représentants de nos partenaires au Mexique et en Israël ont été accueillis dans les Hauts-de-France mi-octobre, par les personnes qu'ils avaient reçues dans le cadre du Forum social mondial migrations à Mexico en 2018, et en Israël en 2019.

La rencontre a pris la forme d'une caravane qui est allée trouver des équipes engagées dans des actions auprès des personnes migrantes dans la région, et de la participation au forum qui se tenait à Lille sur le thème de l'hospitalité. Le cycle de rencontres s'est terminé en mars 2022 par l'accueil de membres de Caritas Sénégal en Bretagne et Caritas Brésil dans la Loire. ■





TERRITOIRE

FEMMES AGRICULTRICES,
DES SAVOIRS À FAIRE
FRUCTIFIER

Pour compléter les maigres ressources de leur ménage, des femmes de Ngoye, une commune rurale du Sénégal, migrent à Dakar après les récoltes. Certaines y vendent le stock familial d'arachides ou de mil. D'autres accomplissent les travaux domestiques d'une famille mieux lotie que la leur. Elles épargnent pour ceux restés au village (enfants, mari, belle-famille) et vivent dans des conditions très précaires.

Aujourd'hui, grâce aux revenus tirés des activités de maraîchage développées avec Caritas Thiès³ au sein de groupements d'entraide, les candidates à la migration sont moins nombreuses. Une vie plus digne est possible à Ngoye. Le patient travail mené par Caritas au Sénégal, la Sempreviva organização feminista (SOF) au Brésil ou la Balasore Social Service Society³ (BSSS) en Inde en témoigne : lorsque les femmes développent une certaine autonomie économique, leur famille en tire des bénéfices en termes de sécurité alimentaire, de santé, d'éducation.

Au Sénégal, avant de cultiver, il faut « sécuriser la terre », explique Odile Rose Sarr, sociologue animatrice à Caritas Kaolack. Le groupe s'adresse au chef du village pour obtenir le droit d'exploiter un terrain. Une quarantaine de femmes se partagent un hectare. Elles décident ensemble ce qu'elles sèment : aubergines, laitues, courges, navets, carottes, menthe... Puis vendent ces produits aux marchés locaux ou à Dakar. L'argent gagné leur appartient. Une victoire quand, souvent, le travail des femmes n'est valorisé ni socialement ni économiquement. En effet, pendant la saison des pluies, en plus des tâches domestiques, de l'entretien du potager destiné à nourrir la famille, les habitantes de Ngoye participent aux travaux des champs d'arachide, de maïs ou de mil, aux côtés de leur mari. Mais à la fin des récoltes, il décide seul de l'usage de chaque centime tiré de ce labeur commun. ■

3 Partenaire du Secours-Catholique



REPORTAGE COMPLET SUR LE SITE INTERNET
DU SECOURS CATHOLIQUE :
bit.ly/InnoverSenegalSC

UNE ORGANISATION POUR RÉPONDRE AUX ENJEUX

EXCEPTIONNELLE À TOUS ÉGARDS, l'année 2020 a obligé le Secours Catholique-Caritas France à faire évoluer ses modes d'action et ses fonctionnements internes. La relecture de ce qui s'est vécu au niveau local, régional et national a été très riche. Elle nous a incités en 2021 à préciser nos démarches de gouvernance partagée, et à lancer un dialogue plus rapproché entre les délégations et les directions du siège, afin de mieux ajuster les ambitions aux actions et les moyens aux besoins. La très forte demande de sens qui s'est exprimée au moment des confinements exigeait que nous prenions mieux en compte la dimension spirituelle du Secours Catholique. Un texte de référence sur cette question centrale a été produit en 2021 (voir p. 14).

Face aux urgences nées de la crise, nous avons été amenés à nous investir davantage dans les CCAS afin de peser concrètement sur les politiques sociales et leur mise en œuvre. Afin d'accompagner les 1 500 bénévoles du Secours Catholique qui siègent désormais dans ces instances, nous avons développé des formations leur permettant de monter en compétences.

Beaucoup de jeunes bénévoles nous ont rejoints ces dernières années, et nous avons fait davantage appel à la réserve civique et au mécénat de compétences. Une politique nationale sur l'engagement solidaire devenait nécessaire. Un texte de référence a été produit en 2021 sur la façon de valoriser au mieux ces énergies nouvelles et de permettre aux personnes ayant l'expérience de la précarité de gagner en pouvoir d'agir par l'engagement.



ÉLODIE PERRIOT / SCSF

LES DÉFIS DU BÉNÉVOLAT ET DE L'ENGAGEMENT

DÉFINITION D'UNE POLITIQUE NATIONALE SUR L'ENGAGEMENT SOLIDAIRE

Les confinements de l'année 2020 ont eu un impact considérable sur l'engagement solidaire au Secours Catholique-Caritas France. Contraints de rester chez eux, certains de nos bénévoles les plus âgés n'ont pas repris leur engagement, alors que dans le même temps, beaucoup de jeunes et d'actifs nous rejoignaient, parfois de façon ponctuelle, et avec des attentes et des envies différentes. Pour le Secours Catholique-Caritas France, c'était l'occasion de définir une politique nationale sur « l'engagement solidaire ».

Un travail de réflexion a été mené au niveau national par des représentants du siège et des délégations, tant salariés que bénévoles, avec pour objectif de rédiger une feuille de route sur la question. Livrée en juin 2021, celle-ci contient trois axes. Un premier concerne le parcours des bénévoles : appel, accueil, formation, transmission ; un deuxième, les nouveaux profils d'acteurs, et un troisième, les questions

essentielles de l'engagement ouvert au plus grand nombre. Signée par notre conseil d'administration en juillet 2021, cette feuille de route sert de support à l'élaboration d'un plan d'action qui est en cours de validation.

DEUXIÈME EXPÉRIENCE DE SERVICES CIVIQUES INTERNATIONAUX

Le Secours Catholique-Caritas France dispose de l'agrément nécessaire pour proposer à des jeunes de moins de 25 ans, quels que soient leur parcours et leurs diplômes, de mener une mission de service civique dans ses différentes délégations. Depuis 2019, grâce à un partenariat avec la Délégation catholique pour la coopération (DCC) agréée pour des services civiques internationaux, nous accueillons des jeunes des quatre coins du monde, qui ont fait des études, sont déjà engagés dans leurs pays et ont de bonnes bases en français. En septembre 2021, cinq jeunes originaires d'Équateur et du Liban ont réalisé leur

mission de service civique dans les délégations du Pas-de-Calais, d'Ille-et-Vilaine, de Haute-Garonne, de l'Essonne et du Var, chacun sur des thématiques très différentes. Ces expériences interculturelles sont

un véritable enrichissement, tant pour les jeunes en mission de service civique que pour les équipes qui les reçoivent. Elles seront reconduites dans les années à venir. ■

UNE GOUVERNANCE ET DES MODES D'ACTION REVISITÉS

PRÉ BILAN DES PREMIÈRES ANNÉES DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ANIMATION NATIONAL

Le conseil d'animation national (CAN) est une instance consultative du Secours Catholique-Caritas France créée en 2018 et composée de façon équilibrée de personnes ayant différents types d'expérience : expérience de la précarité, de l'animation de réseau ou de la gouvernance de délégation. En 2021, le CAN s'est réuni plusieurs fois en visio conférence afin de partager ce qui se vivait en région. Il a participé à notre conseil d'administration du mois de juin, ainsi qu'aux « Belles retrouvailles », réunissant les personnes en responsabilité du Secours Catholique et des personnes en situation de précarité, où ses recommandations relatives à l'engagement politique ont été présentées sous forme de saynètes.

Deux tiers des soixante membres du CAN devant être renouvelés courant 2022, l'année 2021 a également été l'occasion de réaliser un premier bilan en vue, d'une part, de valider la pertinence d'augmenter la part de personnes en situation de précarité comme nous le souhaitons et, d'autre part, de définir l'accompagnement des membres sortants. Il s'agira également de bien préciser le mandat donné au CAN pour les prochaines années.

Le CAN a fait la preuve qu'une telle diversité d'acteurs pouvait parfaitement produire des idées et des propositions, comme lors de la réflexion « Penser l'après » destinée à définir les cinq axes de plaidoyer du Secours Catholique, ainsi que le style de plaidoyer souhaité au Secours Catholique. Le CAN est aussi un espace formateur où chacun peut évoluer grâce à la rencontre de ceux qui sont différents.

GOUVERNANCE PARTAGÉE EN DÉLÉGATIONS

Partager les responsabilités avec tous et en particulier avec des personnes ayant l'expérience de la précarité est un principe fort au Secours Catholique-Caritas France. En 2021, dans le cadre d'une consultation menée auprès de nos soixante-douze délégations, nous avons cherché à savoir comment celles-ci comprenaient la notion de gouvernance partagée et comment elles s'en étaient saisies depuis l'appel à expérimentation lancé au printemps 2019. Terminée en 2021, cette consultation a permis de tirer des enseignements des expériences menées dans nos délégations. Un tel mode de gouvernance nécessite la mise en place d'espaces d'apprentissage de la participation, des lieux où les personnes en situation de précarité peuvent prendre suffisamment confiance en elles pour s'engager. Pas de participation sans subsidiarité. Il implique également que les bureaux des délégations définissent bien les responsabilités à donner aux équipes, et les équipes, celles qu'elles peuvent confier aux personnes. Un cap politique est désormais défini. Ce bilan s'est poursuivi au premier semestre 2022 par un débat au sein des bureaux de délégation et au niveau national afin de dynamiser notre vie associative.

AJUSTER L'AMBITION AUX RÉALITÉS TERRAIN

Mieux faire dialoguer la réalité de ce qui se vit dans les délégations du Secours Catholique-Caritas France et dans les directions du siège pour décider ensemble de ce qui doit être fait en commun, c'est toute l'ambition du projet « Cadre de pilotage de l'activité », au sein du projet « Cœur », lancé en 2021. Celui-ci a été confirmé par les enseignements de deux démarches menées en 2020. Premièrement l'« État des lieux partagés » auquel une cinquantaine de délégations ont participé fin 2020 à la sortie



ANTHONY MICALLEF / SCCF

du confinement, et qui donnait à voir la réalité des délégations dans plusieurs domaines : état de la pauvreté, animation du réseau et des bénévoles, évolution des activités, relations partenariales. Et deuxièmement, le diagnostic de nos fonctionnements internes réalisé par un cabinet conseil auprès des équipes de deux régions.

En vue de poursuivre utilement ce dialogue siège/délégations, nous avons lancé un processus de travail appelé « Bilan perspectives » : un rendez-vous annuel de relecture de l'action au regard de notre projet associatif permettant aux délégations et aux directions du siège de faire le point sur leurs actions, leurs besoins et leurs ambitions. Mené à titre expérimental dans dix délégations en 2021, ce rituel va s'étendre en 2022. Le plan d'animation national sera ajusté chaque année à partir des éléments remontés.

“ NOUS AVONS LANCÉ UN PROCESSUS DE TRAVAIL APPELÉ « BILAN PERSPECTIVES » : UN RENDEZ-VOUS ANNUEL DE RELECTURE DE L'ACTION AU REGARD DE NOTRE PROJET ASSOCIATIF. ”

MISE EN PLACE D'UN CONSEIL D'ORIENTATION À LA CITÉ SAINT-PIERRE

La cité Saint-Pierre a évolué au fil du temps, passant d'un lieu centré sur l'hébergement des pèlerins à un espace plus ouvert, proposant des animations en vue de valoriser la prise de parole de chaque personne, de révéler ses talents, de favoriser la découverte par tous du message de Lourdes et du message d'espérance de l'Évangile, et enfin, de faciliter le « choc de la rencontre » entre les pèlerins, les visiteurs et les bénévoles de toutes origines. L'attente est également forte pour qu'elle devienne un lieu de ressourcement pour les acteurs de la charité.

En 2021, le bilan du projet d'établissement arrivant à son terme a mis en lumière la nécessité de mieux porter la dimension pastorale du projet pour que la cité Saint-Pierre continue d'être le lieu source voulu par Mgr Rodhain, et pour que ses communautés religieuses puissent se situer plus résolument dans la dimension pastorale comme elles le souhaitent. Un conseil d'orientation, organe proprement politique de l'entité cité Saint-Pierre, a été mis en place à cet effet. Le comité de direction restera quant à lui le maître d'œuvre des orientations et rendra compte de son travail au conseil d'orientation. ■

COMMUNICATION

En 2020, le Secours Catholique-Caritas France avait lancé une toute nouvelle campagne de communication déclinée en TV, affichage et radio, pour susciter l'adhésion autour de son projet associatif invitant à vivre la rencontre et appelant à bâtir une société plus juste et fraternelle. Cette campagne, qui a enregistré d'excellents scores à notre baromètre d'image, a été reconduite en 2021. Deux chantiers de refonte se sont terminés dans l'année : celui des sites de délégation et celui de notre boutique en ligne, désormais appelée Bonjour ! Leur objectif : être plus attractif pour un public jeune susceptible de faire un don ou de s'engager.

LES NOUVEAUX SITES WEB DES DÉLÉGATIONS

La refonte des sites web des délégations du Secours Catholique-Caritas France s'est achevée en 2021. Mis en ligne le 9 novembre, soit juste avant le lancement de la campagne de fin d'année, ces nouveaux sites ont permis aux personnes interpellées par nos messages de se renseigner sur les actions et projets menés au plus près de chez elles et, pourquoi pas, de s'y engager. L'objectif de cette refonte était double : faciliter l'accès à l'information pour les internautes et simplifier l'administration du site et la publication des contenus pour les équipes. Chaque délégation a été accompagnée tout au long de l'année dans le processus de mise en ligne de son nouveau site : réception de la « structure vide » du site, reprise ou remaniement des anciens contenus et rédaction de nouveaux, prise en main de l'administration et enfin mise en ligne.

Ces nouveaux sites incitent davantage à l'engagement, *via* le bénévolat ou le don, grâce à des boutons « Je donne » et « Je m'engage » présents sur toutes les pages. Ils valorisent l'essence et le projet du Secours Catholique à travers des articles sur les actions de la délégation, mais aussi sur son projet et ses spécificités. Ils s'adressent également aux personnes en situation de précarité en présentant l'offre de services au niveau territorial.

BONJOUR !, LA NOUVELLE BOUTIQUE EN LIGNE

La boutique en ligne du Secours Catholique-Caritas France a fait peau neuve en 2021. Elle s'appelle désormais Bonjour !, parce que la fraternité commence par ce simple mot, et parce que c'est le bon jour pour agir en soutenant notre action par un geste d'achat. Son design est plus moderne, avec un ton volontairement positif, et un logo qui s'inspire de la croix du Secours Catholique, agrémenté de quatre cœurs en signe de générosité et de fraternité. Avec Bonjour !, nous permettons à des consommateurs en recherche

de sens de s'engager à travers des achats utiles et solidaires. La boutique s'adresse à des personnes plus jeunes – enjeu majeur pour notre association –, célibataires ou parents, de 30 à 50 ans, aujourd'hui éloignées de l'association qu'elles ne connaissent pas ou dont elles ont une image peu attractive. Elle propose des produits de culture catho, mais aussi plus largement solidaires et écoresponsables.

DEUXIÈME VAGUE DU BAROMÈTRE D'IMAGE

Projet national 2016-2025 vise à transformer la société avec et à partir des plus fragiles. Ce projet ambitieux, novateur, ne correspondait pas à l'image que le grand public se faisait de l'association. Nous avons donc entrepris un travail de renouvellement de notre image, et pour en mesurer l'impact, nous avons confié à un partenaire extérieur la conduite d'un baromètre annuel d'image. La deuxième vague de ce baromètre a été réalisée début janvier 2021 auprès d'un échantillon principal de 1 010 personnes de plus de 18 ans, représentatif de la population française, et d'un échantillon complémentaire de 150 donateurs. Elle fait apparaître que le Secours Catholique est d'abord reconnu comme une association qui aide les personnes à reprendre leur vie en main (79 % des répondants), qui prône une société plus fraternelle (84 %), et un peu moins comme une association militante (73 %) ou qui interpelle les pouvoirs publics (69 %).

Notre campagne de communication plaît puisque notre spot enregistre 84 % d'opinions positives de la part du grand public et 96 % de la part de nos donateurs. Il traduit bien notre vision de la révolution fraternelle pour 89 % des répondants et il donne envie de faire un don pour 64 % d'entre eux, soit respectivement 10 et 4 points de plus qu'en 2020. Plus encore qu'en 2020, l'association est jugée utile (92 %), positive (87 %) et efficace (80 %). En revanche, seules 48 % des personnes interrogées la jugent moderne. ■

PUBLICATIONS

« DÉCONFINEZ LA SOLIDARITÉ »



Publiée au lendemain des élections départementales, cette étude du Secours Catholique-Caritas France analyse et compare les politiques sociales portées par les départements et fait des recommandations pour mieux lutter contre la précarité à cet échelon départemental.

Publiée au lendemain des élections départementales, cette étude du Secours Catholique-Caritas France analyse et compare les politiques sociales portées par les départements et fait des recommandations pour mieux lutter contre la précarité à cet échelon départemental.

STATISTIQUE DE LA PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE



L'image marquante de 2020, dans un pays reconnu dans le monde entier pour sa production agricole et sa gastronomie, restera ces files d'attente devant les lieux de distribution alimentaire, un grand nombre de personnes s'y présentant pour la première fois.

Dans l'édition 2021 de son rapport statistique sur la pauvreté en France, le Secours Catholique a souhaité apporter un éclairage inédit sur cette précarité alimentaire. Celui-ci se fonde sur les données de notre enquête statistique annuelle, qui dessine le profil des personnes rencontrées (770 000 en 2020), mais aussi sur une enquête complémentaire réalisée auprès de 1 088 ménages parmi ceux auxquels nos équipes ont remis des chèques-service leur permettant de faire face à l'urgence alimentaire dès le premier confinement. Jusqu'à 7 millions de personnes auraient eu recours à l'aide alimentaire en 2020, soit près de 10 % de la population française. Du jamais-vu en période de paix.

UNE ÉTUDE INÉDITE SUR LA PAUVRETÉ EN PRISON



Dernier maillon d'une chaîne d'exclusions et symbole des échecs successifs des politiques sociales, la prison fonctionne aujourd'hui en France comme un mode de gestion de la pauvreté à l'abri des regards. Conscient de ses réalités, le Secours Catholique-Caritas France, avec Emmaüs France, a recueilli la parole

des personnes placées sous main de justice. Publiée en 2021, cette étude alimente notre plaidoyer commun pour que la pauvreté en détention soit envisagée comme un phénomène structurel. Appuyées sur les propositions émises par les personnes détenues elles-mêmes, vingt-cinq recommandations apportent tout au long de ce rapport des pistes concrètes d'amélioration.

PLAIDOYER CONTRE LE NON-RECOURS



Depuis le début des années 2000, le rapport annuel du Secours Catholique « État de la pauvreté en France » évoque le non-recours et en estime l'ampleur : environ un tiers des personnes accueillies et éligibles au RSA ne le touchent pas. Plus d'un quart des personnes éligibles à des allocations familiales ne les perçoivent pas. Ces chiffres inquiétants ont tendance à s'aggraver au fil des ans. Ce constat, largement corroboré par les études académiques ou institutionnelles sur le sujet, en particulier celles de l'Odenore, partenaire de ce nouveau rapport qui approfondit les réalités de ce phénomène, pose un véritable défi pour la société.

TU NE LAISSERAS PAS MOURIR TA TERRE



Le Secours Catholique-Caritas France a entrepris un travail d'observation des modes de vie des populations autochtones et de la gestion de leurs territoires au prisme de l'écologie intégrale telle que définie par le pape François dans l'encyclique *Laudato si'*.

Simultanément, il s'est penché sur l'accompagnement de ses partenaires qui travaillent sur le terrain en Asie et en Amérique latine. L'étude présentée ici a été menée de façon collaborative, dans huit villages, par trois équipes de notre direction Action et plaidoyer internationaux et six de nos partenaires sur place.

L'APOSTROPHE, N° 10



Pour son dixième numéro, les auteurs de *L'Apostrophe* – notre revue semestrielle écrite par des personnes qui, grâce à leur expérience personnelle face à la précarité, ont développé une expertise sur les questions de pauvreté – interrogent la nature et la réalité de la citoyenneté chez

ceux qui, au quotidien, se battent pour (sur)vivre mieux. Ils expriment un sentiment de défiance et d'abandon, mais aussi une grande aspiration à une citoyenneté qui reconnaisse et donne vie à la fraternité.

UNE COMMUNAUTÉ DE DESTINS



Quelques mois après le début de la pandémie mondiale, le Secours Catholique-Caritas France a lancé des consultations auprès de son réseau, pour mieux comprendre l'impact de cette crise sur les acteurs qui le composent, et pour nourrir sa réflexion sur ses priorités de travail. Dans le cadre de ces consultations, cinq sources ont été identifiées : parole des personnes en situation de précarité, du réseau, de la doctrine sociale de l'Église, des chercheurs ou contributeurs externes, des partenaires internationaux. L'analyse se base sur les retours de nos partenaires internationaux. ■

GÉNÉROSITÉ ET FINANCES

La générosité qui s'était fortement exprimée en 2020, quoiqu'en recul en 2021, s'est maintenue à un niveau très élevé. Fin 2021, le Secours Catholique-Caritas France enregistrait une collecte de 68,8 millions d'euros, montant qui confirme à quel point, grâce à notre proximité avec les personnes qui ont été le plus fragilisées et à la pertinence de notre action, nous avons su gagner la confiance de nouveaux donateurs, une confiance que nous ont également témoignée les pouvoirs publics en finançant nos projets nationaux et régionaux à hauteur de 4 millions d'euros.

UNE GÉNÉROSITÉ DE FOND QUI SE CONFIRME

L'élan de générosité qui s'était manifesté en 2020 face aux conséquences sociales de la crise sanitaire s'est poursuivi en 2021. Pour la deuxième année consécutive, le Secours Catholique-Caritas France a vu affluer les dons tout au long de l'année, pour un total de 68,8 millions d'euros au 31 décembre, un peu moins qu'en 2020, mais 13,7 % de plus qu'en 2019. Cette grande générosité s'explique par ce qu'on peut qualifier d'effet catastrophe autant que par une véritable adhésion à nos valeurs, notre réactivité, notre proximité avec les personnes les plus fragiles partout sur le territoire, expertise qui a bénéficié d'une plus forte visibilité dans les médias. Alors que le recrutement de nouveaux donateurs est un défi pour les associations, nous pouvons nous féliciter d'avoir su fidéliser les nôtres, notamment ceux, habituellement plus volatils, qui donnent dans l'émotion que suscitent les catastrophes.

RÉALISATION DE TRÈS BEAUX LEGS

En 2021, les legs au Secours Catholique-Caritas France ont été exceptionnellement élevés : plus 6,8 %, soit 2,9 millions de plus qu'en 2020. Ce résultat s'explique par plusieurs facteurs. Premièrement, l'aboutissement de dossiers qui avaient pris du retard chez les notaires, auxquels se sont ajoutés plusieurs nouveaux legs importants, et aussi le fait que beaucoup de legs aient consisté en biens immobiliers, secteur où les prix ont augmenté, notamment en province.

DES PROJETS FINANCÉS PAR FRANCE RELANCE

Tout début 2021, le gouvernement lançait un appel à projets intitulé France relance, auquel le Secours Catholique-Caritas France a présenté, au niveau national, des projets budgétés à 3 millions d'euros



GAEL KERBAOL / SCCF

qui ont reçu un financement de 2 millions. Au niveau régional, vingt-sept des trente-neuf dossiers déposés par les délégations ont été financés à hauteur de 2 millions, ce qui porte à 4 millions le montant des subventions obtenues par le Secours Catholique dans le cadre de ce plan France relance. France relance ne finançant les projets retenus qu'à hauteur de 80 %, les délégations se sont mobilisées pour trouver d'autres sources de financement dans les régions et les communes. Au total, ce sont près de 9,5 millions de subventions qui ont été perçus, contre 6 à 7 millions les autres années.

GRANDE SOIRÉE DE LA FRATERNITÉ

Le Secours Catholique a organisé en mars 2021 une soirée exceptionnelle pour présenter à ses donateurs des projets répondant à des besoins sociaux identifiés par ses soixante-douze délégations : soutien aux familles, lutte contre l'isolement, accès à une alimentation digne, accompagnement des personnes à la rue... L'occasion pour nos donateurs de se rendre compte de la diversité des actions que nous menons pour répondre aux différentes facettes de la pauvreté, tout en restant toujours fidèles à notre philosophie : placer la personne en difficulté au cœur du projet. La soirée s'est déroulée en visioconférence

en raison des restrictions sanitaires, en présence de la présidente nationale Véronique Fayet, et a permis la collecte de 300 000 euros.

MON DON A DU SENS

Le Secours Catholique-Caritas France dispose d'une plateforme interne de levée de fonds appelée « Mon don a du sens ». Le réseau Saint-Laurent s'en est notamment servi pour financer les voyages en Terre sainte qui ont pu reprendre en 2021. Ce sont 11 340 euros qui ont été collectés par ce moyen dans les réseaux de nos équipes et des proches des groupes du réseau Saint-Laurent. ■

RÉSEAU CARITAS FRANCE

Le réseau Caritas France a été créé à l'initiative du Secours Catholique-Caritas France pour rassembler les organisations qu'il a contribué à créer ou qui partagent ses valeurs, finalités et principes d'action. Son but est de susciter l'innovation et la coopération dans les territoires en alliant les compétences et les moyens de ses membres pour favoriser l'accompagnement global et la capacité d'agir de toute personne vivant des situations de précarité ou d'exclusion. L'objectif est aussi d'éveiller à l'engagement solidaire et à la fraternité, et d'agir sur les causes de la pauvreté.

www.reseaucaritasfrance.org

HÉBERGEMENT ET LOGEMENT

Face à la pénurie de logements et à la problématique du mal-logement, le Secours Catholique a créé au sein du réseau Caritas France de nouvelles solutions : construction de logements grâce à l'épargne solidaire, soutien à Cités Caritas qui gère plus de 10 000 places d'hébergement d'urgence, de logement et de dispositifs d'insertion, et enfin soutien à l'amélioration thermique de l'habitat. Ces projets complètent l'offre d'hébergement et l'accompagnement global vers le logement du Secours Catholique-Caritas France.

CITÉS CARITAS



Créé en 1989 par le Secours Catholique-Caritas France pour donner leur autonomie aux lieux d'hébergement nommé « cités » qu'il pilotait,

Cités Caritas a pour mission d'accueillir, d'héberger, d'accompagner et de mener vers l'autonomie et l'insertion socioprofessionnelle des personnes en situation de précarité, d'exclusion ou de handicap. Il compte vingt et une cités ou établissements, quatorze dans le secteur du logement et de l'hébergement, trois à vocation d'insertion par l'activité économique et quatre dans le domaine du handicap, réparties sur trois territoires : Centre-Ouest, Île-de-France et Sud.

En 2021, près de 1 100 salariés, essentiellement composés de travailleurs sociaux, et près de 300 bénévoles ont accompagné plus de 13 000 personnes dont 350 en situation de handicap (souffrant de handicap psychique, de déficience intellectuelle ou de troubles autistiques), par le biais des 140 dispositifs sociaux (hébergements d'urgence, CHRS¹, haltes

de jour, pensions de famille, crèches...) gérés par l'association. Les accompagnements mis en place par les équipes de Cités Caritas valorisent la capacité d'action des personnes accompagnées et leur participation comme source de richesse. L'aide par le travail est le support privilégié pour l'action éducative des cités intervenant dans le secteur du handicap. Son réseau de crèches, Grandir en crèche, compte actuellement une centaine de places.

Au sein du réseau Caritas France, Cités Caritas contribue à l'évolution de la société et de l'accueil qu'il réserve aux personnes fragilisées. L'association poursuit sa dynamique fondée sur une vision impliquant les professionnels, les bénévoles et la participation des personnes accompagnées. En 2021, Cités Caritas a créé un pôle Économie solidaire et emploi et a notamment intégré l'entreprise d'insertion Bis boutique solidaire créée par le Secours Catholique. Par ailleurs, Cités Caritas a signé sa nouvelle convention de partenariat triennale avec le Secours Catholique.

acsc.asso.fr

FONCIÈRE CARITAS HABITAT



Créée en 2015, Caritas habitat est une société foncière sociale destinée à développer de l'immobilier à vocation très sociale, utilisé ensuite par des associations pour assurer leur mission d'accompagnement des plus fragiles dans le logement. Inscrite dans le champ de l'économie sociale et solidaire, elle mobilise, en amont, l'épargne solidaire de particuliers ou d'institutions en vue d'investir dans de l'achat immobilier : construction de nouveaux logements très sociaux, réhabilitation ou transformation de parcs immobiliers. Ces biens immobiliers permettent à des associations spécialisées dans l'accompagnement des personnes mal logées de

1 Centres d'hébergement et de réinsertion sociale.

développer leurs projets : ces associations peuvent être des membres du réseau Caritas France (Cités Caritas notamment), ou des partenaires proches.

www.caritashabitat.org

FONCIÈRE CHÊNELET



La Foncière Chênelet existe depuis 2009 pour répondre à un problème sociétal majeur de logement des personnes à faibles ressources en milieu rural ou péri-urbain, et propose un habitat écologique de très haute qualité à ces populations. Maître d'ouvrage d'insertion, la Foncière Chênelet construit ainsi des logements sociaux de qualité à faibles charges pour les locataires, le plus souvent en territoire rural.

www.fonciere-chenelet.org

RÉSEAU ÉCO-HABITAT



L'association Réseau éco-habitat est née en 2014 sous la forme d'une expérimentation à l'initiative des délégations du Secours Catholique de Picardie, avec le constat que beaucoup de familles en situation de grande précarité, propriétaires de leur maison, n'ont pas recours aux dispositifs publics pour réaliser des travaux d'amélioration énergétique afin de réduire leur consommation d'énergie. La mission du Réseau éco-habitat consiste en cette mise en réseau des acteurs de terrain autour de l'amélioration énergétique de l'habitat (collectivités, entreprises, bénévoles), pour permettre à des ménages très modestes de réaliser des travaux ambitieux, financés à 90 %.

www.reseau-ecohabitat.fr

EMPLOI ET INSERTION

En complément de l'accompagnement global vers l'emploi réalisé par les équipes du Secours Catholique-Caritas France, certains membres du réseau Caritas France développent des chantiers d'insertion, appuient l'innovation sociale et l'expérimentation, et mènent des actions de plaidoyer en faveur de l'emploi et de l'insertion des plus exclus.

COMITÉ CHRÉTIEN DE SOLIDARITÉ AVEC LES CHÔMEURS



Créé il y a plus de 30 ans, le Comité chrétien de solidarité avec les chômeurs (CCSC) vise à maintenir l'attention sur les conséquences du chômage. En sensibilisant les communautés chrétiennes ainsi que l'ensemble du corps social et en luttant contre l'indifférence à travers la parole des personnes qui vivent le chômage, le CCSC invite chacun à agir pour que ces personnes puissent retrouver une pleine citoyenneté. Avec l'appui du Secours Catholique-Caritas France, le CCSC a lancé une nouvelle formule de sa lettre d'information, « Vaincre le chômage ».

ccscfrance.com

FÉDÉRATION SOLIDARAUTO



Solidarauto est la marque de garages solidaires créés à l'origine par des délégations du Secours Catholique-Caritas France dans plusieurs territoires. Ces garages Solidarauto favorisent la mobilité personnelle pour faciliter l'insertion professionnelle et sociale par la vente de véhicules d'occasion, l'entretien, la réparation et la location de véhicules. Fin 2021, la fédération rassemblait huit garages Solidarauto en France. Elle a élaboré en 2021 un plan stratégique et a signé avec le Secours Catholique une convention de partenariat triennale.

www.solidarauto.org

DÉVELOPPEMENT DE LA PHILANTHROPIE, INNOVATION, RECHERCHE

Le réseau Caritas France a également pour fonction plus transversale de développer, favoriser et financer la recherche, la réflexion sur la théologie de la charité et l'innovation sociale.

LA FONDATION CARITAS FRANCE



Créée par le Secours Catholique-Caritas France en 2009, la fondation Caritas France est la première fondation abritante en France, dédiée à la lutte contre la pauvreté. Sa première mission est d'encourager le développement de la philanthropie et de la lutte contre l'exclusion en abritant des fondations sous son égide (plus d'une centaine actuellement). Elle permet à des personnes, des familles, des groupes d'amis de créer leur propre fondation, et en assure la gestion tout en accompagnant les fondateurs (choix de projets, implication de leurs proches...). Sa deuxième mission est de collecter des fonds pour soutenir des projets portés par le Secours Catholique-Caritas France, le réseau Caritas en France ou à l'international, ou par d'autres partenaires. En 2021, les sommes réunies ont été redistribuées aux deux tiers au réseau Caritas France et dans le monde. Depuis sa création, la fondation Caritas France a ainsi soutenu en propre plus de 1 000 projets. Enfin, elle appuie la recherche et l'expérimentation. Elle décerne un prix annuel à un jeune chercheur en sciences sociales dans le cadre du colloque organisé sous l'égide de l'institut de France.

www.fondationcaritasfrance.org

LA FONDATION JEAN-RODHAIN



La fondation Jean-Rodhain a été créée en 1981 pour contribuer à la réflexion chrétienne sur la charité au sens large (justice, solidarité, doctrine sociale), promouvoir l'étude de la théologie de la charité dans la recherche universitaire, développer le dialogue avec les acteurs de terrain à partir de la parole et de l'expérience des pauvres. Tous les deux ans, elle organise un colloque rassemblant une cinquantaine de chercheurs et de praticiens. Elle a créé et finance des chaires d'études dans différentes facultés de théologie, et continue à alimenter le site web « Servons la fraternité », fruit de la démarche

Diaconia 2013, en vue de partager les pratiques d'une fraternité accessible à tous. Fin 2021, la fondation a fêté ses 40 ans à l'occasion d'un événement sous forme de colloque.

www.fondationjeanrodhain.org

www.servonslafaternite.net

CARITAS EN ALSACE

De manière plus spécifique, l'histoire de l'Église catholique en Alsace a suscité la création de Caritas, anticipant celle du Secours Catholique en France, et couvrant toutes les dimensions présentées ci-dessus.

FÉDÉRATION DE CHARITÉ-CARITAS ALSACE



Fondée en 1903 par Mgr Paul Müller-Simonis pour « mieux organiser les œuvres de bienfaisance catholique en Alsace », la Fédération de Charité-Caritas Alsace exerce ses activités depuis plus de 100 ans dans le diocèse de Strasbourg. Service de l'Église catholique en Alsace et association de droit local, elle contribue à apporter des réponses aux détresses physiques, morales et spirituelles de notre temps. Ses missions se déclinent en trois axes : fédérer les actions en rapport avec la solidarité, promouvoir les initiatives de solidarité, interpellier et formuler des propositions pour une plus grande justice sociale. La fédération porte aussi l'activité du Secours Catholique-Caritas France en Alsace, sous le nom « Caritas Alsace, réseau Secours Catholique ».

www.federation-de-charite.org

GOVERNANCE ET CONTRÔLE AU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

AU 31 DÉCEMBRE 2021

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE du Secours Catholique-Caritas France réunit les membres de l'association, à savoir 151 membres, dont 118 membres actifs – administrateurs personnalités qualifiées, présidents et vice-présidents de délégation, ainsi qu'un trésorier par région – et 33 membres d'honneur. La limite d'âge est fixée à 75 ans. 56 % des membres actifs sont des hommes, 44 % sont des femmes.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION est composé de 21 membres, tous bénévoles ; 12 sont présidents ou vice-présidents de délégation, 9 sont des personnalités qualifiées. Leur mandat est de trois ans, renouvelable deux fois. Le conseil se réunit 11 fois par an. Son bureau comprend 1 présidente, 2 vice-présidents, 1 trésorier et 1 secrétaire. L'aumônier général et le délégué général participent aux séances du bureau et du conseil d'administration, sans voix délibérative.

BUREAU

Présidente :

Véronique Devise

Vice-présidents :

Alain de Brugière, Anne Duthilleul

Trésorier :

Bernard Alet

Secrétaire :

Hélène Mayer

AUTRES MEMBRES

Hervé Bonamy – Pascal Bourgue – Gilles Cagnard – Denise Chalaye – Laurent Courcol – Marie-Laure Denès – Jean-François Desclaux – Philippe de Finance – Vincent Léonard – Chantal Nicol – Patrick O'Quinn – Hervé Masurel – Hélène Mayer – Bertrand Parmentier – Daniel Paul

Délégué général :

Vincent Destival

Aumônier général :

Père Hervé Perrot

Présidents d'honneur :

François Soulage, Joël Thoraval, Véronique Fayet

LIENS AVEC LA CONFÉRENCE DES ÉVÊQUES DE FRANCE

- ▶ Les présidents et vice-présidents de délégation sont homologués par le conseil d'administration après accord de l'évêque du diocèse concerné. Les administrateurs, en qualité de personnalités qualifiées, sont cooptés par le conseil d'administration, après accord du conseil permanent de la Conférence des évêques de France (CEF), puis élus par l'assemblée générale.
- ▶ Le président national est élu par le conseil d'administration en son sein, parmi les candidats ayant fait l'objet de l'agrément du conseil permanent de la CEF.

- ▶ L'aumônier général est nommé par le conseil permanent de la CEF.
- ▶ Le délégué général est élu par le conseil d'administration sur une liste de candidats agréés par le conseil permanent de la CEF.
- ▶ Des réunions entre le secrétariat général de la CEF et la présidente nationale, le délégué général et l'aumônier général du Secours Catholique-Caritas France sont régulièrement organisées.

COMITÉS CONSULTATIFS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Ils émettent des avis et recommandations sur la vie et les projets de l'association.
- ▶ Comité stratégique
 - ▶ Comité pré-CA France
 - ▶ Comité pré-CA international
 - ▶ Comité ressources
 - ▶ Comité d'audit
 - ▶ Comité des nominations
 - ▶ Comité Plaidoyer
 - ▶ Conseil d'animation national
 - ▶ Comité de trésorerie
 - ▶ Comité de suivi de la gouvernance en délégation

IDENTITÉ

LE SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

Le Secours Catholique-Caritas France est un service de l'Église catholique en France, membre de la confédération Caritas Internationalis et association reconnue d'utilité publique.

MISSION DU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

Fondée sur l'Évangile, la mission du Secours Catholique-Caritas France est une mission d'amour et d'éveil à la solidarité, en France et dans le monde. Le Secours Catholique appelle toute personne à s'engager pour vivre la rencontre, l'entraide et la joie de la fraternité. Ses acteurs travaillent à renforcer les capacités de tous à agir pour que chacun accède à des conditions de vie dignes. L'association lutte contre les causes de pauvreté, d'inégalité et d'exclusion et propose des alternatives, au service du bien commun.

ACTIONS

En France, 938 600 personnes ont été soutenues dans 2 400 lieux d'accueil. À l'international, 426 opérations ont été menées en 2021, dans 52 pays ou zones, en lien avec le réseau Caritas Internationalis (162 Caritas dans 200 pays). En un an, 2,4 millions de personnes ont été bénéficiaires de l'aide internationale du Secours Catholique-Caritas France.

ORGANISATION

- ▶ 72 délégations au 31 décembre 2021, réparties en 3 500 équipes locales, en France métropolitaine et d'outre-mer, couvrent l'ensemble du territoire national.
- ▶ Réseau de 58 900 bénévoles et de 897 salariés sur tout le territoire.
- ▶ 3 antennes : la cité Saint-Pierre à Lourdes, la Maison d'Abraham à Jérusalem, le Centre d'entraide pour les demandeurs d'asile et les réfugiés (Cedre) à Paris.

TRANSPARENCE ET CONTRÔLES

Les comptes annuels 2021, incluant le compte d'emploi des ressources, sont certifiés par un commissaire aux comptes du cabinet Ernst & Young, puis seront approuvés par l'assemblée générale du 14 juin 2022. Ils sont disponibles sur le site www.secours-catholique.org ou peuvent être obtenus sur simple demande écrite à : Secours Catholique-Caritas France, 106 rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07.

Le commissaire aux comptes,

outre la certification des comptes, contrôle chaque année dix délégations. Avec le département d'audit interne, c'est au total un tiers des délégations qui est contrôlé chaque année. Les projets internationaux font également l'objet d'audits réguliers menés soit par les partenaires, soit par le Secours Catholique-Caritas France.



Le Comité de la charte du don en confiance est une association qui

exerce la mission de contrôle de l'appel à la générosité du public. Le comité élabore des règles de déontologie, détermine l'octroi d'un label « Don en confiance » aux organisations d'intérêt général qui se portent candidates, et effectue un contrôle continu et indépendant des engagements auxquels elles souscrivent. Ceux-ci sont basés sur des principes de respect du donateur, de transparence, de recherche d'efficacité et de probité et de désintéressement, couvrant trois domaines : la gouvernance, la gestion et la communication. Le 23 avril 2021, le Secours Catholique-Caritas France a obtenu le renouvellement de son label « Don en confiance », pour une durée de trois ans.

NOUS REMERCIONS DE LEUR SOUTIEN NOS PARTENAIRES

- Agence du don en nature
- Agence Française de Développement
- Agence de l'Eau Artois-Picardie
- Agence de l'Eau Loire-Bretagne
- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse
- Agence de l'Eau Seine-Normandie
- Caisse d'épargne Provence Alpes Côte d'Azur (CEPAC)
- CGR Cinémas
- COFAQmc
- Commission Européenne (DG Coopération & Développement)
- Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole
- Conseil Régional d'Île de France
- Région des Pays de la Loire
- Direction régionale des affaires culturelles IDF
- Dons Solidaires
- EDF
- European Climate Foundation
- Ferrigno SA
- Fondation Bettencourt-Schueller
- Fondation d'Entreprise du Crédit Agricole Alpes Provence
- Fondation Crédit Agricole du Finistère
- Fondation d'Entreprise du Crédit Agricole Nord et Est
- Fondation d'Entreprise du crédit Mutuel Nord Europe
- Fondation EDF
- Fondation Caritas France
- Fondations abritées par la Fondation Caritas France :
 - Fondation Avenir Solidaire
 - Fondation Caholoma Solidarité
 - Fondation Ensemble Emera
 - Fondation Franck Giroud
 - Fondation Graines de Futurs
 - Fondation François, Monique et Pascal Bilger
- Fondation Le Manteau de Saint Martin
- Fondation Ponts Neufs
- Fondation Rivetti
- Fondation Tolot
- Fondation Xamafra
- Fondation Eiffage
- Fondation de France
- Fondations abritées par la Fondation de France :
 - Fondation AFNIC
 - Fondation Carasso
 - Fondation Guy Nicolas
 - Fondation Hardy
 - Fonds Meryem
 - Fondation General Mills
 - Fondations abritées par la King Baudouin Foundation
 - McMillan Stewart Foundation
- Fondation Notre-Dame
- Fondations abritées par la Fondation Notre-Dame :
 - Fondation Isabelle et Hubert d'Ornano
 - Fondation H.
 - Fondation Cesarini
- Fondation Monoprix
- Fondation Norauto
- Fondation Orange
- Fondation régionale du bénévolat en Pays de la Loire
- Fondation Sainte-Geneviève
- Fondation Saint-Gobain
- Fondation Saint-Irénée
- Fondation Sancta Devota
- Fondation Somfy - Les petites pierres
- Fondation SUEZ
- Fondation Vinci pour les cités
- Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM)
- L'Agence nationale pour les Chèques-Vacances
- Fonds de dotation Antigone
- Fonds de dotation Jeune et Innovant
- Fonds Saint Christophe
- FujiFilm France
- Grand Lyon
- Jean Lutz SA
- La Poste
- Le Petit Futé
- Les Centres E.Leclerc
- Maisons du Monde Foundation
- Metz Mécènes Solidaires
- Ministère de la Culture
- Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- Moneta
- Nestlé France
- United Pharmaceuticals (Novalac)
- Veuve Clicquot
- Dans le cadre du Plan de Relance (France Relance)
 
- Direction Générale de la Cohésion Sociale
- Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités d'Auvergne-Rhône-Alpes
- Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône
- Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de Corse
- Direction Départementale des Territoires et de la Mer de Corse du Sud
- Direction Départementale des Territoires et de la Mer d'Île-et-Vilaine
- Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités d'Indre-et-Loire
- Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de Loire-Atlantique
- Direction Départementale des Territoires des Ardennes
- Direction Régionale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités Grand Est
- Direction Régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Auvergne-Rhône-Alpes
- Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités et de la Protection des Populations de Savoie
- Direction Départementale de la Protection des Populations du Var
- Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Vaucluse
- Direction Générale de la Cohésion et des Populations de Guyane
- Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Réunion
- Direction Régionale et Interdépartementale de l'Hébergement et du Logement Île-de-France
- Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de Bretagne
- Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Centre-Val de Loire
- Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités des Hauts de France
- Direction Régionale Interdépartementale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités d'Île-de-France
- Ainsi que toutes les collectivités (municipalités, intercommunalités et conseils départementaux et régionaux) qui nous soutiennent.
- Et les entreprises qui nous soutiennent grâce au mécénat de compétences : Atos, Astek, BNP-Paribas, EDF, La Poste, Michelin, Orange, Société Générale.



ENSEMBLE, CONSTRUIRE UN MONDE JUSTE ET FRATERNEL

**Document conçu et réalisé
par la direction de la communication**

106 rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07

Tél : 01 45 49 73 00

Fax : 01 45 49 94 50

Coordination : Clarisse Briot

Iconographie : Élodie Perriot

Rédaction : Pascale Kramer

Correction-révision : Le Champ rond

Photo de couverture :

Christophe Hargoues / SCCF

Maquette : département Publications

Juillet 2022

LE SECOURS CATHOLIQUE - CARITAS FRANCE EN CHIFFRES



320 M€

DE RESSOURCES DONT 83 % CONSACRÉES
AUX MISSIONS SOCIALES

2021, EN FRANCE



938 600

PERSONNES SOUTENUES
EN FRANCE



58 900

BÉNÉVOLES ENGAGÉS



5 000

ENFANTS ET ADOLESCENTS
ACCOMPAGNÉS DANS LEUR SCOLARITÉ



2 400

LIEUX D'ACCUEIL



201 200

FAMILLES ACCOMPAGNÉES



3 000

PERSONNES ACCOMPAGNÉES
VERS L'EMPLOI



2 700

PERSONNES ACCOMPAGNÉES
DANS LEUR PROJET DE VACANCES



1 300

ENFANTS PARTIS
EN VACANCES



977

DOSSIERS DE MICROCRÉDIT
EN COURS DONT 309 NOUVEAUX

2021, À L'INTERNATIONAL



2,4 MILLIONS

DE BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE INTERNATIONALE
DU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE



426

OPÉRATIONS MENÉES DANS
52 PAYS OU ZONES



40

INTERVENTIONS D'URGENCE

